

CONSEIL COMMUNAL DU 26 MARS 2013

Séance publique 26 mars 2013

Etaient présents : Mr Ghysse, Bourgmestre-Président; Mmes et MM. Englebert, Quartassi, Résimont, Loewenstein, Père, El Hamidine, Tahri, Spapens et Buyse, Echevins; Mmes et MM. Borcy, De Permentier, Rongé, Defays, El Yousfi, Sebbahi, Bairouk, Richard, Huytebroeck, Roberti, Barghouti, Grippa, Gelas, Talhi, Plovie, Angeli, Roland, Criquelion, Lederer, Pâques et Hacken, Conseillers communaux; Mme. Moens, Secrétaire communale f.f.

La séance est ouverte à 19h35

Le registre aux procès-verbaux a été mis à la disposition des conseillers communaux dès le 29 mars 2013.

Madame le Secrétaire f.f. donne lecture des résolutions prises au cours de la séance du 26 février 2013

Madame Pâques est désigné(e) par le sort pour répondre le (la) premier(e) aux votes par appel nominal qui auront lieu au cours de la présente séance.

Sont excusés : Mesdames Langbord, van Zeeland, Arena et Messieurs Chapelle, Vanroy et Nocent.

GEMEENTERAAD VAN 26 MAART 2013

Openbare zitting 26 maart 2013

Waren aanwezig : Dhr. Ghyssele, Burgemeester-Voorzitter ; Mevr. en Dhren. Englebert, Quartassi, Résimont, Loewenstein, Père, El Hamidine, Tahri, Spapens en Buyse, Schepenen; Mevr. en Dhren. Borcy, De Permentier, Rongé, Defays, El Yousfi, Sebbahi, Bairouk, Richard, Huytebroeck, Roberti, Barghouti, Grippa, Gelas, Talhi, Plovie, Angeli, Roland, Criquelion, Lederer, Pâques en Hacken; Gemeenteraadsleden ; Mevr. Moens, wd. Gemeentesecretaris.

De zitting wordt voor open verklaard om 19u35

Het notulenboek werd ter beschikking gesteld van de raadsleden vanaf 29 maart 2013

Dhr. Secretaris geeft voorlezing van de beslissingen genomen tijdens de zitting van 26 februari 2013

Mevrouw Pâques wordt bij loting aangeduid om de eerste te antwoorden bij de stemmingen bij naamafroeping die zullen plaats hebben tijdens deze zitting.

Zijn verontschuldigd : Mevrouwen Langbord, van Zeeland, Arena en de heren Chapelle, Vanroy en Nocent.

SEANCE PUBLIQUE

Article 1

Affaires Générales - Conseil communal - Démission d'un membre - Vérification des pouvoirs, prestation de serment et installation du successeur.

LE CONSEIL,

Considérant que par courrier du 26 février 2013, Monsieur Yves ROLAND a présenté sa démission en qualité de conseiller communal ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement ;

Considérant que dès lors, Monsieur Mostafa BENTAHA, le suppléant suivant en ordre utile de la liste n°2 des membres élus le 14 octobre 2012 est appelé à le remplacer ; qu'il ne se trouve dans aucun cas d'incompatibilité, d'incapacité ou de parenté prévus par la loi ; qu'il continue par conséquent à réunir les conditions d'éligibilité ;

ARRETE :

Les pouvoirs de Monsieur Mostafa BENTAHA en qualité de conseiller communal sont validés ;

Il achèvera le mandat de Monsieur Yves ROLAND.

(Monsieur BENTAHA prête le serment constitutionnel en français.)

Artikel 1

Algemene Zaken - Gemeenteraad - Ontslag van een lid - Nazicht van de bevoegdheden, eedaflegging en aanstelling van de opvolger.

DE RAAD,

Overwegende dat Mijnheer Yves ROLAND bij brief van 26 februari 2013 zijn ontslag heeft aangeboden als gemeenteraadslid;

Overwegende dat er moet voorzien worden in zijn vervanging;

Overwegende dat Mijnheer Mostafa BENTAHA, volgende plaatsvervanger in nuttige rangorde van de lijst nr.2 van de op 14 oktober 2012 verkozen leden, opgeroepen om in zijn vervanging te voorzien, zich in geen enkel van door de wet voorziene gevallen van onverenigbaarheid, van onbekwaamheid of van aanverwantschap bevindt; dat hij bijgevolg nog steeds aan de gestelde verkiesbaarheidsvoorwaarden voldoet;

BESLUIT:

De bevoegdheden van Mijnheer Mostafa BENTAHA in de hoedanigheid van gemeenteraadslid worden geldig verklaard.

Hij zal het mandaat van Mijnheer Yves ROLAND voleindigen.

(Mijnheer BENTAHA legt de grondwettelijke eed af in het Frans.)

Article 2

Affaires Générales - Bourgmestre honoraire - Introduction du dossier.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 10 mars 1980, modifiée par la loi du 10 février 2000, relative à l'octroi du titre honorifique de leurs fonctions aux bourgmestres, aux échevins et aux présidents du CPAS ;

Vu l'Arrêté Royal du 30 septembre 1981 ;

Vu le courrier de Madame Magdalena DE GALAN, en date du 25 février 2013 sollicitant l'octroi du titre honorifique de ses fonctions d'ancien bourgmestre de la commune de Forest ;

Considérant que Madame DE GALAN a exercé les fonctions de Bourgmestre pendant 114 mois ;

Considérant que Madame DE GALAN a été Bourgmestre empêchée en raison de ses fonctions de ministre pendant la période du 7 janvier 1992 au 12 juillet 1999, soit pendant 90 mois ;

DECIDE,

D'introduire la demande d'octroi du titre honorifique de sa fonction de Bourgmestre de la commune de Forest pour Madame Magdalena DE GALAN, conformément à l'article 3 de l'Arrêté Royal du 30 septembre 1981, réglant les modalités d'octroi du titre honorifique de leurs fonctions aux bourgmestres, aux échevins et aux présidents du CPAS ou des anciennes commissions d'assistance publique.

Artikel 2

Algemene zaken - Ereburgemeester - Indiening van het dossier.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 10 maart 1980, gewijzigd door de wet van 10 februari 2000, betreffende het toekennen van de eretitel van burgemeester, schepen of voorzitter van het OCMW ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 30 september 1981;

Gelet op het schrijven van Mevrouw Magdalena DE GALAN dd. 25 februari 2013, waarbij zij vraagt dat haar de eretitel van haar ambt van gewezen burgemeester van de gemeente Vorst zou verleend worden;

Overwegende dat Mevrouw DE GALAN haar functie van burgemeester heeft uitgeoefend gedurende 114 maanden;

Overwegende dat Mevrouw DE GALAN verhinderd Burgemeester is geweest omwille van haar ambt van minister tijdens de periode van 7 januari 1992 tot 12 juli 1999, hetzij gedurende 90 maanden;

BESLIST,

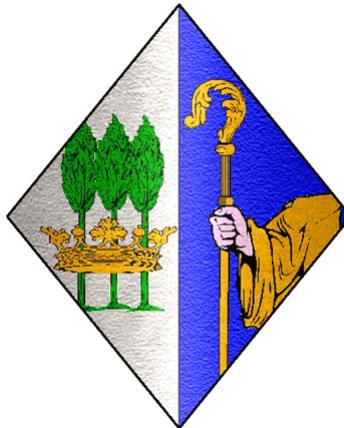
De aanvraag van toekenning van de eretitel van haar functie van Burgemeester van de gemeente Vorst voor Mevrouw Magdalena DE GALAN in te dienen, conform artikel 3 van het Koninklijk Besluit van 30 september 1981, tot regeling van de modaliteiten voor het verlenen van de eretitel van hun ambt de burgemeesters, aan de schepenen en aan de voorzitters van het OCMW of van de gewezen commissies van openbare onderstand.

Article 3

Affaires générales - Déclaration de Politique Générale.

**Monsieur le Bourgmestre commente la Note de Politique générale ;
Madame Gelas se réjouit de voir la Note de Politique générale à l'ordre du jour;
Elle dit que c'est une bonne idée de présenter cette note en même temps que le budget,
mais elle déplore que cette note n'est en réalité qu'une liste de bonnes intentions. Elle
trouve que la majorité semble toujours être à un stade de réflexion.
Monsieur Hacken la rejoint : on nous présente une liste de bonnes intentions. Il rajoute
que l'administration doit faire la chasse aux subsides pour mieux les utiliser. Il se pose
des questions quant à la réalisation de cette liste.
Madame Huytebroeck dit que la présentation de la Note de Politique générale est un
moment important. Cette note n'est pas un programme des partis, mais le résultat d'un
compromis entre tous les partenaires.
Monsieur le Bourgmestre remercie tous les intervenants.**

FOREST



DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

2013 – 2018

La nouvelle majorité PS-Ecolo-FDF mise en place à Forest est déterminée à offrir à l'ensemble de ses habitants des services communaux de qualité, un cadre de vie agréable, des espaces verts et des rues propres, la sécurité publique, l'égalité des chances, la cohésion sociale et la convivialité au sein des différents quartiers.

Le contexte actuel se caractérise à la fois par un climat économique dégradé et par une forte poussée démographique : deux enjeux qui entraîneront pour la commune une augmentation de la demande de services, tant individuels que collectifs. Vu la situation critique des finances communales, il faudra donc faire mieux avec autant – voire moins – de moyens.

Pour mettre en œuvre les dispositifs et initiatives indispensables à la concrétisation des objectifs fixés, deux préalables apparaissent incontournables : une administration communale efficace et une capacité financière suffisante.

TABLE DES MATIERES

GESTION COMMUNALE	10
FINANCES.....	10
INFORMATION & PARTICIPATION	11
ACTION SOCIALE.....	11
SÉCURITÉ	12
PROPRETÉ PUBLIQUE.....	13
MOBILITÉ, STATIONNEMENT & ESPACE PUBLIC.....	13
LOGEMENT & PROPRIÉTÉS COMMUNALES.....	13
URBANISME, ENVIRONNEMENT & ÉNERGIE.....	14
REVITALISATION DES QUARTIERS.....	15
PETITE ENFANCE.....	16
ENSEIGNEMENT.....	16
ACCUEIL XTRASCOLAIRE	9
JEUNESSE.....	18
AÎNÉS, HANDICAP & PERSONNES A MOBILITE REDUITE (P.M.R.).....	18
SANTÉ	19
CULTURE	19
ECONOMIE & COMMERCE.....	20
EMPLOI.....	21

GESTION COMMUNALE

L'administration se doit d'être accueillante, performante, neutre et exemplaire en matière de lutte contre les discriminations. Les services en contact avec le public veilleront à servir les citoyens de manière adéquate, tant en français qu'en néerlandais.

Pour garantir l'efficacité des services et motiver le personnel, notre administration devra au plus vite ajuster l'organigramme et le cadre du personnel en fonction des besoins, afin de refléter les différentes fonctions stratégiques et d'établir clairement les liens hiérarchiques. Les procédures d'engagement d'un secrétaire communal à titre définitif et d'un responsable des ressources humaines seront lancées à brève échéance et les procédures d'évaluation du personnel systématisées.

Dans un souci d'efficacité et de justice, les procédures de contrôle seront améliorées tant au niveau de l'administration communale que du CPAS.

La gestion des marchés publics communaux exigeant un niveau élevé de compétence juridique, le regroupement des compétences internes à l'administration au sein d'un service transversal spécialisé sera étudié.

La rénovation prochaine de l'hôtel communal offrira l'opportunité de redéployer les services administratifs, afin d'améliorer le confort de travail, l'efficacité et la qualité d'accueil des citoyens.

Le guichet électronique (IRISbox) sera développé et promu pour une meilleure accessibilité des services communaux au public ne pouvant se déplacer durant les heures habituelles de travail.

FINANCES

Tendre vers l'équilibre financier constitue à la fois une obligation légale et un impératif pour assurer la pérennité et la qualité des services à la population. L'effort de rigueur doit être partagé par tous les services et institutions. Les services obligatoires et les missions de base de la commune devront être assurés prioritairement. L'administration devra se montrer plus proactive au niveau des recettes de transfert (projets subsidiés, etc.), depuis la recherche active de subsides jusqu'à l'aboutissement du dossier et l'introduction des pièces justificatives. Les procédures de recouvrement feront l'objet d'un suivi rigoureux. La création d'un service transversal de recherche et de gestion des subsides sera étudiée.

Par ailleurs, une réflexion approfondie sera menée sur l'ensemble des recettes de la Commune ainsi que de leur structure, de leur perception et de leur efficacité.

La stratégie d'investissement donnera la priorité aux investissements permettant de générer des économies à moyen et long terme.

Les structures para-communales devront être soutenues au niveau du contrôle de gestion afin que l'essentiel de leurs moyens soient consacrés à leurs missions de base.

Des économies d'échelle seront recherchées notamment par le biais de marchés groupés avec d'autres communes ou le CPAS (achat de matériel ou de mobilier, fournitures énergétiques, etc.).

La commune pourra recourir à des partenariats public-privé ou au mécénat, si ces techniques permettent de dégager des économies par rapport à d'autres formes de financement et tout en garantissant la maîtrise du projet par la commune.

INFORMATION & PARTICIPATION

La participation citoyenne sous toutes ses formes sera encouragée et soutenue par la commune, au-delà des prescrits légaux : concertations, consultations populaires, expériences de « budget participatif », conseils consultatifs, Code de la participation locale, etc.

Le fonctionnement du Conseil communal sera rendu plus transparent et plus didactique pour tout citoyen s'intéressant à la gestion communale.

Le site Internet de la Commune sera modernisé et rendu plus accessible (label « anysurfer »), plus convivial et plus participatif : formulaires en ligne, commissions de concertation, annuaires, informations pratiques, cyber-lettre, etc.

Il sera veillé à améliorer l'information aux riverains et la coordination en matière de chantiers de travaux publics, afin d'éviter les désagréments récurrents pour les habitants.

ACTION SOCIALE

La première priorité restera d'assurer d'abord l'émancipation matérielle et sociale, des habitants les plus défavorisés, conformément aux objectifs de justice sociale et de solidarité au sein de la commune.

Les multiples dispositifs de la politique de cohésion sociale, de réinsertion et d'intégration socio-professionnelle seront développés (cours d'alphabétisation, de français langue étrangère et de néerlandais, soutien scolaire, parcours d'intégration, solidarité intergénérationnelle, égalité des genres et des chances, etc.), en impliquant activement les demandeurs de ces processus afin de permettre à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine et de s'intégrer à la vie locale.

Au niveau des dépenses d'aide sociale, le CPAS doit faire face à un nombre toujours plus élevé de demandes, dues notamment à l'accroissement de la pauvreté et aux reports de charge (sanctions de l'ONEM). Une gestion administrative et financière rigoureuse, dans un souci de maîtrise des dépenses, permettra de donner la priorité aux besoins de base afin d'aider au mieux un maximum de personnes.

La lutte contre la fracture sociétale sera menée tout particulièrement dans les quartiers les plus précarisés.

SÉCURITÉ

La présence policière et des gardiens de la paix doit être renforcée, particulièrement au niveau du rôle des agents de quartier et du développement d'une réelle capacité d'intervention décentralisée au sein de la Zone de police. Toutes les pistes permettant de limiter la surcharge de travail pour la police (due à la présence des prisons, surtout en cas de grève, ou aux événements organisés à Forest National) seront explorées au niveau de la Zone de police.

Cette présence de terrain a pour but l'amélioration de la vie quotidienne et du cadre de vie, ce qui nécessite une attention particulière envers la répression des infractions au code de la route (vitesse, stationnement, respect des sens uniques), particulièrement aux abords des écoles, des crèches, des maisons de repos et dans les zones résidentielles, ainsi qu'en matière de propreté publique et d'environnement.

Les sanctions administratives communales seront appliquées en privilégiant autant que possible une optique réparatrice et éducative (médiation, peines alternatives). Elles viseront à lutter contre le sentiment d'impunité.

Les citoyens devront être mieux informés des différents dispositifs existants et des personnes de contact : fonctionnement de la zone, règlements de police, techno-prévention, réductions fiscales pour les dépenses de sécurisation, etc.

Au niveau de la Zone de police Midi, sera proposée l'installation d'un système Télé-Police pour les professions à risque et certains commerçants. Le système de caméras de surveillance (fixes ou mobiles) sera renforcé sur certains points noirs (petite délinquance, dépôts clandestins, etc.).

La commune interpellera régulièrement la STIB et les autres niveaux de pouvoir concernant la sécurité dans les stations et sur les lignes de transports en commun.

Une politique de lutte contre les violences conjugales sera mise en œuvre, notamment par le biais de campagnes sensibilisation et d'information du public sur l'existence de structures d'aide et d'écoute des victimes (numéro d'appel, etc.).

Les infractions, tels que les insultes sexistes et autres agressions sexistes, faites aux femmes seront réprimées.

PROPRETÉ PUBLIQUE

La propreté publique est un enjeu majeur mis en exergue par la plupart des habitants. Tous les moyens humains, matériels et financiers nécessaires pour engranger des résultats seront engagés, en articulant les axes préventif (sensibilisation), répressif (amendes) et proactif (la propreté entraînant la propreté).

L'organisation des services communaux concernés sera revue pour accroître l'efficacité et la réactivité, notamment au niveau de l'enlèvement des dépôts clandestins, de la vidange des poubelles publiques, du détagage et de la dératisation.

Un service de week-end pour les endroits de grand passage sera envisagé. Des poubelles de tri pour le recyclage des déchets seront placées dans certains endroits publics ou d'utilité publique.

La collaboration avec les services de police et de prévention sera nécessaire.

La cellule répressive sera renforcée pour mener des actions de lutte contre les incivilités et aboutir à des sanctions.

MOBILITÉ, STATIONNEMENT & ESPACE PUBLIC

Tout projet important de réaménagement de voirie fera l'objet d'une étroite concertation avec les riverains concernés. Il sera veillé à ce que les chantiers soient coordonnés et n'engendrent qu'un minimum de nuisances pour les riverains.

L'espace public doit être géré et partagé équitablement, dans le respect de tous les usagers, en encourageant notamment les formes de mobilité active (aménagement piétonniers et cyclables sécurisés, éclairage public suffisant, parkings vélos, sens uniques limités, balades organisées, etc). L'amélioration de l'offre de transports en commun sera discutée avec la STIB et la SNCB afin de mieux prendre en compte les intérêts des Forestois : fréquences, correspondances, aménagement des arrêts, accès direct au centre de Bruxelles depuis Forest. Les nuisances du dépôt de trams Marconi seront limitées autant que possible.

Le plan de stationnement, qui a pour objectifs de faciliter le stationnement riverain et de diminuer la pression automobile, sera évalué périodiquement. Il s'inscrira dans le cadre du plan régional de stationnement et sera adapté le cas échéant. Le stationnement sauvage et gênant sera sanctionné, tout comme les zones de recul utilisées comme stationnement. La problématique du stationnement des poids lourds sera prise en compte.

Des contacts seront pris pour faciliter le stationnement nocturne avec les commerces et entreprises locaux, avec une attention particulière pour les abords de Forest National.

En matière de gestion de l'espace public, un programme de réfection des trottoirs et des voiries sera établi, l'éclairage public sera adapté dans un souci de sécurité et d'économies d'énergie.

LOGEMENT & PROPRIÉTÉS COMMUNALES

La politique de logement s'inscrit dans les objectifs régionaux en matière de logement public et doit s'appuyer sur les subsides et dispositifs régionaux ainsi que sur les moyens légaux existants

pour apporter une solution aux citoyens de plus en plus nombreux à éprouver des difficultés à se loger dans des conditions décentes.

Les bâtiments et terrains communaux devront être mieux valorisés, dans l'optique d'un meilleur service au citoyen. La création d'une régie foncière sera envisagée pour gérer les bâtiments communaux afin de mieux répondre aux besoins et demandes.

Le Guichet Information Logement restera un instrument de la politique communale en la matière : diffusion de l'information, orientation dans les démarches, établissement d'un cadastre des logements disponibles, inoccupés ou abandonnés, etc. La commune fera également appel aux dispositifs et possibilités de subsides existant au niveau régional.

L'Agence Immobilière Sociale de Forest est un outil pertinent pour solliciter les bailleurs privés et accroître l'offre de logement à la location ; elle sera donc soutenue par la commune, notamment par le biais d'une campagne d'information ciblant les propriétaires-bailleurs.

En outre, la politique communale du logement comprend de nombreux volets : cadastre et valorisation du patrimoine communal, lutte contre les logements insalubres ou inoccupés, lutte contre les marchands de sommeil, logements d'urgence et de transit, etc. La commune doit coordonner et optimiser les acteurs actifs en matière de logement (AIS, Foyer forestois, CPAS, sociétés de logements sociaux présentes à Forest, SLRB, Fonds du Logement...). La commune sera attentive à saisir les opportunités de création de nouveaux logements (avec des partenaires financiers publics ou privés) : futur développement du site des prisons, droit de gestion public par l'entremise régionale, etc. De même, vu la saturation chronique du secteur du logement social, les formes alternatives de cohabitation seront soutenues (logements communautaires, habitat groupé, etc.), ainsi que des procédures assouplies pour la rénovation de logements existants ou encore l'encouragement de la mobilité volontaire.

URBANISME, ENVIRONNEMENT & ÉNERGIE

Un bon aménagement des espaces publics, une revitalisation des quartiers les plus fragilisés, le développement de projets immobiliers et de logements dépendent largement d'une politique urbanistique efficace et dynamique, menée en bonne coordination avec la politique des Travaux publics, du Logement, etc.

Priorité sera donnée aux aménagements favorisant l'intégration des quartiers dans le tissu urbain ainsi que l'éclosion d'une vie de quartier dynamique.

La lutte contre les infractions urbanistiques devra être amplifiée (zones de recul, antennes paraboliques, constructions sans permis, etc.).

Concernant les nombreux espaces verts communaux, l'accent sera mis sur l'entretien régulier et coordonné ainsi que sur la gestion différenciée des plantations et espaces verts communaux. La végétation existante sera préservée et les arbres dangereux, mort ou malades seront abattus et remplacés. L'entretien, la propreté et la sécurité des plaines de jeux et équipements sportifs seront assurés.

La lutte contre les inondations s'opérera tant au niveau des causes (urbanisme, imperméabilisation des sols, etc.) que des dispositifs structurels (bassins d'orage et de rétention, citernes, toitures vertes, etc.), conformément au plan communal en la matière. La commune veillera à ce que la rénovation ou à tout le moins le curage du réseau d'égouts fasse l'objet d'un programme concret et d'un suivi correct par Hydrobru.

La mise en œuvre des recommandations de l'Agenda 21 se poursuivra progressivement.

Les principes d'utilisation rationnelle de l'énergie seront appliqués de façon transversale : bâtiments, charroi, centrale d'achats, marchés conjoints, revitalisation des quartiers, etc.

L'audit énergétique sera étendu à l'ensemble des bâtiments de la commune, du CPAS et du Foyer Forestois, afin d'alléger la facture énergétique et l'empreinte écologique.

L'alimentation saine et durable fera l'objet d'actions de sensibilisation et les projets de potagers collectifs, jardins groupés, compostage de quartier seront encouragés.

Concernant le site de la prison de Forest, une réserve foncière de quelque 10 hectares disponible en 2018 : la réflexion quant à l'avenir de ce site doit débuter dès à présent.

REVITALISATION DES QUARTIERS

La politique de rénovation des quartiers les plus fragilisés sera renforcée, notamment au travers des 3 contrats de quartier dont Forest bénéficie à l'heure actuelle :

- Saint-Antoine (CQSA)
- Primeurs/ Pont de Luttre (CQPPL)
- Albert / Marconi (CQDA)

En collaboration avec les habitants, la commune veillera à la pérennisation et à la bonne utilisation dans le futur de l'ensemble des nouveaux espaces créés via les contrats de quartier afin que ceux-ci apportent une réelle plus-value pour l'ensemble de la population.

Il sera également veillé à élargir la dynamique de revitalisation des quartiers au-delà des périmètres des contrats de quartier via un réel projet de planification urbaine concernant l'ensemble de la commune (Forest-Centre, Altitude Cent, etc.).

PETITE ENFANCE

Le nombre de places accessibles en crèches sera augmenté, sans négliger le déploiement d'autres formes d'accueil permettant d'augmenter le taux de couverture : accueillantes à domicile, halte-garderie, garde d'enfants malades, etc.

La procédure d'inscription en crèche sera simplifiée, par la création d'un guichet unique centralisant toutes les demandes. On veillera à réserver certaines places aux demandeur(euse)s d'emploi en formation ou en recherche active d'emploi.

Les bonnes pratiques seront promues dès le plus jeune âge : menus équilibrés, fruits et légumes frais de saison, etc. De même, les travaux de transformation ou de rénovation des crèches intégreront dans la mesure des moyens disponibles la dimension environnementale (utilisation rationnelle de l'énergie, choix de peintures naturelles, utilisation de produits d'entretien respectueux de la santé, etc.)

La coordination et la concertation entre les différents acteurs de la petite enfance seront encouragées, notamment par le biais de rencontres thématiques, ainsi que par la promotion des programmes de formation de l'ONE.

On veillera à la promotion d'initiatives nouvelles, originales ou différentes, au sein des milieux d'accueil communaux : expériences intergénérationnelles, accueil d'enfants handicapés, découverte de la lecture, de l'art, de la psychomotricité, etc.

ENSEIGNEMENT

Afin de répondre au défi démographique, priorité absolue sera donnée à la rénovation des bâtiments scolaires et à l'augmentation de l'offre de places dans les écoles maternelles, primaires et secondaires, francophones et néerlandophone, en concertation avec l'ensemble des pouvoirs organisateurs : commune (rénovation ou extension des écoles communales, réaffectation de bâtiments communaux en école, etc.), Fédération Wallonie-Bruxelles, Communauté flamande et Région bruxelloise.

Le principe de gratuité sera l'objectif de la commune. La lutte contre l'échec et le décrochage précoce devra permettre au plus grand nombre d'obtenir le CEB.

L'accent sera mis sur les apprentissages de base et sur l'apprentissage de la première langue (avec remédiation systématique en français pour les allophones), puis de la seconde langue (éveil aux langues dès la maternelle, immersion, échanges entre enfants francophones et néerlandophones).

L'école continuera à promouvoir dès le plus jeune âge l'éducation aux valeurs d'humanisme, de citoyenneté, d'égalité et de solidarité. Elle accordera un soin particulier à l'ouverture vers les technologies de l'information et de la communication (TIC) ainsi qu'au respect de l'environnement (économies d'énergie, propreté publique, tri des déchets, potagers, etc.), et ce, en impliquant directement les élèves.

La mobilité douce et l'usage du vélo seront encouragés : trajets en groupe par quartiers, passage du « brevet du cycliste » en fin de cycle primaire, parking vélo adéquat.

En dehors du temps scolaire, les infrastructures scolaires pourront être mises à disposition sur demande d'acteurs culturels, sportifs ou socio-éducatifs locaux.

La participation des parents, élèves, enseignants, sera encouragée, en bonne intelligence avec les directions, au travers des associations de parents et conseils de participation.

Le personnel enseignant sera sensibilisé aux besoins spécifiques de certains enfants (dyslexie, troubles de l'attention, handicaps divers, hauts potentiels, etc.).

Des expériences de tutorat seront proposées afin que les enseignants plus expérimentés puissent faire bénéficier les plus jeunes de leur précieuse expérience.

La commune sera attentive à ce que l'offre d'enseignement secondaire soit renforcée sur son territoire, en conformité avec les attentes des parents.

ACCUEIL EXTRASCOLAIRE

Les activités extrascolaires viseront à s'adapter au mieux aux attentes et besoins des familles (accessibilité, modicité, variété, horaires, etc.).

Il sera mieux tenu compte des enfants dans les politiques d'aménagement du territoire et de mobilité : espaces verts et de loisirs, déplacements à pied ou à vélo, etc.

Une attention particulière sera accordée aux familles monoparentales, notamment par des initiatives concernant les mères isolées : lieux d'écoute et de parole, bourses aux vêtements, jouets et accessoires de puériculture, etc.

Les rencontres intergénérationnelles seront favorisées, notamment en organisant des activités en commun rassemblant crèches, écoles et maisons de repos.

Côté néerlandophone, l'optique « Brede School » soutenant les écoles dans la mise en place d'activités extrascolaires sera poursuivie.

JEUNESSE

Forest compte un nombre important de jeunes : ils incarnent l'avenir de la commune, celle-ci se doit de leur permettre de devenir des *c.r.a.c.s.* (citoyens responsables, actifs, critiques et solidaires) et de s'épanouir tant sur le plan individuel que collectif, dans tous les domaines : instruction, formation, emploi, sports, culture, loisirs, etc.

L'accès de tous les jeunes aux installations communales sera garanti, quelles que soient leurs ressources. Des outils de communication ciblés seront développés et la création d'un « guichet unique jeunes » sera envisagée.

L'émergence de projets collectifs sera favorisée par le biais d'une coordination des différentes structures jeunesse forestoises (antennes de la Maison des Jeunes, de l'Aide en milieu ouvert).

AÎNÉS, HANDICAP & PERSONNES A MOBILITÉ RÉDUITE (P.M.R.)

La commune favorisera les échanges entre aînés ainsi que les activités permettant de tisser des liens entre les différentes générations (volontariat, mentorat, thés dansants, projets avec les écoles, les maisons de quartier, les centres pour aînés, etc.).

Les services de proximité seront maintenus et développés : aide à domicile, garde à domicile, télé-secours, accompagnement social et administratif, aide à l'écriture, chèques-taxis, etc.

Au niveau du logement, les services de soutien visant au maintien à domicile seront pérennisés (aide familiale, ménagère, etc.). Les initiatives de résidences-services sociales, d'habitats groupés ou intergénérationnel seront soutenues. Le projet de centre de soins de jour sera poursuivi.

Au-delà de l'accessibilité de la maison communale et des services de police, la commune veillera à accompagner les personnes handicapées dans leurs démarches et demandes.

Il sera veillé à l'accessibilité et la praticabilité des espaces publics par les P.M.R. : élimination des obstacles sur les trottoirs, phases des feux piétons suffisamment longues, etc. Parallèlement, une offre de mobilité sera proposée afin de conserver à ces personnes une autonomie suffisante (chèques-taxi, navettes, etc.).

Dans l'espace public, il s'agira de fixer les priorités en matière de travaux visant à améliorer l'accessibilité de certains lieux, notamment en garantissant le respect des places de stationnement dédiées.

Des efforts seront menés pour intégrer les enfants handicapés au sein des écoles, crèches, activités extrascolaires, etc.

Une véritable politique d'inclusion des personnes handicapées sera menée dans tous les secteurs.

SANTÉ

La couverture de l'ensemble du territoire communal par une offre suffisante sera soutenue financièrement et matériellement : maisons médicales, consultations ONE, etc.

La diffusion d'information sera démultipliée : risques liés à certaines maladies, gestes simples à suivre au quotidien, liens entre l'environnement et la santé, bonnes pratiques d'hygiène de vie, lutte contre les assuétudes, éducation sexuelle, etc.

Des journées thématiques seront organisées autour d'affections répandues comme le diabète, l'obésité, la maladie d'Alzheimer, etc.

La santé publique passe également par la lutte contre les nuisances sonores (respect du Règlement Général de Police, concerts à Forest National, etc.), olfactives (centre de compostage) et la limitation des ondes électromagnétiques (antennes GSM) en maintenant leur niveau d'émission dans le cadre de la réglementation régionale en vigueur.

CULTURE

Forest se doit de mieux exploiter son potentiel culturel. La diversité locale en matière de cultures, de langues et d'âges doit conduire à la fois à rester éclectique et à lancer des passerelles permettant les échanges entre les différents mondes culturels. Les artistes forestois seront soutenus, soutenus et mis en valeur par la mise en place de projets artistiques fédérateurs : parcours d'artistes, manifestations thématiques, etc.

La commune poursuivra son soutien tant financier que logistique au centre culturel, ainsi qu'à l'Académie de musique. La complémentarité entre les sites du Brass et de l'Abbaye devra être exploitée au mieux. Le site de l'Abbaye revêt un grand potentiel qui devra être valorisé et revitalisé : réouverture de la brasserie, sécurisation, éclairage public, rénovation des jeux d'enfants, événements culturels, lieux de détente, etc. Bref, un pôle d'attraction incontournable sur la commune, aux alentours de la place Saint-Denis.

Le projet de bibliothèque francophone sur le site de l'Abbaye sera poursuivi et la bibliothèque sera intégrée au CCBI (catalogue collectif bruxellois informatisé).

L'octroi de chèques culture en faveur des populations socialement défavorisées sera poursuivi (article 27).

Des activités culturelles spécifiques destinées aux enfants seront développées dans des créneaux horaires qui correspondent à leur temps libre.

La commune favorisera les collaborations et synergies entre les initiatives culturelles francophones et néerlandophones, ainsi qu'avec d'autres communes.

SPORT

Le sport est un excellent vecteur d'émancipation et d'inclusion et sa pratique doit donc être rendue accessible pour le plus grand nombre, sans discrimination aucune et dans un esprit de *fair play*.

La gestion des espaces communaux dédiés à la pratique sportive se fera en bonne collaboration avec les clubs et associations. Parallèlement, l'accès aux infrastructures existantes (écoles, clubs, etc.) devra être facilité et étendu, avec priorité donnée aux forestois.

L'organisation d'événements sportifs de type « 24h sport » ou encore de compétitions inter- ou parascolaires sera encouragée. Des activités sportives spécifiques seront également proposées aux seniors et personnes handicapées.

ÉCONOMIE & COMMERCE

L'économie locale sera promue : la commune informera le public sur l'offre commerciale locale et jouera un rôle d'accompagnateur en facilitant la mise en place de petites entreprises et d'activités indépendantes. Avec le soutien d'Atrium, la commune restera attentive aux besoins et initiatives exprimés par les associations de commerçants, afin d'établir une dynamique commerciale positive (image, accessibilité, etc.).

Sur le plan des festivités, l'instauration d'une nouvelle animation urbaine sera envisagée au cœur de la commune : marché de Noël, marché artisanal, foire culinaire, etc.

Les clauses sociales seront encouragées dans les marchés publics afin d'encourager le recours aux entreprises d'économie sociale et aux entreprises de travail adapté.

Parallèlement, il sera veillé à ne pas faire peser sur les acteurs économiques de trop lourdes charges administratives ou fiscales.

La commune s'inscrira dans la dynamique régionale du New Deal Bruxellois pour l'Emploi et la Formation et des alliances Emploi-Environnement, qui ciblent les secteurs revêtant un potentiel de création d'emplois, comme les filières environnementales (construction durable, eau, déchets, etc.) et touristiques (rénovation du patrimoine, évènementiel, etc.).

La commune continuera à soutenir le projet-pilote de monnaie complémentaire *Eco-Iris*, lancé par la Région. Des réunions de concertation seront organisées périodiquement entre les commerçants et les autorités communales, par noyau commercial.

Dans un souci esthétique, les projets de décoration des vitrines commerciales vides seront encouragés ; les enseignes commerciales seront dans la mesure du possible intégrées au bâti existant.

L'accès à l'entrepreneuriat sera encouragé, en collaboration avec les coopératives d'activités.

Le tourisme sera promu en s'appuyant sur les festivités et le patrimoine remarquable de Forest (bâtiments, parcs, jardins, lieux culturels et historiques, etc.).

EMPLOI

La commune et les employeurs forestois poursuivront leurs efforts en faveur de la mise à l'emploi de Forestois.

Les différentes structures actives dans le secteur devront travailler en collaboration : Maison de l'Economie et de l'Emploi, Mission locale, ALE, CPAS, CEFA, PretNET, réseau associatif ; l'objectif étant d'aboutir à l'insertion socio-professionnelle d'un maximum de jeunes arrivant sur le marché de l'emploi et de demandeurs d'emploi. Cela se traduira notamment par l'amélioration de la visibilité des offres d'emploi, des incitations visant à offrir une première expérience professionnelle, la stabilisation des emplois art. 60 et Activa, des stages en entreprises, un événement « Salon de l'Emploi et de la Formation ».

Dans un souci d'éviter l'offre de services redondante et de faciliter les démarches, il sera veillé à la collaboration et les complémentarités entre l'ensemble des dispositifs locaux et régionaux (Actiris, Bruxelles Formation, etc

La déclaration de Politique Générale est adoptée par la majorité contre opposition.

LE CONSEIL,

Vu l'article 242 bis de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE,

D'approuver la déclaration de politique générale 2013-2018 ci-annexé.

Artikel 3

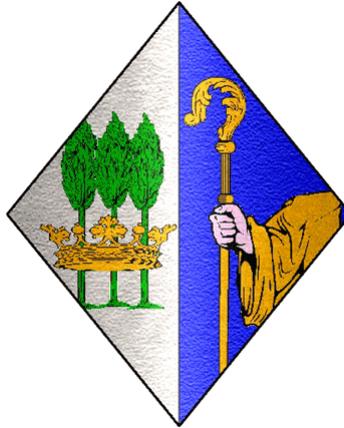
AG/ # Algemene zaken - Algemene Beleidsverklaring. #

De heer Burgemeester geeft uitleg bij de Algemene Beleidsverklaring; Mevrouw Gelas is blij dat de Algemene Beleidsverklaring op de dagorde staat en vindt dat het een goede zaak is om deze Nota tijdens dezelfde zitting als de begroting voor te stellen. Ze zegt dat ze wel spijt heeft over het feit dat deze nota eigenlijk slecht een opsomming is van goede voornemens. Ze denkt dat de meerderheid zich nog steeds in het stadium van overpeinzing bevindt.

De heer Hacken is dezelfde mening toegedaan: men stelt hier een lijst van goede voornemens voor. Hij voegt eraan toe dat het bestuur op zoek moet gaan naar subsidies om deze beter te benutten. Hij stelt zich ook vragen bij de realisatie van deze lijst. Mevrouw Huytebroeck zegt dat het voorstellen van de Beleidsnota een belangrijk moment is. Deze nota is geen programma van politieke partijen, maar het resultaat van een compromis tussen alle partners.

De heer Burgemeester bedankt iedereen die is tussengekomen.

VORST



ALGEMENE BELEIDSVERKLARING

2013 – 2018

De nieuwe meerderheid PS-Ecolo-FDF in Vorst is vastberaden om aan alle inwoners kwaliteitsvolle gemeentediensten, een aangenaam levenskader, groene ruimten en nette straten, openbare veiligheid, gelijkheid van kansen, sociale cohesie en gezelligheid binnen de verschillende wijken te bieden.

De huidige context wordt tegelijkertijd gekenmerkt door een verzwakt economisch klimaat en door een sterke bevolkingsaan groei : twee uitdagingen die voor de gemeente een grotere aanvraag voor, zowel individuele als collectieve, diensten met zich mee zullen brengen. Gezien de kritieke toestand van de gemeentelijke financiën, zullen we dus beter moeten presteren met dezelfde – of minder - middelen.

Om de instrumenten en initiatieven noodzakelijk voor de concretisering van de vastgelegde doelstellingen uit te werken, zijn er twee voorwaarden waar we niet omheen kunnen : een doeltreffend gemeentebestuur en een voldoende financieel vermogen.

INHOUD

GEMEENTELIJK BEHEER.....	25
FINANCIËN.....	25
INFORMATIE & PARTICIPATIE.....	26
MAATSCHAPPELIJK WELZIJN.....	26
VEILIGHEID	27
OPENBARE NETHEID	27
MOBILITEIT, PARKEREN & OPENBARE RUIMTE.....	28
HUISVESTING & GEMEENTE-EIGENDOMMEN	28
STEDENBOUW, LEEFMILIEU & ENERGIE.....	29
HERWAARDERING VAN DE WIJKEN.....	30
KLEINE KINDEREN	31
ONDERWIJS.....	31
BUITENSCHOOLSE ACTIVITEITEN	32
JEUGD.....	32
BEJAARDEN, GEHANDICAPTEN & PERSONEN MET BEPERKTE MOBILITEIT (P.B.M.).....	33
GEZONDHEID	33
CULTUUR	34
SPORT.....	34
ECONOMIE & HANDEL	34
TEWERKSTELLING.....	35

GEMEENTELIJK BEHEER

Het bestuur moet absoluut gastvrij, performant, neutraal en een voorbeeld zijn in de strijd tegen discriminatie. De diensten in contact met het publiek zorgen ervoor de burgers op een passende wijze, zowel in het Frans als in het Nederlands, te bedienen.

Om de doeltreffendheid van de diensen te waarborgen en om het personeel te motiveren moet ons bestuur zo snel mogelijk het organogram en het personeelskader aanpassen in functie van de behoeften, teneinde de verschillende strategische functies weer te geven en de hiërarchische verhoudingen duidelijk te maken. De aanwervingsprocedures van een definitieve gemeentesecretaris en van een human resources manager zullen weldra opgestart en de evaluatieprocedures van het personeel gesystematiseerd worden.

Met als doel de rechtvaardig- en doeltreffendheid te verbeteren, zullen de controleprocedures verbeterd worden zowel wat betreft het gemeentebestuur als het OCMW.

Aangezien het beheer van de gemeentelijke overheidsopdrachten een grote juridische deskundigheid vereist, wordt het groeperen van deze kennis van het bestuur binnen een gespecialiseerde transversale dienst bestudeerd.

De komende renovatie van het gemeentehuis biedt de mogelijkheid om de administratieve diensten te herschikken teneinde het werkcomfort, de doeltreffendheid en de kwaliteit van het onthaal van de burgers te verbeteren.

Het elektronische loket (IRISbox) zal ontwikkeld en in de kijker gezet worden om een betere toegankelijkheid van de gemeentediensten aan te bieden aan het publiek dat zich tijdens de gewone kantooruren niet kan verplaatsen.

FINANCIËN

Streven naar financieel evenwicht vormt zowel een wettelijke verplichting als een vereiste om het voortbestaan en de kwaliteit van de diensten aan de bevolking te verzekeren. De bezuinigingsinspanningen moeten gedeeld worden door alle diensten en instellingen. De verplichte diensten en de basisopdrachten van de gemeente moeten met voorrang verleend worden. Het bestuur moet zich proactiever opstellen wat betreft de overdrachtsontvangsten (gesubsidieerde projecten, enz.), van het actieve zoeken naar subsidies tot aan de beëindiging van het dossier en de indiening van de bewijsstukken. De invorderingsprocedures zullen nauwgezet opgevolgd worden. Het oprichten van een transversale dienst voor het zoeken naar en het beheer van de subsidies zal bestudeerd worden.

Er zal overigens diep nagedacht worden over het geheel aan inkomsten van de Gemeente alsook over de structuur, de inning en de doeltreffendheid ervan.

De investeringsstrategie geeft voorrang aan de investeringen die besparingen op middellange en lange termijn mogelijk maken.

De para-gemeentelijke structuren moeten ondersteund worden op gebied van de beheerscontrole zodat het grootste deel van hun middelen gebruikt wordt voor hun basisopdrachten.

Er wordt gezocht naar schaalvoordelen, ondermeer door middel van opdrachten gegroepeerd met andere gemeenten of het OCMW (aankoop van materiaal of meubilair, energievoorraden, enz.).

De gemeente kan een beroep doen op samenwerkingen openbaar-privé of op mecenaat, indien deze technieken het mogelijk maken om besparingen te verwezenlijken ten opzichte van andere vormen van financiering en waarbij de beheersing van het project door de gemeente gewaarborgd wordt.

INFORMATIE & PARTICIPATIE

De burgerparticipatie in al haar vormen zal door de gemeente aangemoedigd en ondersteund worden, wat heel wat verder gaat dan de wettelijke voorschriften : overleg, bevolkingsraadpleging, ervaringen in « participatieve begroting », adviesraden, Code van de lokale participatie, enz.

De werking van de Gemeenteraad zal transparanter en didactischer gemaakt worden voor elke burger die interesse heeft voor het gemeentebeheer.

De website van de Gemeente zal gemoderniseerd en toegankelijker (label « anysurfer »), gebruiksvriendelijker en participatiever gemaakt worden : on-line formulieren, overlegcommissies, overzichten, praktische inlichtingen, cyberbrief, enz.

De informatie bestemd voor buurtbewoners en de coördinatie inzake openbare werken zal verbeterd worden teneinde de herhaalde overlast voor de inwoners te vermijden.

MAATSCHAPPELIJK WELZIJN

De eerste prioriteit blijft vooreerst de materiële en sociale emancipatie te verzekeren van de meest achtergestelde inwoners, conform de doelstellingen van sociale rechtvaardigheid en van solidariteit binnen de gemeente.

De veelvuldige voorzieningen van het beleid voor sociale cohesie, herinschakeling en socio-professionele integratie zullen uitgewerkt worden (lessen alfabetisering, Frans als vreemde taal en Nederlands, schoolondersteuning, inschakelingstraject, intergenerationele solidariteit, gelijkheid van geslachten en kansen, enz.), waarbij de vragers van deze processen actief betrokken worden teneinde iedereen in staat te stellen een menswaardig leven te leiden en zich te integreren in het lokale leven.

Wat betreft de uitgaven voor maatschappelijk welzijn, moet het OCMW het hoofd bieden aan een steeds hoger aantal aanvragen, ondermeer te wijten aan de stijging van de armoede en aan de lastenverschuivingen (sancties van de RVA). Een nauwgezet administratief en financieel beheer voor een goede beheersing van de uitgaven maakt het mogelijk voorrang te geven aan de basisbehoeften om zo veel mogelijk mensen zo goed mogelijk te helpen.

De strijd tegen de maatschappelijke tweedeling zal in het bijzonder gevoerd worden in de meest kwetsbare wijken.

VEILIGHEID

De aanwezigheid van de politie en van de gemeenschapswachten moet versterkt worden, in het bijzonder wat betreft de rol van de wijkagenten en de ontwikkeling van een echt gedecentraliseerd interventievermogen binnen de Politiezone. Alle pisten die de overmaat aan werk van de politie (te wijten aan de aanwezigheid van de gevangenis, vooral in geval van staking, of aan evenementen georganiseerd in Vorst Nationaal) kunnen beperken, zullen onderzocht worden door de Politiezone.

Deze aanwezigheid op het terrein heeft als doel het dagelijkse leven en het levenskader te verbeteren, wat bijzondere aandacht vergt voor de bestraffing van overtredingen op het verkeersreglement (snelheid, parkeren, naleving van het eenrichtingsverkeer), meer bepaald in de omgeving van scholen, kinderdagverblijven, rusthuizen en in de residentiële wijken, alsook inzake openbare netheid en leefmilieu.

De gemeentelijke administratieve sancties zullen toegepast worden waarbij zoveel mogelijk een herstellende en educatieve (bemiddeling, alternatieve straffen) optiek in acht genomen wordt. Ze zijn gericht op het bestrijden van het straffeloosheidsgevoel.

De burgers moeten beter op de hoogte gehouden worden van de verschillende bestaande voorzieningen en contactpersonen : werking van de zone, politiereglementen, techno-preventie, belastingkortingen voor beveiligingsuitgaven, enz.

Voor de Politiezone Zuid zal de oprichting voorgesteld worden van een systeem van Tele-Politie voor de risicoberoepen en sommige handelaars. Het systeem van toezichtcamera's (vast of mobiel) zal op bepaalde zwarte punten (kleine criminaliteit, sluikstorten, enz.) versterkt worden.

De gemeente zal regelmatig de MIVB en de andere bestuursniveaus aanspreken betreffende de veiligheid in de stations en op de lijnen van het openbaar vervoer.

Er zal een beleid uitgewerkt worden voor de strijd tegen huiselijk geweld , ondermeer door middel van sensibiliserings- en informatiecampagnes van het publiek over het bestaan van structuren voor hulp aan en luisterbereidheid voor de slachtoffers (oproepnummer, enz.).

Overtredingen, zoals seksistische beledigingen en andere seksistische aanvallen op vrouwen, zullen bestraft worden.

OPENBARE NETHEID

Openbare netheid is een enorme uitdaging die door de meeste inwoners op de voorgrond gesteld wordt. Alle nodige menselijke, materiële en financiële middelen om resultaten te

boeken, zullen worden ingezet met de nadruk op de preventieve (sensibilisering), repressieve (boeten) en proactieve (netheid brengt netheid met zich mee) hoofdlijnen.

De organisatie van de betrokken gemeentediensten zal herzien worden om de doeltreffendheid en de reactiviteit te verhogen, ondermeer wat betreft het verwijderen van sluikestort, het ledigen van de openbare vuilnisbakken, het verwijderen van graffiti en de ontrating.

Er wordt een weekend-dienst overwogen op plaatsen waar veel mensen voorbijkomen. Er zullen op bepaalde openbare of plaatsen van algemeen nut sorteervuilbakken geplaatst worden voor de recyclage van het afval.

De samenwerking met de politie- en preventiediensten zal nodig zijn.

De repressiecel zal versterkt worden om acties te voeren ter bestrijding van daden van onwellevendheid en om tot sancties te komen.

MOBILITEIT, PARKEREN & OPENBARE RUIMTE

Elk belangrijk project van heraanleg van de wegen zal uitgevoerd worden in nauw overleg met de betrokken buurtbewoners. De werven zullen gecoördineerd worden opdat ze zo weinig mogelijk overlast bezorgen voor de buurtbewoners.

De openbare ruimte moet billijk beheerd en verdeeld worden met respect voor alle gebruikers waarbij ondermeer de vormen van actieve mobiliteit (beveiligde inrichtingen voor voetgangers en fietsers, voldoende openbare verlichting, fietsenparkings, beperkte eenrichtingsstraten, georganiseerde wandelingen, enz) aangemoedigd worden. De verbetering van het aanbod van openbaar vervoer zal besproken worden met de MIVB en de NMBS teneinde meer rekening te houden met de belangen van de Vorstenaren: frequenties, aansluitingen, inrichting van de halten, rechtstreekse toegang vanuit Vorst tot het centrum van Brussel. De hinder van de tramstelplaats Marconi zal zoveel mogelijk beperkt worden.

Het parkeerplan, met als doelstelling het parkeren door de buurtbewoners te vergemakkelijken en de autodruk te verminderen, zal regelmatig geëvalueerd worden. Het kadert in het gewestelijk parkeerplan en zal zo nodig aangepast worden. Het hinderlijk en wildparkeren zullen worden bestraft, net als de achteruitbouwstroken gebruikt als parking. De problematiek van het parkeren van vrachtwagens zal bekeken worden.

Er zal contact opgenomen worden met de handelszaken en plaatselijke ondernemingen om het nachtparkeren te vergemakkelijken met bijzondere aandacht voor de omgeving van Vorst Nationaal.

Wat betreft het beheer van de openbare ruimte zal er een programma voor herstelling van de voetpaden en wegen opgemaakt worden, de openbare verlichting zal aangepast worden voor een betere veiligheid en om energie te besparen.

HUISVESTING & GEMEENTE-EIGENDOMMEN

Het huisvestingsbeleid sluit aan bij de gewestelijke doelstellingen inzake openbare huisvesting en wordt ondersteund door de gewestelijke subsidies en voorzieningen alsook door de

bestaande wettelijke middelen om een oplossing te bieden aan de steeds talrijker wordende burgers die moeilijkheden ondervinden om hun intrek te nemen in een gepaste woning.

Er moet meer aandacht besteed worden aan de gemeentelijke gebouwen en terreinen met het oog op betere diensten aan de burgers. Er wordt overwogen om een grondregie op te richten om de gemeentegebouwen te beheren teneinde beter tegemoet te komen aan de behoeften en verzoeken.

Het Informatieloket Huisvesting blijft hiervoor een instrument van het gemeentelijke beleid : verspreiding van de informatie, oriëntatie bij de te ondernemen stappen, opmaak van een kadaster van de beschikbare, onbewoonde of verwaarloosde woningen, enz. De gemeente zal tevens een beroep doen op de voorzieningen en mogelijkheden van subsidies die bestaan op gewestelijk niveau.

Het Sociale Verhuurkantoor van Vorst is een pertinent instrument om de aandacht te trekken van privé verhuurders en het aanbod aan huurwoningen te verhogen ; het zal dus ondersteund worden door de gemeente, ondermeer via een informatiecampagne die zich richt tot de eigenaars-verhuurders.

Het gemeentelijk huisvestingsbeleid omvat bovendien verschillende luiken : kadaster en valorisatie van het gemeentelijke erfgoed, strijd tegen ongezonde of onbewoonde woningen, strijd tegen de huisjesmelkers, spoed- en transitwoningen, enz. De gemeente moet de actoren actief op gebied van huisvesting (SVK, Vorstse Haard, OCMW, sociale huisvestingsmaatschappijen aanwezig in Vorst, BGHM, Woningfonds...) coördineren en optimaliseren. De gemeente zal aandachtig zijn om alle kansen te grijpen om nieuwe woningen op te richten (met openbare of private financiële partners) : toekomstige ontwikkeling van de gevangensites, recht van openbaar beheer door gewestelijke bemiddeling, enz. Gezien de chronische verzadiging van de sociale woningsector zullen alternatieve vormen van samenwonen ondersteund worden (gemeenschapswoningen, gegroepeerd wonen, enz.) alsook soepelere procedures voor de renovatie van bestaande woningen of nog het aanmoedigen van vrijwillige mobiliteit.

STEDENBOUW, LEEFMILIEU & ENERGIE

Een goede inrichting van de openbare ruimten, een herwaardering van de meest verzwakte wijken, de ontwikkeling van vastgoed- en woningprojecten hangen voor een groot deel af van een doeltreffend en dynamisch stedenbouwbeleid, gevoerd in volledige samenwerking met het beleid van Openbare werken, van Huisvesting, enz.

Er zal voorrang verleend worden aan de inrichtingen die streven naar een betere integratie van de wijken in het stadsnetwerk alsook naar het ontluiken van een dynamisch wijkleven.

De strijd tegen de bouwovertradingen moet uitgebreid worden (achteruitbouwstroken, paraboolantennes, bouwwerken zonder vergunning, enz.).

Wat betreft de talrijke gemeentelijke groene ruimten zal de nadruk gelegd worden op het regelmatige en gecoördineerde onderhoud alsook op het gedifferentieerd beheer van de

beplantingen en gemeentelijke groene ruimten. De bestaande plantengroei wordt behouden en de gevaarlijke, dode of zieke bomen worden geveld en vervangen. Het onderhoud, de netheid en de veiligheid van de speelpleinen en sportvoorzieningen worden verzekerd.

De strijd tegen de overstromingen wordt zowel aangegaan wat de oorzaken betreft (stedenbouw, ondoorlatendheid van de bodem, enz.) als wat de structurele voorzieningen betreft (storm- en bufferbekkens, tanks, groendaken, enz.), conform het gemeentelijk plan terzake. De gemeente zal erover waken dat de renovatie of op zijn minst het reinigen van het rioleringsnet het voorwerp uitmaakt van een concreet programma en van een correcte opvolging door Hydrobru.

De uitwerking van de aanbevelingen van de Agenda 21 zal verdergezet worden.

De principes van rationeel gebruik van energie worden op transversale wijze toegepast : gebouwen, wagenpark, aankoopcentrale, gezamenlijke opdrachten, herwaardering van de wijken, enz.

De energie-audit wordt uitgebreid naar alle gebouwen van de gemeente, van het OCMW en van de Vorstse Haard teneinde de energiefactuur en de ecologische voetafdruk te verlagen.

Gezonde en duurzame voeding wordt het onderwerp van sensibiliseringsacties en de projecten van collectieve moestuinen, gegroepeerde tuinen, wijkcompostering worden aangemoedigd.

Wat betreft de site van de gevangenis van Vorst is er een grondreserve van ongeveer 10 hectaren beschikbaar in 2018 : we moeten vanaf nu beginnen nadenken over de toekomst van deze site.

HERWAARDERING VAN DE WIJKEN

Het beleid van herwaardering van de meest kwetsbare wijken wordt versterkt, ondermeer doorheen de 3 wijkcontracten waarvan Vorst momenteel geniet :

- Sint-Antonius (WCSA)
- Vroege Groenten/ Luttrebrug (WCVGL)
- Albert / Marconi (DWCA)

In samenwerking met de inwoners zal de gemeente waken over het voortbestaan en het goede toekomstige gebruik van alle nieuwe, via de wijkcontracten, opgerichte ruimten opdat deze een echte meerwaarde opleveren voor de ganse bevolking.

Er wordt ook voor gezorgd om de dynamiek van de herwaardering van de wijken uit te breiden buiten de perimeters van de wijkcontracten via een echt project van stadsinrichting voor de ganse gemeente (Vorst-Centrum, Hoogte Honderd, enz.).

KLEINE KINDEREN

Het aantal beschikbare plaatsen in de kinderdagverblijven wordt verhoogd, zonder dat daarbij de aanwending van andere vormen van opvang verwaarloosd wordt, waardoor het dekkingspercentage verhoogd wordt: opvang thuis, oppasdienst, oppasdienst voor zieke kinderen, enz.

De inschrijvingsprocedure in het kinderdagverblijf wordt vereenvoudigd door het oprichten van een loket dat alle aanvragen centraliseert. Bepaalde plaatsen worden voorbehouden aan werkzoekenden in opleiding of die actief werk zoeken.

De goede gewoonten worden van jongs af aan getoond: evenwichtige menu's, vers seizoensfruit en -groenten, enz. Bij transformatie- of renovatiewerken in de kinderdagverblijven zal er in de mate van de beschikbare middelen rekening gehouden worden met de dimensie leefmilieu (rationeel gebruik van energie, keuze voor natuurlijke verf, gebruik van onderhoudsproducten die de gezondheid in acht nemen, enz.)

De coördinatie en het overleg tussen de verschillende actoren van de kleine kinderen wordt aangemoedigd, ondermeer via ontmoetingen rond een thema, alsook door de promotie van opleidingsprogramma's van de ONE.

We zorgen voor de bevordering van nieuwe, originele of verschillende initiatieven binnen de gemeentelijke opvangstructuren: intergenerationele ervaringen, opvang van gehandicapte kinderen, ontdekking van lezen, van kunst, van psychomotoriek, enz.

ONDERWIJS

Teneinde tegemoet te komen aan de demografische uitdaging, wordt absolute voorrang verleend aan de renovatie van de schoolgebouwen en aan de verhoging van het aanbod aan plaatsen in de kleuter-, basis- en secundaire, Franstalige en Nederlandstalige scholen, in overleg met alle inrichtende machten: gemeente (renovatie of uitbreiding van de gemeentescholen, omvorming van gemeentegebouwen in scholen, enz.), Federatie Wallonië-Brussel, Vlaamse Gemeenschap en Brussels Gewest.

Het principe van kosteloosheid is de doelstelling van de gemeente. De strijd tegen het zakken en tegen de vroegtijdige afhaking moet zoveel mogelijk kinderen in staat stellen om hun getuigschrift basisonderwijs te halen.

De nadruk wordt gelegd op het aanleren van basisvaardigheden en op het leren van de eerste taal (met systematische hulp in het Frans voor anderstaligen), vervolgens van de tweede taal (contact met talen vanaf de kleuterklas, immersie, uitwisselingen tussen Franstalige en Nederlandstalige kinderen).

De school blijft van jongs af aan de opvoeding van waarden zoals menselijkheid, burgerschap, gelijkheid en solidariteit bevorderen. Ze besteedt in het bijzonder zorg aan het openstellen naar informatie- en communicatietechnologieën (ICT) alsook aan het respect voor het leefmilieu (energiebesparingen, openbare netheid, sorteren van afval, moestuinen, enz.), en dit, door de leerlingen rechtstreeks erbij te betrekken.

De zachte mobiliteit en het gebruik van de fiets worden aangemoedigd : trajecten in groep per wijk, afleggen van het « fietsbrevet » aan het einde van de basisschool, aangepaste fietsparkings. Buiten de schooltijden kunnen de schoolinfrastructuren ter beschikking gesteld worden op vraag van plaatselijke culturele, sport- of socio-educatieve actoren.

De deelname van ouders, leerlingen, leerkrachten wordt aangemoedigd in goede verstandhouding met de directies via de ouderverenigingen en participatieraden.

Het onderwijzend personeel zal gesensibiliseerd worden voor de specifieke behoeften van bepaalde kinderen (dyslexie, aandachtsproblemen, diverse handicaps, hoogbegaafde kinderen, enz.).

Er zullen mentoraatsessies aangeboden worden zodat de meer ervaren leerkrachten de jongere collega 's kunnen laten meedelen in hun waardevolle ervaringen.

De gemeente zal aandachtig zijn opdat het aanbod aan secundair onderwijs versterkt wordt op het grondgebied overeenkomstig de verwachtingen van de ouders.

BUITENSCHOOLESE ACTIVITEITEN

De buitenschoolse activiteiten zijn erop gericht zich zo goed mogelijk aan te passen aan de verwachtingen en behoeften van de gezinnen (toegankelijkheid, lage prijzen, gevarieerdheid, uurregelingen, enz.).

Er zal meer rekening gehouden worden met de kinderen in het ruimtelijke plannings- en mobiliteitsbeleid : groene en vrijetijdsruimten, verplaatsingen te voet of per fiets, enz.

Er wordt bijzondere aandacht besteed aan de eenoudergezinnen, ondermeer door initiatieven voor geïsoleerde moeders : plaatsen waar geluisterd en gesproken kan worden, beurzen voor kleding, speelgoed en baby-uitrusting, enz.

De intergenerationele ontmoetingen worden gepromoot, ondermeer door gezamenlijke activiteiten te organiseren met kinderdagverblijven, scholen en rusthuizen.

Aan Nederlandstalige kant wordt de optiek « Brede School » voortgezet waarbij de scholen ondersteund worden bij de uitwerking van buitenschoolse activiteiten.

JEUGD

Vorst telt een aanzienlijk aantal jongeren : ze belichamen de toekomst van de gemeente, dus moet ze hen wel in staat stellen om verantwoordelijke, actieve, kritische en solidaire burgers te worden en om zich zowel op individueel als op collectief vlak, in alle domeinen te ontplooiën : onderwijs, opleiding, werkgelegenheid, sport, cultuur, vrijetijd, enz.

De toegang van alle jongeren tot de gemeentelijke installaties wordt gewaarborgd, ongeacht hun inkomsten. Er zullen gerichte communicatiemiddelen ontwikkeld worden en de oprichting van een « jongerenloket » wordt in overweging genomen.

Het ontstaan van collectieve projecten wordt bevorderd via een coördinatie van de verschillende Vorstse jeugdstructuren (antennes van het Jeugdhuis, Hulpverlening in open milieu).

BEJAARDEN, GEHANDICAPTEN EN PERSONEN MET BEPERKTE MOBILITEIT (P.B.M.)

De gemeente bevordert de ontmoetingen tussen bejaarden alsook de activiteiten die het mogelijk maken om banden te smeden tussen de verschillende generaties (vrijwilligerswerk, mentoraat, T.D.'s, projecten met de scholen, de buurthuizen, de centra voor bejaarden, enz.).

De buurtdiensten worden behouden en ontwikkeld : hulp thuis, thuisoppas, tele-secours, sociale en administratieve begeleiding, hulp bij het schrijven, taxi-cheques, enz.

Wat de huisvesting betreft, zullen de ondersteuningsdiensten die ernaar streven ouderen thuis te laten wonen, verdergezet worden (gezins-, huishoudhulp, enz.). De initiatieven van sociale serviceflats, gegroepeerde of intergenerationele woningen worden ondersteund. Het project van dagverzorgingscentrum wordt verdergezet.

Naast de toegankelijkheid van het gemeentehuis en van de politiediensten, zal de gemeente zorgen voor begeleiding van de gehandicapten in hun administratieve stappen en aanvragen.

Er wordt gewaakt over de toegankelijkheid en bruikbaarheid van de openbare ruimten door de P.B.M. : verwijdering van hindernissen op de voetpaden, voldoende lange oversteektijden voor voetgangers, enz. In parallel wordt een mobiliteitsaanbod voorgesteld teneinde deze mensen voldoende autonomie te verlenen (taxicheques, pendeldiensten, enz.).

In de openbare ruimte moeten de prioriteiten vastgelegd worden inzake werken gericht op het verbeteren van de toegankelijkheid van bepaalde plaatsen, ondermeer door de naleving van de daartoe voorziene parkeerplaatsen te waarborgen.

Er zullen inspanningen geleverd worden om gehandicapte kinderen op te nemen in scholen, kinderdagverblijven, buitenschoolse activiteiten, enz.

Er zal in alle sectoren een echt beleid gevoerd worden waarin gehandicapten opgenomen worden.

GEZONDHEID

De dekking van het ganse gemeentelijke grondgebied door een voldoende aanbod zal financieel en materieel ondersteund worden : medische huizen, raadplegingen ONE, enz.

De verspreiding van informatie zal verveelvoudigd worden : risico's verbonden aan bepaalde ziekten, eenvoudige gebaren die dagelijks opgevolgd moeten worden, verband tussen leefmilieu en gezondheid, goede gewoonten van levenshygiëne, strijd tegen drugs, seksuele opvoeding, enz.

Er zullen themadagen georganiseerd worden rond wijdverbreide aandoeningen zoals diabetes, zwaarlijvigheid, de ziekte van Alzheimer, enz.

Openbare gezondheid betekent tevens de strijd tegen geluidsoverlast (naleving van het Algemeen Politierglement, concerten in Vorst Nationaal, enz.), tegen geurhinder (composteercentrum) en de beperking van de elektromagnetische golven (GSM antennes) door hun zendniveau binnen het kader van de geldende gewestelijke reglementering te houden.

CULTUUR

Vorst kan niet anders dan haar cultureel vermogen beter tot zijn recht te laten komen. De plaatselijke diversiteit inzake culturen, talen en leeftijden moet ertoe leiden om tegelijk een brede belangstelling te tonen en om bruggen te slaan die uitwisseling mogelijk maakt tussen de verschillende culturele werelden. De Vorstse kunstenaars worden ondersteund en in het daglicht geplaatst door de uitwerking van gezamenlijke artistieke projecten: artiestentraject, thematische evenementen, enz.

De gemeente blijft het cultureel centrum evenals de Muziekacademie zowel financieel als logistiek ondersteunen. De complementariteit tussen de sites van Brass en van de Abdij moet zo goed mogelijk gebruikt worden. De site van de Abdij beschikt over een groot potentieel dat gevaloriseerd en verlevendigd moet worden: heropening van de brouwerij, beveiliging, openbare verlichting, renovatie van de kinderspeeltuigen, culturele evenementen, ontspanningsruimten, enz. Kortom, een trekpleister in de gemeente waar je niet om heen kan, in de omgeving van het Sint-Denijsplein.

Het project van de Franstalige bibliotheek op de site van de Abdij wordt voortgezet en de bibliotheek zal opgenomen worden in de Brusselse centrale catalogus.

De toekenning van cultuurcheques aan sociaal achtergestelde bevolkingen zal verdergezet worden. (artikel 27).

Specifieke culturele activiteiten bestemd voor kinderen zullen uitgewerkt worden op tijdstippen die samenvallen met hun vrijetijd.

De gemeente bevordert samenwerkingen en synergieën tussen de culturele Franstalige en Nederlandstalige initiatieven, evenals met andere gemeenten.

SPORT

Sport is een uitstekende emancipatievector en het beoefenen ervan moet dus toegankelijk gemaakt worden voor zoveel mogelijk mensen, zonder enige discriminatie en in een geest van fair play.

De gemeentelijke sportinstallaties worden beheerd in goede samenwerking met de clubs en verenigingen. In parallel moet de toegang tot de bestaande infrastructuren (scholen, clubs, enz.) makkelijker gemaakt en uitgebreid worden, met voorrang aan de Vorstenaren.

De organisatie van sportevenementen van het type « 24u sport » of nog van inter- of naschoolse wedstrijden wordt aangemoedigd. Er worden ook specifieke sportactiviteiten aangeboden aan de senioren en gehandicapten.

ECONOMIE & HANDEL

De plaatselijke economie zal gepromoot worden: de gemeente brengt het publiek op de hoogte van het plaatselijke handelaanbod en speelt een rol van begeleider door het opzetten van kleine ondernemingen en van zelfstandige activiteiten te vergemakkelijken. Met de steun van Atrium blijft de gemeente aandacht schenken aan de behoeften en initiatieven uitgedrukt door

de handelaarsverenigingen, teneinde een positieve handelsdynamiek (imago, toegankelijkheid, enz.) te creëren.

Op gebied van festiviteiten wordt de invoering van een nieuwe stadsanimatie in het hartje van de gemeente overwogen : kerstmarkt, ambachtelijke markt, culinaire beurs, enz.

De sociale clausules in de overheidsopdrachten worden aangemoedigd teneinde het gebruik van ondernemingen uit de sociale economie en van beschutte werkplaatsen aan te moedigen.

Tegelijkertijd wordt erover gewaakt geen al te zware administratieve of fiscale lasten te laten wegen op de economische actoren.

De gemeente sluit zich aan bij de gewestelijke dynamiek van de New Deal voor Tewerkstelling en Opleiding in Brussel en de allianties Tewerkstelling-Leefmilieu, die gericht zijn op de sectoren die mogelijk banen creëren, zoals de sector leefmilieu (duurzaam bouwen, water, afval, enz.) en toerisme (renovatie van het erfgoed, evenementen, enz.).

De gemeente blijft het pilootproject ondersteunen van de bijkomende munt *Eco-Iris*, opgestart door het Gewest. Er worden regelmatig overlegvergaderingen georganiseerd tussen de handelaars en de gemeentelijke overheid, per handelskern.

Vanuit esthetisch oogpunt worden de projecten inzake decoratie van de lege handelsetalages aangemoedigd ; de uithangborden van de handelszaken worden in de mate van het mogelijke geïntegreerd in de bestaande gebouwen.

De toegang tot het ondernemerschap wordt aangemoedigd in samenwerking met de activiteitencoöperaties.

Het toerisme wordt gepromoot waarbij de nadruk gelegd wordt op de festiviteiten en het opmerkelijke erfgoed van Vorst (gebouwen, parken, tuinen, culturele en historische plaatsen, enz.).

TWERKSTELLING

De gemeente en de Vorstse werkgevers zetten hun inspanningen verder met het oog op de tewerkstelling van de Vorstenaren.

De verschillende structuren actief in de sector moeten samen werken : Huis van de Economie en van de Tewerkstelling, Lokale Missie, PWA, OCMW, CEFA, PretNET, verenigingsnetwerk ; de doelstelling bestaat erin te komen tot socio-professionele inschakeling van een maximum aan jongeren die op de arbeidsmarkt komen en van werkzoekenden. Dat wordt ondermeer vertaald door de verbetering van de visibiliteit van de vacatures, de aansporingen gericht op het bieden van een eerste werkervaring, de stabilisering van de werkgelegenheid art. 60 en Activa, stages in ondernemingen, een evenement « Salon van de Tewerkstelling en van de Opleiding ».

Om een overtollig aanbod aan diensten te vermijden en om de administratieve stappen te vergemakkelijken, wordt gezorgd voor samenwerking en complementariteit tussen het geheel aan plaatselijke en gewestelijke voorzieningen (Actiris, Bruxelles Formation, enz.) voor tewerkstelling en opleiding.

De Algemene Beleidsverklaring wordt goedgekeurd door meerderheid tegen oppositie

DE RAAD,

Gelet op artikel 242 bis van de Nieuwe gemeentewet ;

BESLIST,

De hierbijgevoegde Algemene Beleidsverklaring 2013-2018 goed te keuren.

Article 4

Personnel - Règlement des congés du personnel statutaire et des agents en stage - Interruption de carrière pour assistance à un membre de la famille gravement malade - Ajout.

LE CONSEIL,

Vu le nouvel Arrêté Royal du 10 octobre 2012 modifiant l'arrêté royal du 10 août 1998;

Vu le règlement des congés du personnel statutaire : agents statutaires et aux agents en stage adopté par le conseil en sa séance du 26 juin 2001 ;

Considérant qu'il y a donc lieu d'ajouter dans le texte existant du règlement des congés du personnel statutaire : agents statutaires et aux agents en stage : Chapitre XII - Congé pour interruption de la carrière professionnelle - B. Interruption de la carrière pour assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille, gravement malade, ainsi que l'octroi de soins à un enfant hospitalisé;

Vu le protocole d'accord n° 373 daté du 11 février 2013 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales ;

DECIDE :

De modifier à partir du 1^{er} novembre 2012, le règlement des congés du personnel statutaire : agents statutaires et aux agents en stage - Chapitre XII - Congé pour interruption de la carrière professionnelle - B. Interruption de la carrière pour assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille, gravement malade, ainsi que l'octroi de soins à un enfant hospitalisé;

**XII CONGE POUR INTERRUPTION DE LA CARRIERE
PROFESSIONNELLE**

**B. INTERRUPTION DE LA CARRIERE POUR ASSISTANCE OU
L'OCTROI DE SOINS A UN MEMBRE DU MENAGE OU DE LA
FAMILLE, GRAVEMENT MALADE**

ANCIEN TEXTE

ARTICLE 2

Est considéré

Comme membre du ménage, toute personne qui cohabite avec le travailleur ;
Comme membre de la famille, aussi bien les parents que les alliés.

Toutefois, seul les membres de la famille jusqu'au 2^{ème} degré entrent en ligne de compte pour cette interruption de carrière.

Est considéré comme maladie grave, chaque maladie ou intervention médicale qui est considérée comme telle par le médecin traitant et pour laquelle le médecin est d'avis que toute forme d'assistance sociale, familiale ou mentale est nécessaire pour la convalescence.

NOUVEAU TEXTE

ARTICLE 2

Est considéré

Comme membre du ménage, toute personne qui cohabite avec le travailleur ;
Comme membre de la famille, aussi bien les parents que les alliés.

Toutefois, seul les membres de la famille jusqu'au 2^{ème} degré entrent en ligne de compte pour cette interruption de carrière.

Est considéré comme maladie grave, chaque maladie ou intervention médicale qui est considérée comme telle par le médecin traitant et pour laquelle le médecin est d'avis que toute forme d'assistance sociale, familiale ou mentale est nécessaire pour la convalescence.

A partir du 1^{er} novembre 2012, les travailleurs concernés pourront suspendre complètement leurs prestations pour une durée d'une semaine – renouvelable dans le prolongement pour une semaine supplémentaire – afin d'assister ou octroyer des soins à un enfant mineur, pendant ou juste après son hospitalisation en raison d'une maladie grave.

Artikel 4

Personeel - Verlofreglement voor vastbenoemd personeel en agenten in stage -
Loopbaanonderbreking voor bijstand van een zwaar ziek gezins- of familielid - Toevoeging.

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe Koninklijke Besluit van 10 oktober 2012 tot wijziging van het Koninklijk Besluit van 10 augustus 1998;

Gelet op het verlofreglement van het vastbenoemde personeel : vastbenoemde agenten en agenten in stage goedgekeurd door de raad in zijn zitting van 26 juni 2001;

Overwegende dat er een toevoeging aangebracht moet worden in de bestaande tekst van het verlofreglement van het vastbenoemde personeel : vastbenoemde agenten en agenten in stage : Hoofdstuk XII – Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan – B. Loopbaanonderbreking voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid, alsook verzorging van een kind opgenomen in het ziekenhuis ;

Gelet op het protocolakkoord nr 373 op datum van 11 februari 2013 overeengekomen tussen de overheid en de representatieve vakbondsorganisaties ;

BESLIST :

Vanaf 1 november 2012 het verlofreglement op het vastbenoemde personeel : vastbenoemde agenten en agenten in stage - Hoofdstuk XII – Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan – B. Loopbaanonderbreking voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid, alsook verzorging van een kind opgenomen in het ziekenhuis te wijzigen ;

XII VERLOF VOOR ONDERBREKING VAN DE BEROEPSLOOPBAAN

B. LOOPBAANONDERBREKING VOOR BIJSTAND OF VERZORGING VAN EEN ZWAAR ZIEK GEZINS- OF FAMILIELID, ALSOOK VERZORGING VAN EEN KIND OPGENOMEN IN HET ZIEKENHUIS

OUDE TEKST

ARTIKEL 2

Wordt beschouwd

- als een gezinslid : elke persoon die samenleeft met de werknemer ;
- als familielid : zowel de bloed- als de aanverwanten.

Enkel de familieleden tot de tweede graad worden in aanmerking genomen voor deze vorm van loopbaanonderbreking.

Wordt beschouwd als ernstige ziekte, elke ziekte of medische ingreep die als dusdanig beschouwd wordt door de behandelende geneesheer en waarvoor de geneesheer van oordeel is dat elke vorm van sociale, familiale of mentale bijstand noodzakelijk is voor het herstel.

NIEUWE TEKST

ARTIKEL 2

Wordt beschouwd

- als een gezinslid : elke persoon die samenleeft met de werknemer ;
- als familielid : zowel de bloed- als de aanverwanten.

Enkel de familieleden tot de tweede graad worden in aanmerking genomen voor deze vorm van loopbaanonderbreking.

Wordt beschouwd als ernstige ziekte, elke ziekte of medische ingreep die als dusdanig beschouwd wordt door de behandelende geneesheer en waarvoor de geneesheer van oordeel is dat elke vorm van sociale, familiale of mentale bijstand noodzakelijk is voor het herstel.

Vanaf 1 november 2012 kunnen de betrokken werknemers hun prestaties volledig opschorten voor de duur van een week – aansluitend verlengbaar met een bijkomende week – om een minderjarig kind bij te staan of te verzorgen, tijdens of net na zijn ziekenhuisopname omwille van een zware ziekte.

Article 5

Personnel - Règlement des congés du personnel contractuel - Interruption de carrière pour assistance à un membre de la famille gravement malade - Ajout.

LE CONSEIL,

Vu le nouvel Arrêté Royal du 10 octobre 2012 modifiant l'arrêté royal du 10 août 1998;

Vu le règlement des congés du personnel contractuel adopté par le conseil en sa séance du 26 juin 2001 ;

Considérant qu'il y a donc lieu d'ajouter dans le texte existant du règlement des congés du personnel contractuel : Chapitre XII - Congé pour interruption de la carrière professionnelle - B. Interruption de la carrière pour assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille, gravement malade, ainsi que l'octroi de soins à un enfant hospitalisé;

Vu le protocole d'accord n° 373 daté du 11 février 2013 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales ;

DECIDE :

De modifier à partir du 1^{er} novembre 2012, le règlement des congés du personnel contractuel - Chapitre XII - Congé pour interruption de la carrière professionnelle - B. Interruption de la carrière pour assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille, gravement malade, ainsi que l'octroi de soins à un enfant hospitalisé;

XII CONGE POUR INTERRUPTION DE LA CARRIERE PROFESSIONNELLE

B. INTERRUPTION DE LA CARRIERE POUR ASSISTANCE OU L'OCTROI DE SOINS A UN MEMBRE DU MENAGE OU DE LA FAMILLE, GRAVEMENT MALADE

ANCIEN TEXTE

ARTICLE 2

Est considéré

Comme membre du ménage, toute personne qui cohabite avec le travailleur ;
Comme membre de la famille, aussi bien les parents que les alliés.

Toutefois, seul les membres de la famille jusqu'au 2^{ème} degré entrent en ligne de compte pour cette interruption de carrière.

Est considéré comme maladie grave, chaque maladie ou intervention médicale qui est considérée comme telle par le médecin traitant et pour laquelle le médecin est d'avis que toute forme d'assistance sociale, familiale ou mentale est nécessaire pour la convalescence.

NOUVEAU TEXTE

ARTICLE 2

Est considéré

Comme membre du ménage, toute personne qui cohabite avec le travailleur ;
Comme membre de la famille, aussi bien les parents que les alliés.

Toutefois, seul les membres de la famille jusqu'au 2^{ème} degré entrent en ligne de compte pour cette interruption de carrière.

Est considéré comme maladie grave, chaque maladie ou intervention médicale qui est considérée comme telle par le médecin traitant et pour laquelle le médecin est d'avis que toute forme d'assistance sociale, familiale ou mentale est nécessaire pour la convalescence.

A partir du 1^{er} novembre 2012, les travailleurs concernés pourront suspendre complètement leurs prestations pour une durée d'une semaine – renouvelable dans le prolongement pour une semaine supplémentaire – afin d'assister ou octroyer des soins à un enfant mineur, pendant ou juste après son hospitalisation en raison d'une maladie grave.

Artikel 5

Personeel - Verlofreglement voor contractueel personeel - Loopbaanonderbreking voor bijstand van een zwaar ziek gezins- of familielid - Toevoeging.

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe Koninklijke Besluit van 10 oktober 2012 tot wijziging van het Koninklijk Besluit van 10 augustus 1998;

Gelet op het verlofreglement van het contractuele personeel goedgekeurd door de raad in zijn zitting van 26 juni 2001;

Overwegende dat er een toevoeging aangebracht moet worden in de bestaande tekst van het verlofreglement van het contractuele personeel : Hoofdstuk XII – Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan – B. Loopbaanonderbreking voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid, alsook verzorging van een kind opgenomen in het ziekenhuis ;

Gelet op het protocolakkoord nr 373 op datum van 11 februari 2013 overeengekomen tussen de overheid en de representatieve vakbondsorganisaties ;

BESLIST :

Vanaf 1 november 2012 het verlofreglement op het contractuele personeel :
Hoofdstuk XII – Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan – B.
Loopbaanonderbreking voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid,
alsook verzorging van een kind opgenomen in het ziekenhuis te wijzigen ;

XII VERLOF VOOR ONDERBREKING VAN DE BEROEPSLOOPBAAN

B. LOOPBAANONDERBREKING VOOR BIJSTAND OF VERZORGING VAN EEN ZWAAR ZIEK GEZINS- OF FAMILIELID, ALSOOK VERZORGING VAN EEN KIND OPGENOMEN IN HET ZIEKENHUIS

OUDE TEKST

ARTIKEL 2

Wordt beschouwd

- als een gezinslid : elke persoon die samenleeft met de werknemer ;
- als familielid : zowel de bloed- als de aanverwanten.

Enkel de familieleden tot de tweede graad worden in aanmerking genomen voor deze vorm van loopbaanonderbreking.

Wordt beschouwd als ernstige ziekte, elke ziekte of medische ingreep die als dusdanig beschouwd wordt door de behandelende geneesheer en waarvoor de geneesheer van oordeel is dat elke vorm van sociale, familiale of mentale bijstand noodzakelijk is voor het herstel.

NIEUWE TEKST

ARTIKEL 2

Wordt beschouwd

- als een gezinslid : elke persoon die samenleeft met de werknemer ;
- als familielid : zowel de bloed- als de aanverwanten.

Enkel de familieleden tot de tweede graad worden in aanmerking genomen voor deze vorm van loopbaanonderbreking.

Wordt beschouwd als ernstige ziekte, elke ziekte of medische ingreep die als dusdanig beschouwd wordt door de behandelende geneesheer en waarvoor de geneesheer van oordeel is dat elke vorm van sociale, familiale of mentale bijstand noodzakelijk is voor het herstel.

Vanaf 1 november 2012 kunnen de betrokken werknemers hun prestaties volledig opschorten voor de duur van een week – aansluitend verlengbaar met een bijkomende week – om een minderjarig kind bij te staan of te verzorgen, tijdens of net na zijn ziekenhuisopname omwille van een zware ziekte.

Article 6

Personnel - Règlement de travail - Stationnement payant pour le personnel communal.

Madame Gelas prend la parole : Le MR souhaiterait que le stationnement reste gratuit pour le personnel communal. Elle propose un amendement au règlement : le personnel communal qui ne bénéficie pas d'une intervention dans les déplacements en transport en commun paie 15€ et le personnel communal qui bénéficie d'une intervention dans les déplacements en transport en commun paie 25€.

Monsieur Hacken (CDH) se demande qui va finalement encore payer et demande une évaluation financière de toutes ces exceptions.

L'opposition vote pour l'amendement, la majorité contre.

La majorité vote pour le texte proposé par le collège (30 et 45€). Le MR et le CDH s'abstiennent. Monsieur Rongé (indépendant) vote contre la proposition du collège.

Vu l'article 170§4, de la Constitution ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales telle que modifiée par la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale et la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition communale ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées ;

Vu les articles 2, 3, 4 et 5 de l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu les articles 117 et 118 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le règlement - taxe sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique - voté par le conseil communal du 7 janvier 2013 et rendu exécutoire le 1^{er} mars 2013 ;

Vu le protocole d'accord n° 375 du comité de concertation du 11 février 2013 ;

DECIDE :

Article 29 : Stationnement payant pour le personnel communal

A partir du 1er mars 2013, le personnel au service de l'administration communale utilisant leur véhicule privé pour se rendre sur leur lieu de travail, bénéficiant d'une carte de stationnement à tarif réduit pour occuper :

- les stationnements payants situés sur la voie publique de la commune de Forest,
- les parkings des structures communales (y compris les emplacements réservés) : maison communale, parking rue de Barcelone, 112 chaussée de Bruxelles,.....

L'accès aux parkings de l'administration communale sera donc **obligatoirement** et **sans exception** aucune, autorisé aux véhicules du personnel qui seront en possession de leur carte de stationnement.

La carte de stationnement du personnel communal peut être obtenue auprès du service « Horodateurs » au prix de :

- de 30€ pour une année pour le personnel ne possédant pas d'abonnement de transport en commun (STIB, SNCB, DE LIJN,.....)
- de 45€ pour une année pour le personnel en possession d'un abonnement de transport en commun (STIB, SNCB, DE LIJN,.....).

Le personnel communal domicilié sur le territoire de la commune de Forest pourra utiliser sa carte « habitant ».

Artikel 6

Personeel - Arbeidsreglement - Betalend parkeren voor het gemeentepersoneel.

Mevrouw Gelas neemt het woordt: De MR wenst dat het parkeren voor het gemeentepersoneel gratis blijft. De MR stelt een amendement voor: de personeelsleden die niet van een tussenkomst in het openbaar vervoer genieten betalen 15€, degenen die wel van een tussenkomst in het openbaar vervoer genieten, betalen 25€.

De heer Hacken (CDH) vraagt zich af wie er uiteindelijk nog gaat betalen, aangezien er zoveel uitzonderingen zijn. Hij wenst dat deze maatregelen financieel geëvalueerd worden.

De oppositie stemt voor het amendement, de meerderheid tegen.

De meerderheid stemt voor de tekst die door het college wordt voorgesteld (30 en 45 €), MR en CDH onthouden zich. De heer Rongé (onafhankelijke) stemt tegen de tekst van het college.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170§4 van de Grondwet ;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provinciale en gemeentebelastingen zoals gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen en de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken ;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor het college van burgemeester en schepenen inzake bezwaarschrift tegen een gemeentebelasting;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap ;

Gelet op artikelen 2, 3, 4 en 5 van het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten ;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het reglement – belasting op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg – gestemd door de gemeenteraad op 7 januari 2013 en uitvoerbaar verklaard op 1 maart 2013 ;

Gelet op het protocolakkoord nr 375 op datum van 11 februari 2013 overeengekomen tussen de overheid en de representatieve vakbondsorganisaties ;

BESLIST :

Artikel 29 : Betalend parkeren voor het gemeentepersoneel

Vanaf 1 maart 2013 kan het personeel in dienst van het gemeentebestuur dat zijn eigen voertuig gebruikt om zich naar zijn werk te begeven, gebruik maken van een parkeerkaart tegen verlaagd tarief geldig voor :

- de betalende parkeerplaatsen gelegen op de openbare weg van de gemeente Vorst,
- de parkings van de gemeentelijke inrichtingen (met inbegrip van de voorbehouden plaatsen): gemeentehuis, parking Barcelonastraat, Brusselsesteenweg 112,.....

De toegang tot de parkings van het gemeentebestuur zal dus **verplicht** en **zonder enige uitzondering** toegestaan zijn voor de voertuigen van het personeel die in het bezit zijn van hun parkeerkaart.

De parkeerkaart van het gemeentepersoneel kan verkregen worden bij de dienst « Parkeermeters » aan de prijs van :

- 30€ voor een jaar voor het personeel dat geen abonnement openbaar vervoer bezit (MIVB, NMBS, DE LIJN,.....)
- 45€ voor een jaar voor het personeel in het bezit van een abonnement openbaar vervoer (MIVB, NMBS, DE LIJN,.....).

Het gemeentepersoneel dat gedomicilieerd is op het grondgebied van de gemeente Vorst kan zijn « bewoners » kaart gebruiken.

Article 7

Personnel - Statut pécuniaire - Intervention dans les frais de déplacement - Modification.

Madame De Permentier se demande par quel moyen, autre que la déclaration sur l'honneur, le collège compte vérifier cette mesure.

Monsieur Ghysse répond qu'il n'y a pas d'autre moyen, et que cette façon de contrôler (déclaration sur l'honneur) a été instaurée par la majorité qui était en place quand Madame De Permentier exerçait la fonction de Bourgmestre.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté ministériel fixant le montant de l'indemnité kilométrique pour utilisation du vélo sur le chemin du travail par un membre du personnel du Ministère ou des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capital publié au moniteur belge du 17 février 2012 ;

Vu le statut pécuniaire applicable au personnel communal (Décision du conseil communal du 20/12/2002 ainsi que ses modifications), en particulier le chapitre 3, point H «Intervention dans les frais de déplacement.» - Déplacements à bicyclette;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le règlement communal en matière de remboursement sur les frais de transport en actualisant l'indemnité octroyée pour les déplacements en vélo ;

Vu le protocole d'accord n° 374 intervenu entre l'autorité et les organisations syndicales représentatives en comité de négociation le 11 février 2013 ;

DECIDE,

De modifier le chapitre 3, point H du statut pécuniaire communal (CC 20/12/2002) – Déplacements à bicyclette comme suit ;

Ancien texte :

II. INTERVENTION DANS LES FRAIS DE DEPLACEMENT

Il est accordé aux agents communaux utilisant un moyen de transport en commun public pour effectuer régulièrement un déplacement de leur résidence à leur lieu de travail et un déplacement pour revenir de leur lieu de travail à leur résidence, une intervention dans leur frais de transport.

1. Transports en commun publics par chemin de fer.

Pour le transport organisé par la société nationale des chemins de fer belges, l'intervention dans le prix de la carte de train assimilée à l'abonnement social est égal à 100% (cc 15/06/04 – MRBC 19/07/04) de ce montant pour une carte-train de deuxième classe.

2. Transports en commun publics autres que le transport par chemin de fer.

a) Règle générale

A partir du 1^{er} janvier 2005 (cc 07/12/04 – MRBC 21/01/05) pour le transport urbain et suburbain organisé par les sociétés régionales de transport public, l'intervention dans le prix de l'abonnement, lequel est proportionnel à la distance parcourue, qu'elle soit déterminée en kilomètres ou en zones, est fixé à 100% de ce prix.

En cas de tarif fixe quelle que soit la distance, l'intervention est fixée à 100 % du prix réel de cet abonnement.

b) Abonnements annuels STIB ou MTB (cc 01/02/05 – MRBC 16/03/05)

- Hormis le personnel engagé dans les liens d'un contrat de travail dont la durée présumée ou certaine est inférieure à douze mois, les membres du personnel communal, ainsi que les membres du corps enseignant relevant du pouvoir organisateur communal, peuvent bénéficier à leur demande d'un abonnement annuel STIB (uniquement valable sur les véhicules de la SITB) ou MTB (valable sur le réseau de la STIB, ainsi que sur les réseaux urbains bruxellois de DE LIJN, du TEC et de la SNCB), dès lors qu'ils utilisent de manière régulière et habituelle les transports en commun dans leurs déplacements entre leur domicile et leur lieu de travail.
- Le membre du personnel qui désire bénéficier de cet avantage doit fournir au service compétent une déclaration sur l'honneur stipulant que l'utilisation des transports en commun se fait de manière régulière et habituelle, ainsi qu'une photo d'identité récente.
- Le travailleur qui ne fait plus partie du personnel, quel qu'en soit la raison (pension, démission, licenciement,...), se trouve dans l'obligation de restituer son abonnement au service compétent dans les plus brefs délais et au plus tard dans le mois de la rupture du lien de travail.
- En ce qui concerne le personnel engagé pour une période inférieure à douze mois, celui-ci bénéficie du remboursement de l'abonnement mensuel selon les modalités requises par le service compétent.

3. Transports en commun publics combinés.

Lorsque l'agent combine plusieurs moyens de transport en commun public pour se rendre de sa résidence à son lieu de travail et pour faire le chemin inverse et qu'il n'est délivré qu'un seul titre de transport pour couvrir la distance totale, l'intervention est égale au montant de la contribution au prix de la carte-train assimilée à l'abonnement social.

Dans tous les cas, autres que celui visé au présent point du présent article ou quant à la délivrance d'un titre de transport, il n'est pas fait mention de la distance complète parcourue, l'intervention globale est égale à la somme des montants des différentes interventions déterminées conformément aux règles fixées dans les points précités du présent article.

4. Modalités de remboursement.

L'intervention dans les frais de transport supportés par les agents communaux est payée selon le cas à la fin du mois concerné ou à l'expiration de la durée de validité du titre de transport.

L'intervention dans les frais de transport est payée contre remise du titre de transport délivré par les sociétés organisant le transport en commun public.

5. Déplacements à bicyclettes.

Un montant de 0,15 €/km est accordé aux agents pour leurs déplacements à bicyclette entre le domicile et le lieu de travail et ce, sur base d'une déclaration certifiant qu'ils ont utilisé ce moyen de transport quasi quotidiennement le mois écoulé.

Ce montant ne peut être cumulé avec celui prévu pour les mêmes déplacements – ou une partie de ceux-ci – qui sont effectués en transport en commun.

L'intervention dans les déplacements à bicyclette est payée mensuellement.

Nouveau texte

H. INTERVENTION DANS LES FRAIS DE DEPLACEMENT

Il est accordé aux agents communaux utilisant un moyen de transport en commun public pour effectuer régulièrement un déplacement de leur résidence à leur lieu de travail et un déplacement pour revenir de leur lieu de travail à leur résidence, une intervention dans leur frais de transport.

1 Transports en commun publics par chemin de fer.

Pour le transport organisé par la société nationale des chemins de fer belges, l'intervention dans le prix de la carte de train assimilée à l'abonnement social est égal à 100% (cc 15/06/04 – MRBC 19/07/04) de ce montant pour une carte-train de deuxième classe.

2. Transports en commun publics autres que le transport par chemin de fer.

a) Règle générale

A partir du 1^{er} janvier 2005 (cc 07/12/04 – MRBC 21/01/05) pour le transport urbain et suburbain organisé par les sociétés régionales de transport public, l'intervention dans le prix de l'abonnement, lequel est proportionnel à la distance parcourue, qu'elle soit déterminée en kilomètres ou en zones, est fixé à 100% de ce prix.

En cas de tarif fixe quelle que soit la distance, l'intervention est fixée à 100 % du prix réel de cet abonnement.

b) Abonnements annuels STIB ou MTB (cc 01/02/05 – MRBC 16/03/05)

- Hormis le personnel engagé dans les liens d'un contrat de travail dont la durée présumée ou certaine est inférieure à douze mois, les membres du personnel communal, ainsi que les membres du corps enseignant relevant du pouvoir organisateur communal, peuvent bénéficier à leur demande d'un abonnement annuel STIB (uniquement valable sur les véhicules de la SITB) ou MTB (valable sur le réseau de la STIB, ainsi que sur les réseaux urbains bruxellois de DE LIJN, du TEC et de la SNCB), dès lors qu'ils utilisent de manière régulière et habituelle les transports en commun dans leurs déplacements entre leur domicile et leur lieu de travail.
- Le membre du personnel qui désire bénéficier de cet avantage doit fournir au service compétent une déclaration sur l'honneur stipulant que l'utilisation des transports en commun se fait de manière régulière et habituelle, ainsi qu'une photo d'identité récente.
- Le travailleur qui ne fait plus partie du personnel, quel qu'en soit la raison (pension, démission, licenciement,...), se trouve dans l'obligation de restituer son abonnement

au service compétent dans les plus brefs délais et au plus tard dans le mois de la rupture du lien de travail.

- En ce qui concerne le personnel engagé pour une période inférieure à douze mois, celui-ci bénéficie du remboursement de l'abonnement mensuel selon les modalités requises par le service compétent.

3. Transports en commun publics combinés.

Lorsque l'agent combine plusieurs moyens de transport en commun public pour se rendre de sa résidence à son lieu de travail et pour faire le chemin inverse et qu'il n'est délivré qu'un seul titre de transport pour couvrir la distance totale, l'intervention est égale au montant de la contribution au prix de la carte-train assimilée à l'abonnement social.

Dans tous les cas, autres que celui visé au présent point du présent article ou quant à la délivrance d'un titre de transport, il n'est pas fait mention de la distance complète parcourue, l'intervention globale est égale à la somme des montants des différentes interventions déterminées conformément aux règles fixées dans les points précités du présent article.

4. Modalités de remboursement.

L'intervention dans les frais de transport supportés par les agents communaux est payée selon le cas à la fin du mois concerné ou à l'expiration de la durée de validité du titre de transport.

L'intervention dans les frais de transport est payée contre remise du titre de transport délivré par les sociétés organisant le transport en commun public.

5. Déplacements à bicyclettes.

Un montant, fixé par Arrêté Royal publié au Moniteur belge, est accordé aux agents pour leurs déplacements à bicyclette entre le domicile et le lieu de travail et ce, sur base d'une déclaration certifiant qu'ils ont utilisé ce moyen de transport quasi quotidiennement le mois écoulé. (AR 20/4/1999).

Ce montant a été fixé à 0,21€/km parcouru à partir de l'année 2013 et sera automatiquement adapté à chaque nouvelle publication par arrêté royal au moniteur belge et sera lié à l'évolution de l'index.

Ce montant peut être cumulé avec celui prévu pour les mêmes déplacements – ou une partie de ceux-ci – qui sont effectués en transport en commun.

L'intervention dans les déplacements à bicyclette est payée mensuellement.

Artikel 7

Personeel - Geldelijk statuut - Tussenkost in de vervoerkosten - Wijziging.

Mevrouw De Permentier vraagt zich af op welke andere manier dan met de verklaring op erewoord, het college deze maatregel zal controleren.

De heer Ghyssels antwoordt dat er geen andere manier bestaat, en dat deze handelswijze (verklaring op erewoord) ingesteld werd door de meerderheid toen Mevrouw De Permentier Burgemeester was.

DE RAAD,

Gelet op het geldelijk statuut van toepassing op het gemeentepersoneel (Beslissing van de gemeenteraad van 20/12/2002 evenals de wijzigingen), in het bijzonder hoofdstuk 3, punt H «Tussenkost in de vervoerskosten» - Verplaatsingen per fiets;

Gelet op het ministerieel besluit tot vaststelling van het bedrag van de kilometervergoeding voor het gebruik van de fiets op de weg van en naar het werk door een personeelslid van het Ministerie of een instelling van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 17 februari 2012;

Overwegende dat het nodig is het gemeentelijk reglement inzake terugbetaling van de vervoerskosten te wijzigen door de vergoeding toegekend voor de verplaatsingen per fiets bij te werken;

Gelet op protocolakkoord nr 374 overeengekomen tussen de overheid en de representatieve vakbondsorganisaties tijdens het overlegcomité op 11 februari 2013;

BESLIST,

Hoofdstuk 3, punt H, van het gemeentelijk geldelijk statuut (GR 20/12/2002) – verplaatsingen per fiets als volgt te wijzigen ;

Oude tekst :

H. TUSSENKOMST IN DE VERVOERSKOSTEN

Er wordt aan de personeelsleden die een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel gebruiken om regelmatig de verplaatsing van hun verblijfplaats naar de plaats van hun werk af te leggen een tussenkost toegekend in hun vervoerskosten :

1. Gemeenschappelijk openbaar treinvervoer

Voor het vervoer georganiseerd door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, is de tegemoetkoming in de prijs van de treinkaart, geldend als sociaal abonnement, gelijk aan 100% (gr 15/06/04 – MBHG 19/07/04) van dit bedrag voor een treinkaart van tweede klasse;

2. Gemeenschappelijk openbaar vervoer, ander dan treinvervoer (gr 01/02/05 – MBHG 16/03/05)

a) Algemene regel

Vanaf 1 januari 2005 (gr 07/12/04 – MBHG 21/01/05) wordt voor het stads- en streekvervoer, georganiseerd door de gewestelijke maatschappijen voor openbaar vervoer, de tegemoetkoming in de prijs van het abonnement die evenredig is aan de

afgelegde afstand, en ongeacht of deze in kilometers of in zones wordt bepaald, vastgesteld op 100% van deze prijs.

Bij vast tarief, ongeacht de afstand, wordt deze tegemoetkoming vastgesteld op 100 % van de werkelijke prijs van dit abonnement.

b) Jaarabonnement MIVB of MTB (gr 02/02/05 - MBHG 16/03/05)

Behalve het personeelslid aangeworven met een contract met een vermoedelijke of een bepaalde duur van minder dan 12 maanden, kunnen de gemeentelijke personeelsleden, en het onderwijzende personeel waarvan het gemeentebestuur de inrichtende macht is, op hun aanvraag, een jaarabonnement MIVB (enkel geldig op het voertuigen van de MIVB) of MTB (geldig op het netwerk van de MIVB evenals op de Brusselse stedelijke netwerken van DE LIJN, de TEC en de NMBS), verkrijgen, indien ze gewoonlijk en op regelmatige wijze het openbaar vervoer gebruiken voor hun verplaatsingen tussen hun woonplaats en hun werkplaats.

Het personeelslid dat van dit voordeel wenst te genieten, moet de volgende documenten naar de bevoegde dienst terugsturen : een "verklaring op eer" die vermeldt dat men het openbaar vervoer gewoonlijk en regelmatig gebruikt, en een recente pasfoto.

In geval van beëindiging van de tewerkstelling, om het even welke reden (pensioen, ontslag,...), is de werknemer verplicht zijn jaarabonnement, zo vlug mogelijk en ten laatste de maand die volgt op de beëindiging van de tewerkstelling, terug in te leveren bij de bevoegde dienst.

Het personeelslid aangeworven voor een duur van minder dan 12 maanden kan de terugbetaling van zijn maandabonnement verkrijgen volgens de modaliteiten vastgesteld door de bevoegde dienst.

3. Gecombineerd gemeenschappelijk openbaar vervoer

Wanneer het personeelslid verscheidene gemeenschappelijke openbare vervoermiddelen gebruikt om zich van zijn verblijfplaats naar de plaats van zijn werk te begeven (en om de omgekeerde weg af te leggen), waarbij slechts één vervoerbewijs wordt afgeleverd voor het geheel van de afstand, is de tegemoetkoming gelijk aan het bedrag van de bijdrage in de prijs van de treinkaart, geldend als sociaal abonnement.

In alle andere gevallen dan bedoeld in dit punt in dit artikel of wanneer er bij de aflevering van het vervoersbewijs geen melding wordt gemaakt van de volledig afgelegde afstand, is de tegemoetkoming gelijk aan de som van de onderscheiden tegemoetkomingen vastgesteld overeenkomstig de regels bepaald in de voorafgaande punten van huidig artikel.

4. Terugbetalingmodaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten gedragen door het personeelslid wordt uitbetaald op het einde van de betreffende maand of bij het verstrijken van de geldigheidsduur van het vervoersbewijs.

De terugbetaling gebeurt tegen afgifte van het vervoersbewijs uitgereikt door de maatschappijen die het openbaar vervoer organiseren.

5. Verplaatsingen per fiets

Er wordt een tegemoetkoming van 0,15 €/km toegestaan aan de personeelsleden die de afstand van hun verblijfplaats naar de plaats van hun werk per fiets afleggen, dit op basis van een verklaring dat dit vervoermiddel bijna dagelijks de ganse afgelopen maand werd gebruikt. Dit bedrag mag niet worden gecumuleerd met het bedrag dat voorzien is voor dezelfde verplaatsingen - of een gedeelte ervan - die worden afgelegd

met het openbaar vervoer. De tussenkomst voor de verplaatsingen per fiets wordt maandelijks uitbetaald.

Nieuwe tekst:

H. TUSSENKOMST IN DE VERVOERSKOSTEN.

H. TUSSENKOMST IN DE VERVOERSKOSTEN

Er wordt aan de personeelsleden die een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel gebruiken om regelmatig de verplaatsing van hun verblijfplaats naar de plaats van hun werk af te leggen een tussenkomst toegekend in hun vervoerskosten :

1. Gemeenschappelijk openbaar treinvervoer

Voor het vervoer georganiseerd door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, is de tegemoetkoming in de prijs van de treinkaart, geldend als sociaal abonnement, gelijk aan 100% (gr 15/06/04 – MBHG 19/07/04) van dit bedrag voor een treinkaart van tweede klasse;

2. Gemeenschappelijk openbaar vervoer, ander dan treinvervoer (gr 01/02/05 – MBHG 16/03/05)

a) Algemene regel

Vanaf 1 januari 2005 (gr 07/12/04 – MBHG 21/01/05) wordt voor het stads- en streekvervoer, georganiseerd door de gewestelijke maatschappijen voor openbaar vervoer, de tegemoetkoming in de prijs van het abonnement die evenredig is aan de afgelegde afstand, en ongeacht of deze in kilometers of in zones wordt bepaald, vastgesteld op 100% van deze prijs.

Bij vast tarief, ongeacht de afstand, wordt deze tegemoetkoming vastgesteld op 100 % van de werkelijke prijs van dit abonnement.

b) Jaarabonnement MIVB of MTB (gr 02/02/05 - MBHG 16/03/05)

Behalve het personeelslid aangeworven met een contract met een vermoedelijke of een bepaalde duur van minder dan 12 maanden, kunnen de gemeentelijke personeelsleden, en het onderwijzende personeel waarvan het gemeentebestuur de inrichtende macht is, op hun aanvraag, een jaarabonnement MIVB (enkel geldig op het voertuigen van de MIVB) of MTB (geldig op het netwerk van de MIVB evenals op de Brusselse stedelijke netwerken van DE LIJN, de TEC en de NMBS), verkrijgen, indien ze gewoonlijk en op regelmatige wijze het openbaar vervoer gebruiken voor hun verplaatsingen tussen hun woonplaats en hun werkplaats.

Het personeelslid dat van dit voordeel wenst te genieten, moet de volgende documenten naar de bevoegde dienst terugsturen : een “verklaring op eer” die vermeldt dat men het openbaar vervoer gewoonlijk en regelmatig gebruikt, en een recente pasfoto.

In geval van beëindiging van de tewerkstelling, om het even welke reden (pensioen, ontslag,...), is de werknemer verplicht zijn jaarabonnement, zo vlug mogelijk en ten laatste de maand die volgt op de beëindiging van de tewerkstelling, terug in te leveren bij de bevoegde dienst.

Het personeelslid aangeworven voor een duur van minder dan 12 maanden kan de terugbetaling van zijn maandabonnement verkrijgen volgens de modaliteiten vastgesteld door de bevoegde dienst.

3. Gecombineerd gemeenschappelijk openbaar vervoer

Wanneer het personeelslid verscheidene gemeenschappelijke openbare vervoermiddelen gebruikt om zich van zijn verblijfplaats naar de plaats van zijn werk te begeven (en om de omgekeerde weg af te leggen), waarbij slechts één vervoerbewijs wordt afgeleverd voor het geheel van de afstand, is de tegemoetkoming gelijk aan het bedrag van de bijdrage in de prijs van de treinkaart, geldend als sociaal abonnement.

In alle andere gevallen dan bedoeld in dit punt in dit artikel of wanneer er bij de aflevering van het vervoersbewijs geen melding wordt gemaakt van de volledig afgelegde afstand, is de tegemoetkoming gelijk aan de som van de onderscheiden tegemoetkomingen vastgesteld overeenkomstig de regels bepaald in de voorafgaande punten van huidig artikel.

4. Terugbetalingmodaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten gedragen door het personeelslid wordt uitbetaald op het einde van de betreffende maand of bij het verstrijken van de geldigheidsduur van het vervoersbewijs.

De terugbetaling gebeurt tegen afgifte van het vervoersbewijs uitgereikt door de maatschappijen die het openbaar vervoer organiseren.

5. Verplaatsingen per fiets.

Er wordt een tegemoetkoming, *vastgelegd bij Koninklijk Besluit gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad*, toegekend aan de personeelsleden die de afstand van hun verblijfplaats naar hun werk per fiets afleggen en dit, op basis van een verklaring op eer dat dit vervoermiddel de afgelopen maand bijna dagelijks werd gebruikt.

Dit bedrag werd vastgelegd op 0,21€ per afgelegde km vanaf het jaar 2013 en zal automatisch aangepast worden aan elke nieuwe publicatie bij Koninklijk Besluit in het Belgisch Staatsblad en zal worden gekoppeld aan de evolutie van de index.

Dit bedrag mag worden gecumuleerd met het bedrag dat voorzien is voor dezelfde verplaatsingen – of een gedeelte ervan – die worden afgelegd met het openbaar vervoer.

De tussenkomst voor de verplaatsingen per fiets wordt maandelijks uitbetaald.

Article 8

Service de Prévention - Convention eurotop 2012 - Approbation.

Monsieur Borcy dit que par cette convention, on rencontre enfin les besoins de la population, mais il se demande pourquoi on n'a pas utilisé ce subside par le passé. Monsieur Ghysse ré pond que ceci était une décision de l'échevin qui avait la prévention dans ses attributions lors de la législature précédente. Monsieur Borcy souhaiterait un tableau de bord de l'ensemble des subsides.

LE CONSEIL,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58 ;

Vu les lois du 10 août 2001 créant un Fonds de financement du rôle international et de la fonction de capitale de Bruxelles et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, modifiés par la loi-programme du 24 décembre 2002 ;

Vu l'Arrêté Royal du 16 novembre 1994 portant sur l'organisation du contrôle administratif et budgétaire ;

Vu l'avis du Comité de coopération visé par l'article 43 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, émis en date du 9 décembre 2008 ;

Vu la décision des membres fédéraux de Comité de Coopération précédemment visé donné en date du 9 novembre 2012 ;

Considérant que sous réserve des crédits disponibles un montant de 361.829,44 € (trois cent soixante et un mille huitcent vingt-neuf euros quarante-quatre cents) est attribué à la commune de Forest ;

DECIDE,

D'approuver les termes de la convention Eurotop 2012 ci-jointe conclue entre l'Etat et la Commune de Forest.

Artikel 8

PV/ # Preventiedienst - Eurotop-overeenkomst 2012 - Goedkeuring. #

De heer Borcy zegt dat men door deze overeenkomst goed te keuren, eindelijk tegemoet komt aan de noden van de burger, maar hij vraagt zich af waarom men deze subsidies de zes verleden jaren niet heeft aangewend.

De heer Ghyssels antwoordt dat dit een beslissing was van de schepen die de preventie onder zijn bevoegdheid had tijdens de vorige legislatuur.

De heer Borcy wenst een boordtabel van het geheel der subsidies.

DE RAAD,

Gelet op de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 17 juli 1991, inzonderheid de artikelen 55 tot 58 ;

Gelet op de wetten van 10 augustus 2001 tot oprichting van een Fonds ter financiering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, gewijzigd door de programma-wet van 24 december 2002 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het advies van de Samenwerkingscommissie bedoeld in artikel 43 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen uitgegeven op 9 december 2008;

Gelet op de beslissing van de federale leden van de voornoemde Samenwerkingscommissie van 9 november 2012;

Overwegende dat een bedrag van 361.829,44 € (drie honderd eenenzestig duizend acht honderd negenentwintig euro vierenvestig cent), onder voorbehoud van de beschikbare kredieten, aan de gemeente Vorst wordt toegekend ;

BESLIST,

De termen van de bijgevoegde Eurotop-overeenkomst 2012 besloten tussen de Staat en de gemeente Vorst, goed te keuren.

Article 9

SCA - Acquisition d'un dictaphone - Marché - Mode de passation - Application de l'article 249 de la nouvelle loi communale - Prise d'acte.

LE CONSEIL,

Considérant que le dictaphone du cabinet du bourgmestre est hors d'usage et irréparable et qu'il y a lieu de le remplacer de toute urgence;

Considérant que la dépense est estimée à +/- 305 €tvac ;

Considérant l'absence de crédit à l'article 104/742-51 du service extraordinaire du budget 2012 ;

Vu l'article 249 de la NLC ;

Vu la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, ainsi que ses arrêtés d'exécution (particulièrement l'article 17 § 2 1° a) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 28/12/2012;

DECIDE :

- de prendre acte de la décision du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 28/12/2012 relative à l'acquisition d'un dictaphone pour le cabinet du bourgmestre.

- de faire application de l'article 249 de la NLC.

- de consulter trois firmes.

- d'admettre la dépense estimée à 305 € tvac et del'inscrire à l'article 104/742-51 du service extraordinaire du budget 2012.

- de financer la dépense par un emprunt.

Artikel 9

CAD - Aankoop van een dictafoon - Opdracht - Wijze van gunning - Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe gemeentewet - Akteneming.

DE RAAD,

Overwegende dat de dictafoon van het kabinet van de burgemeester buiten gebruik en onherstelbaar is en dat hij dringend dient te worden vervangen ;

Overwegende dat deze uitgave geraamd wordt op +/- 305 € BTWI ;

Overwegende het gebrek aan krediet op artikel 104/742-51 van de buitengewone dienst van de begroting 2012 ;

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2 1° c) evenals haar uitvoeringsbesluiten ;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 28/12//2012

BESLIST :

- akte te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 28/12/2012 betreffende de aankoop van een dictafoon voor het kabinet van de burgemeester;

- artikel 249 van de Nieuwe gemeentewet toe te passen.

- drie firma's te raadplegen ;

- in te stemmen met de uitgave geraamd op 305 € BTW te aanvaarden en ze in te schrijven op artikel 104/742-51 van de buitengewone dienst van de begroting 2012.

- de uitgave te financieren met een lening.

Article 10

Service Central d'Achats - Acquisition d'un camion neuf équipé d'une hydrocureuse -
Approbation des conditions et du mode de passation.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal, et ses modifications ultérieures;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 16 ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-FE-001 relatif au marché "Acquisition d'un camion neuf équipé d'une hydrocureuse" établi par le Service central d'achats ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 206.611,57 € hors TVA ou 250.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres général ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au projet de budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 877/743-53 et sera financé par emprunt pour un montant de 200.000 € et par subside pour un montant de 50.000 € ;

DECIDE,

Art 1er : D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-FE-001 et le montant estimé du marché "Acquisition d'un camion neuf équipé d'une hydrocureuse", établis par le Service central d'achats. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 206.611,57 € hors TVA ou 250.000,00 €, 21% TVA comprise.

Art 2 : De choisir l'appel d'offres général comme mode de passation du marché.

Art 3 : De soumettre le marché à la publicité européenne.

Art 4 : De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national et européen.

Art 5 : Le crédit permettant cette dépense est inscrit au projet de budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 877/743-53, et sera financé par emprunt pour un montant de 200.000 € et par subside pour un montant de 50.000 € ;

Art 6 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Artikel 10

Centrale Aankoopdienst - Aankoop van een nieuwe vrachtwagen uitgerust met een kolkenzuiger - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen.

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 16;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3, § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Aankoop van een nieuwe vrachtwagen uitgerust met een kolkenzuiger” een bijzonder bestek met nr. 2013-FE-001 werd opgesteld door de Centrale aankoopdienst;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 206.611,57 € excl. btw of 250.000,00 € incl. 21% btw;

Overwegende dat deze raming de toepassingsdrempels van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van algemene offerteaanvraag;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is in het buitengewone begrotingsontwerp van 2013, op artikel 877/743-53 gefinancierd zal worden door een lening voor een bedrag van 200.000 € endoor een subsidie voor een bedrag van 50.000 €;

BESLIST:

Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan het bijzonder bestek met nr. 2013-FE-001 en de raming van de opdracht “Aankoop van een nieuwe vrachtwagen uitgerust met een kolkenzuiger”, opgesteld door de Centrale aankoopdienst. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzonder bestek en zoals opgenomen in de algemene aannemingsvoorwaarden voor de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 206.611,57 € excl. btw of 250.000,00 € incl. 21% btw.

Art 2 : Te kiezen voor de algemene offerteaanvraag als gunningswijze van de opdracht;

Art 3 : De opdracht bekend te maken op Europees niveau;

Art 4 : Het standaard publicatieformulier in te vullen en op te sturen op nationaal en Europees niveau.

Art 5 : Het krediet voor deze uitgave is ingeschreven in het buitengewone begrotingsontwerp van 2013, op artikel 877/743-53, en zal gefinancierd worden door een lening voor een bedrag van 200.000 € en door een subsidie voor een bedrag van 50.000 € ;.

Art 6 : Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Article 11

Service extrascolaire - Stages de vacances - Projet d'accueil et ROI - Modifications.

Le groupe ECOLO souhaite que la possibilité d'accueillir des enfants en situation d'handicap soit étudiée pour l'avenir.

Monsieur Rongé s'abstient car il trouve qu'il n'y a pas beaucoup de changements par rapport au mois passé et parce qu'il n'est toujours pas d'accord avec la façon dont il faut faire les inscriptions et les paiements, et surtout parce qu'il n'y a pas de possibilité pour les parents de se faire rembourser.

Monsieur Quartassi répond qu'il est prêt à en discuter en commission.

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 4 octobre 2011 par laquelle il adopte le projet pédagogique et le règlement d'ordre intérieur des stages de vacances ;

Considérant que l'Office de la Naissance et de l'Enfance demande d'y apporter des précisions ;

DECIDE :

D'adopter le projet pédagogique et le règlement d'ordre intérieur des stages de vacances ci-dessous mentionnés (précisions en caractères italiques et soulignés)

Stages de vacances – Projet pédagogique

Introduction

Les stages de vacances ont pour pouvoir organisateur l'administration communale de Forest.

L'accueil qui y est exercé tient compte du décret du 17 mai 1999 (+ modifications) relatif aux centres de vacances de la Communauté française et de ses arrêtés d'application et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil.

Finalité

Répondre aux demandes croissantes des parents, en matière d'accueil, afin qu'ils soient rassurés sur la prise en charge de leur enfant pendant qu'ils vaquent à leurs occupations.

Répondre aux besoins des enfants, assurer leur bien-être.

Périodes et heures d'ouverture

Les stages de vacances accueillent les enfants de 8 à 17h30 :

- durant 1 semaine pendant le congé de Pâques.
- les deux premières semaines de juillet
- la dernière semaine d'août

Le collège peut toutefois déroger à cette règle, soit en ajoutant, soit en supprimant des périodes.

Lieu

Les lieux d'accueil et de reprise sont :

- pour les enfants de 3 à moins de 6 ans : l'école 6 sise rue Jef Devos, 55
- pour les enfants de plus de 6 ans : le Petit Palais des Sports sis rue Roosendael,

2, qu'ils quittent éventuellement pour pouvoir accéder aux activités qu'ils ont choisies.

Le collègue peut toutefois déroger à cette règle en cas de nécessité (travaux, catastrophe, ...)

Encadrement

Les stages de vacances sont agréés par l'ONE.

Un coordinateur gère le personnel.

Le nombre d'encadrant est de : 1 pour 8 enfants de moins de 6 ans, 1 pour 12 enfants de plus de 6 ans.

Le minimum de personnel breveté est d'un sur trois.

Les animateurs sont âgés d'au moins 18 ans.

Une surveillance paramédicale est assurée par la présence d'un infirmier qui se tient à disposition à la plaine de vacances.

Outre le personnel d'encadrement, des nettoyeurs sont affectés aux différents lieux où se déroulent les stages.

Les moins de 6 ans sont encadrés la journée entière par un animateur de référence qui les accompagne aux diverses activités et aide l'animateur « spécialisé ».

Critères d'engagement des animateurs

L'appel à candidatures est diffusé via plusieurs canaux de communications dont, à tout le moins, le site internet de la commune.

Une candidature n'est prise en compte que si la personne se présente au service extrascolaire et y fait part de motivations, soit lors d'un entretien, soit par un écrit si le temps manque au personnel communal. Si les motivations concernent le bien-être des enfants, le candidat reçoit à lire une « charte de l'animateur ».

Toutes les personnes engagées doivent avoir produit un extrait de casier judiciaire modèle 2 et une attestation prouvant leur capacité à exercer l'activité pour laquelle elles se proposent.

En signant leur contrats, les animateurs attestent avoir reçu la « charte de l'animateur » et déclarent y adhérer.

L'ordre décroissant des critères d'engagement est le suivant :

1. les Forestois qualifiés et brevetés pour respecter - entre 9 et 16 heures- le quota de brevetés exigé par l'ONE
2. les non Forestois qualifiés et brevetés pour respecter - entre 9 et 16 heures- le quota de brevetés exigé par l'ONE
3. les Forestois qualifiés
4. les non Forestois qualifiés

Déroulement type d'une journée

- des enfants de primaire
de 8h à 8h45

Accueil actif des enfants

9h

départ, s'il échet, vers une autre infrastructure
pour 12h

retour vers la buvette du stade Bertelson ou celle du PPS

à 12h
repas après être passé aux toilettes et s'être lavé les mains
après le repas
quitter le réfectoire, passer aux toilettes, se laver les mains
regroupement au PPS où les enfants peuvent jouer librement sous surveillance

active

13h
départ, s'il échet, vers une autre infrastructure
pour 16h
retour au PPS
de 16 à 17h30
garderie

- des enfants de maternelle
Les « petits » ne changent pas d'implantation. Trois activités sont prévues sur la

journée.

de 8h à 8h45
Accueil actif des enfants
de 8h45 à 10h00
1^{ère} activité
de 10h00 à 10h15
détente, passage aux toilettes
de 10h15 à 11h30
2^{ème} activité
de 11h15 à 11h30
détente, passage aux toilettes
à 12h
repas
après le repas
quitter le réfectoire, passer aux toilettes, se laver les mains
faire la sieste ou se détendre
14h30 à 15h45
3^{ème} activité pour ceux qui sont éveillés ; les autres arriveront au fur et à mesure
15h45
passage aux toilettes
de 16 à 17h30
garderie

NB :

Si les enfants fatiguent, les périodes d'activités dirigées peuvent être raccourcies.

Garderie

Pendant toute la durée de la garderie, le coordinateur est présent, ainsi que

- les « référents » pour les enfants de maternel

- des animateurs en nombre suffisants pour les enfants de primaire

Les enfants sont regroupés dans une seule salle du lieu d'accueil où ils peuvent s'ébattre physiquement, papoter, se reposer.

Objectifs

- apporter du plaisir aux enfants
- favoriser le développement physique de l'enfant ou sa créativité
- favoriser son intégration sociale
- développer son apprentissage
- aider l'enfant à s'exprimer
- veiller à une vie saine
- développer son autonomie

Méthode

Afin d'assurer la meilleure cohésion possible, les enfants sont répartis en groupes en fonction de leur âge : 3 ans, 4 ans, 5 ans, 6 à 8 ans, 9 à 12 ans et les inscriptions se font exclusivement par semaine complète.

Application des objectifs sur le terrain :

- développement physique de l'enfant
pratique d'un sport
- favoriser son intégration sociale
apprendre à ne pas appréhender les différences des autres ou les siennes par rapport aux autres
- développer sa créativité
peindre, découper, créer un décor
- développer sa culture
lecture,
- développer son apprentissage du civisme
apprendre à écouter les autres, régler les conflits, recadrer sans dramatiser, sans humilier, amener les enfants à trouver eux-mêmes des règles de vie en groupe
- aider l'enfant à s'exprimer
écouter, parler, intégrer, faire un petit spectacle, peindre, danser
- veiller à une vie saine
prendre les repas à heures fixes, faire une sieste pour les petits, avoir des moments de repos pour les autres, aérer les pièces
- développer son autonomie
se débrouiller seul durant les repas, apprendre à changer seul avant et après le stage de chaussures et éventuellement de vêtements

Toutes les activités proposées sont de type initiatique. Elles permettent la découverte d'un sport ou d'une activité culturelle en vue, éventuellement, d'intégrer par après un club.

Les règles sont fixées à l'avance, exposées dès le premier jour et répétées si nécessaire. Outre les règles relatives à l'activité choisie, l'animateur explique aux enfants qu'aucune performance n'est exigée d'eux, qu'il attend une participation active mais, que chacun doit progresser à son rythme.

L'animateur encourage tant les efforts que les progrès.

L'enfant qui refuse de participer est invité à regarder. Des tentatives pour l'intéresser sont faites à diverses reprises.

Activités

Ci-dessous un exemple de ce qui peut être mis sur pieds.

Pour les enfants de maternelle :

psychomotricité, éveil sportif, éveil musical, chant (comptines), danse (petit spectacle), bricolage – coloriage, marionnettes (création de décors, de marionnettes, d'un petit spectacle), contes – histoires – lecture, etc

Pour les enfants de primaire :

foot, athlétisme, arts créatifs, mini-basket, jeux de société, gymnastique, manga, danse, capoeira, théâtre, vidéo, reportage TV, arts martiaux, etc

Préparation

Les intervenants sont conviés à une réunion préparatoire.

Le coordinateur et le service extrascolaire sont en relation permanente et se rencontrent régulièrement.

Stages de vacances – Règlement d'ordre intérieur

Introduction

Les stages de vacances sont agréés par l'ONE et donc donnent droit à une déduction fiscale.

Ils se font uniquement en français.

Priorité est accordée aux enfants (des écoles) de Forest.

L'intervention des parents est fixée par un règlement redevance.

Enfants concernés

Les stages de vacances s'adressent à tous les enfants âgés de 3 ans (à condition qu'ils aient terminé l'apprentissage de la propreté) à 13 ans (s'ils sont encore en primaire), sans sélection particulière (sociale, économique, ...) et dans le respect de la neutralité.

Enfants handicapés

La structure actuelle n'est pas en mesure d'accueillir des enfants handicapés.

Accueil et reprise des enfants

Les parents doivent amener leur enfant entre 8 h et 8 h45, les présenter au moniteur qui fait l'accueil, et les reprendre entre 16 h et 17 h 30.

Les activités se font entre 9 et 16 h. Avant et après, l'administration communale organise une garderie.

Inscription, paiement, remboursement

L'inscription se fait :

pour les stages de Pâques : les 3èmes et 2èmes semaines qui précèdent le congé de

Pâques

pour les stages d'été : les 4èmes, 3èmes et 2èmes semaines qui précèdent les stages de juillet, la 2ème semaine qui précède les stages d'août.

Elle n'est valide qu'après remise des documents « inscription aux stages de vacances » et « fiche de santé » dûment complétés et paiement effectué.

Le paiement se fait par bancontact sauf si les parents n'ont pas de compte bancaire.

Le paiement peut être remplacé par la remise d'une attestation du CPAS ou d'un organisme de protection de la jeunesse s'engageant à verser la redevance due.

Tout enfant dont l'inscription est caduque reste sous la seule responsabilité de son représentant légal.

Aucun remboursement ne sera effectué, quel que soit le motif de la demande.

Gestion du choix des enfants

Pour les enfants de maternelle, il n'y a pas de choix à opérer.

Les enfants de primaire doivent choisir entre deux activités qui se donnent toute la journée ou une activité qui toute la journée et deux activités qui occupent des demi-journées ou quatre activités qui occupent des demi-journées (toutes activités pour lesquelles il y a des places libres) et à les mentionner sur la fiche d'inscription dans l'ordre décroissant de leur préférence. Ils sont inscrits à la première activité (si toute journée) ou aux deux premières activités (si demi-jours).

Les activités pour lesquelles il n'y a pas la moitié du quota d'enfants inscrits sont annulées. Les enfants concernés par une annulation sont transférés vers une autre activité de leur choix s'il reste des places disponibles ou, s'il échet, invités à en choisir une autre dans les limites des places disponibles.

Reprise tardive

Après 17h30, pour tout quart d'heure entamé, les frais engendrés par un retard seront immédiatement réclamés aux parents sous forme d'un forfait dont le montant est fixé par le règlement redevance et couvrant les prestations et les communications téléphoniques.

L'enfant est exclu des stages tant que les parents ne s'acquittent pas de ce forfait.

A 18h00, le coordinateur des stages, sans nouvelle des parents et après avoir averti le service de garde de la police de la zone midi, conduira l'enfant audit service de police.

Le deuxième retard entraîne une exclusion automatique d'1 jour. La deuxième exclusion est de 3 jours.

Responsabilités

Les enfants sont sous la responsabilité de l'administration uniquement durant les heures officielles d'ouverture et à condition qu'ils soient valablement inscrits.

Les parents qui désirent que leur enfant rentre seul à la maison, doivent avertir le coordinateur par un écrit signé, stipulant les nom et prénom de l'enfant, les dates et heures de sortie.

Dès son départ, l'enfant autorisé à quitter seul les stages, est sous la responsabilité de son représentant légal.

Si une personne autre que celle qui détient l'autorité parentale doit venir chercher un enfant, le représentant légal doit lui fournir une autorisation écrite mentionnant l'identité de la personne mandatée, l'identité de l'enfant, les jours concernés.

Assurances

Les enfants sont assurés contre les accidents corporels par les soins de l'administration communale, dans les limites prévues par le contrat de police (une fois le tarif INAMI).

Le contrat d'assurance prévoit le remboursement du coût des soins, par référence au tarif I.N.A.M.I., pour la part excédant les prestations de la mutualité. En application des dispositions légales, les médecins, cliniques et pharmaciens réclament le paiement de leurs prestations courantes directement aux parents et délivrent les attestations de soins donnés. Sur présentation des notes justificatives et des décomptes de la mutualité, l'assurance rembourse, selon le mode de paiement souhaité, le montant total des frais et cela toujours au prorata du tarif INAMI.

La victime et ses parents ont la liberté du choix du médecin (ou clinique), quel que soit le médecin qui est intervenu pour les premiers soins.

Attestations de présence

L'attestation destinée à la déclaration fiscale est fournie par le service extrascolaire le jour de l'inscription. Les autres attestations (ex : pour la mutuelle) doivent être fournies par les parents pour être complétées le jour de l'inscription.

Aucun (duplicata du) document ne sera établi par après.

Déplacements

Les parents doivent veiller à obtenir un abonnement J (gratuit) près la STIB pour leur enfant âgé de 6 à moins de 12 ans qui doivent effectuer des déplacements et à ce que, chaque jour, leur enfant soit en sa possession.

Les parents qui ne font pas les démarches nécessaires pour obtenir l'abonnement J sont tenus de remettre chaque jour à leur enfant une carte permettant 4 voyages au minimum.

L'administration communale ne vend pas de carte et les enfants qui ne sont pas en ordre ne participent pas à l'activité (aux activités).

Vêtements, matériel

Les vêtements portés par les enfants doivent être marqués à leur nom.

Les objets et vêtements oubliés sont déposés journallement dans la pièce d'accueil du lieu de regroupement

Les objets et vêtements non repris le dernier jour des stages sont offerts à une œuvre caritative.

Des vêtements de rechange sont à prévoir pour les tout jeunes enfants qui viennent de terminer l'apprentissage de la propreté.

Les parents sont tenus d'habiller leurs enfants et de leur fournir les protections qui s'imposent en fonction du climat (casquette, crème de protection solaire, bonnets de laine, moufles,...) et de l'activité organisée (training, chaussures de gym,...). Des vêtements de rechange sont à prévoir, s'il échet, en cas de mauvais temps.

Les enfants qui font du sport doivent avoir deux paires de chaussures : une paire de chaussure pour l'intérieur -à semelles blanches- et une pour l'extérieur.

Objets personnels

Tout objet personnel (jouet, GSM, ...) est proscrit aux stages, sauf un « doudou » pour les enfants qui font une sieste.

Tout objet amené aux stages est confisqué remis aux parents s'ils viennent le réclamer avant la fin du stage. Dans le cas où les parents ne viennent pas le récupérer avant la fin du stage, l'objet sera donné à une œuvre caritative. En cas de perte, vol ou détérioration, l'administration décline toute responsabilité.

Affichage

Le présent règlement est affiché dans chaque bâtiment où se font les stages, sur le site internet de l'administration communale et au service extrascolaire.

Un exemplaire peut être obtenu sur simple demande au susdit service.

Santé et sécurité

Les stages accueillent les enfants en bonne santé.

En cas de maladie d'un enfant, il appartient en premier lieu aux responsables légaux d'apprécier si son état de santé lui permet de fréquenter une structure collective avec les risques qui s'y attachent (fatigue, risque de dégradation de l'état de santé, contagion...).

Un infirmier se trouve à la plaine de vacances et peut intervenir immédiatement en cas de nécessité.

Lorsque l'infirmier ou le coordinateur le juge nécessaire, il prévient le responsable légal à qui il sera demandé de venir chercher l'enfant souffrant. A cet effet, il est obligatoire que les parents soient joignables par téléphone ou portable.

Le coordinateur peut aussi se réserver le droit de refuser un enfant malade.

Si l'enfant prend un traitement médical, les parents sont tenus d'en demander l'administration par écrit et de fournir une attestation du médecin traitement portant nom et prénom de l'enfant ainsi que la posologie du médicament.

Il est interdit aux parents de confier des médicaments à leur enfant.

En cas d'accident, même bénin, survenant aux stages, l'enfant doit immédiatement en faire part à un moniteur. Selon les dommages constatés, une déclaration d'accident sera rédigée et remise au responsable légal qui dispose de 48 heures pour déclarer le sinistre à l'assureur de l'administration communale (contact : le secrétariat communal).

Une trousse de secours est à disposition du (des) moniteur(s).

Si la situation le requiert, le coordinateur ou un moniteur fait appel à un service d'urgences. Les parents sont immédiatement prévenus.

Dès la prise en charge de l'enfant par le service des urgences, la responsabilité du coordinateur n'est plus engagée.

Repas

Les enfants qui doivent prendre leur petit déjeuner sur le lieu de rassemblement doivent être présents avant 8h15.

Aucune collation n'est servie le matin. Aucun arrêt des activités n'est prévu le matin pour une collation.

De l'eau est mise à disposition toute la journée, selon nécessités.

Les repas sont mis au frigo par le personnel. Toutefois, par période de forte chaleur, il est instamment demandé aux parents d'éviter de garnir les tartines d'aliments vite périssables (charcuteries et sauces notamment) et de glisser le lunch dans un sac isothermique.

Règles de vie

Les enfants sont tenus de respecter les membres du personnel, les autres enfants, ses parents, les parents des autres enfants, le matériel, les locaux.

L'enfant qui enfreint les règles est écarté un moment du groupe et il lui est dit de se présenter à l'animateur quand il se sent capable de réintégrer le groupe.

Un comportement incorrect ou indiscipliné qui perdure fait l'objet d'une sanction.

Première sanction : un avertissement signifié par écrit par le coordinateur le jour même aux parents lorsqu'ils viennent reprendre leur enfant.

Les parents qui ont autorisé leur enfant à quitter seul les stages sont contactés au numéro de téléphone ou de GSM mentionnés sur la fiche d'inscription et invités à venir chercher le document le jour même ou le lendemain matin.

Deuxième sanction : une exclusion d'1 jour signifiée de la même manière

Troisième sanction : une exclusion de 3 jours signifiée de la même manière

Un manque de respect ou un comportement incorrect des parents peut entraîner l'exclusion de leur enfant.

Quel qu'en soit le motif, les jours d'exclusion, qui ne peuvent être apurés par les jours d'inscription, sont reportés lors de l'inscription suivante.

Dans les cas graves et/ou urgents, le responsable du service extrascolaire peut prononcer l'exclusion définitive par un écrit dûment motivé. Un recours contre cette décision peut être introduit près le collège des Bourgmestre et Echevins dans les 10 jours ouvrables qui suivent la notification.

Droit à l'image

En application de la circulaire N°2493 du 7 octobre 2008, les photos prises lors des stages ne seront pas diffusées si les personnes photographiées marquent leur opposition.

Contacts

Téléphone : voir N° mentionné sur la fiche d'inscription

Un contact rapide peut être pris chaque jour avec les encadrants avant 9h ou après 16h.

Artikel 11

Buitenschoolse activiteiten - Vakantiestages - Pedagogisch project en intern reglement - wijzigingen.

De groep ECOLO wenst dat men voor de toekomst de mogelijkheid bestudeert om ook kinderen met een handicap toe te laten.

De heer Rongé onthoudt zich omdat hij vindt dat er niet veel veranderd is tegenover verleden maand en vooral omdat hij niet akkoord gaat met de manier van betalen en van inschrijven, maar vooral omdat er geen mogelijkheid is tot terugbetaling.

De heer Quartassi antwoordt dat hij bereid is om er tijdens een commissie over te praten.

DE RAAD,

Zijn beslissing van 4 oktober 2011 herzien om het pedagogische project en het interne reglement van de vakantiestages goed te keuren ;

Overwegende dat het Office de la Naissance et de l'Enfance vraagt om er preciseringen in aan te brengen ;

BESLIST :

Het pedagogische project en het interne reglement van de vakantiestages, zoals hieronder vermeld, goed te keuren (preciseringen cursief en onderlijnd)

Stages de vacances – Projet pédagogique

Introduction

Les stages de vacances ont pour pouvoir organisateur l'administration communale de Forest.

L'accueil qui y est exercé tient compte du décret du 17 mai 1999 (+ modifications) relatif aux centres de vacances de la Communauté française et de ses arrêtés d'application et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil.

Finalité

Répondre aux demandes croissantes des parents, en matière d'accueil, afin qu'ils soient rassurés sur la prise en charge de leur enfant pendant qu'ils vaquent à leurs occupations.

Répondre aux besoins des enfants, assurer leur bien-être.

Périodes et heures d'ouverture

Les stages de vacances accueillent les enfants de 8 à 17h30 :

- durant 1 semaine pendant le congé de Pâques.
- les deux premières semaines de juillet
- la dernière semaine d'août

Le collège peut toutefois déroger à cette règle, soit en ajoutant, soit en supprimant des périodes.

Lieu

Les lieux d'accueil et de reprise sont :

- pour les enfants de 3 à moins de 6 ans : l'école 6 sise rue Jef Devos, 55
- pour les enfants de plus de 6 ans : le Petit Palais des Sports sis rue Roosendael, 2, qu'ils quittent éventuellement pour pouvoir accéder aux activités qu'ils ont choisies.

Le collège peut toutefois déroger à cette règle en cas de nécessité (travaux, catastrophe, ...)

Encadrement

Les stages de vacances sont agréés par l'ONE.

Un coordinateur gère le personnel.

Le nombre d'encadrant est de : 1 pour 8 enfants de moins de 6 ans, 1 pour 12 enfants de plus de 6 ans.

Le minimum de personnel breveté est d'un sur trois.

Les animateurs sont âgés d'au moins 18 ans.

Une surveillance paramédicale est assurée par la présence d'un infirmier qui se tient à disposition à la plaine de vacances.

Outre le personnel d'encadrement, des nettoyeurs sont affectés aux différents lieux où se déroulent les stages.

Les moins de 6 ans sont encadrés la journée entière par un animateur de référence qui les accompagne aux diverses activités et aide l'animateur « spécialisé ».

Critères d'engagement des animateurs

L'appel à candidatures est diffusé via plusieurs canaux de communications dont, à tout le moins, le site internet de la commune.

Une candidature n'est prise en compte que si la personne se présente au service extrascolaire et y fait part de motivations, soit lors d'un entretien, soit par un écrit si le temps manque au personnel communal. Si les motivations concernent le bien-être des enfants, le candidat reçoit à lire une « charte de l'animateur ».

Toutes les personnes engagées doivent avoir produit un extrait de casier judiciaire modèle 2 et une attestation prouvant leur capacité à exercer l'activité pour laquelle elles se proposent.

En signant leur contrats, les animateurs attestent avoir reçu la « charte de l'animateur » et déclarent y adhérer.

L'ordre décroissant des critères d'engagement est le suivant :

1. les Forestois qualifiés et brevetés pour respecter - entre 9 et 16 heures- le quota de brevetés exigé par l'ONE
2. les non Forestois qualifiés et brevetés pour respecter - entre 9 et 16 heures- le quota de brevetés exigé par l'ONE
3. les Forestois qualifiés
4. les non Forestois qualifiés

Déroulement type d'une journée

- des enfants de primaire

de 8h à 8h45

Accueil actif des enfants

9h

départ, s'il échet, vers une autre infrastructure

pour 12h

retour vers la buvette du stade Bertelson ou celle du PPS

à 12h

repas après être passé aux toilettes et s'être lavé les mains

après le repas

quitter le réfectoire, passer aux toilettes, se laver les mains

regroupement au PPS où les enfants peuvent jouer librement sous surveillance

active

13h

départ, s'il échet, vers une autre infrastructure

pour 16h

retour au PPS

de 16 à 17h30

garderie

- des enfants de maternelle

Les « petits » ne changent pas d'implantation. Trois activités sont prévues sur la journée.

de 8h à 8h45

Accueil actif des enfants

de 8h45 à 10h00

1^{ère} activité

de 10h00 à 10h15

détente, passage aux toilettes

de 10h15 à 11h30

2^{ème} activité

de 11h15 à 11h30

détente, passage aux toilettes

à 12h

repas

après le repas

quitter le réfectoire, passer aux toilettes, se laver les mains

faire la sieste ou se détendre

14h30 à 15h45

3^{ème} activité pour ceux qui sont éveillés ; les autres arriveront au fur et à mesure

15h45

passage aux toilettes

de 16 à 17h30
garderie

NB :

Si les enfants fatiguent, les périodes d'activités dirigées peuvent être raccourcies.

Garderie

Pendant toute la durée de la garderie, le coordinateur est présent, ainsi que

- les « référents » pour les enfants de maternel

- des animateurs en nombre suffisants pour les enfants de primaire

Les enfants sont regroupés dans une seule salle du lieu d'accueil où ils peuvent s'ébattre physiquement, papoter, se reposer. Les jeux de société et livres y sont proscrits car ils absorberaient leur attention et les empêcheraient de voir un éventuel ballon arriver dans leur direction.

Objectifs

- apporter du plaisir aux enfants
- favoriser le développement physique de l'enfant ou sa créativité
- favoriser son intégration sociale
- développer son apprentissage
- aider l'enfant à s'exprimer
- veiller à une vie saine
- développer son autonomie

Méthode

Afin d'assurer la meilleure cohésion possible, les enfants sont répartis en groupes en fonction de leur âge : 3 ans, 4 ans, 5 ans, 6 à 8 ans, 9 à 12 ans et les inscriptions se font exclusivement par semaine complète.

Application des objectifs sur le terrain :

- développement physique de l'enfant
pratique d'un sport
- favoriser son intégration sociale
apprendre à ne pas appréhender les différences des autres ou les siennes par rapport aux autres
- développer sa créativité
peindre, découper, créer un décors
- développer sa culture
lecture,
- développer son apprentissage du civisme
apprendre à écouter les autres, régler les conflits, recadrer sans dramatiser, sans humilier, amener les enfants à trouver eux-mêmes des règles de vie en groupe
- aider l'enfant à s'exprimer
écouter, parler, intégrer, faire un petit spectacle, peindre, danser
- veiller à une vie saine
prendre les repas à heures fixes, faire une sieste pour les petits, avoir des moments de repos pour les autres, aérer les pièces
- développer son autonomie
se débrouiller seul durant les repas, apprendre à changer seul avant et après le stage de chaussures et éventuellement de vêtements

Toutes les activités proposées sont de type initiatique. Elles permettent la découverte d'un sport ou d'une activité culturelle en vue, éventuellement, d'intégrer par après un club.

Les règles sont fixées à l'avance, exposées dès le premier jour et répétées si nécessaire. Outre les règles relatives à l'activité choisie, l'animateur explique aux enfants qu'aucune performance n'est exigée d'eux, qu'il attend une participation active mais, que chacun doit progresser à son rythme.

L'animateur encourage tant les efforts que les progrès.

L'enfant qui refuse de participer est invité à regarder. Des tentatives pour l'intéresser sont faites à diverses reprises.

Activités

Ci-dessous un exemple de ce qui peut être mis sur pieds.

Pour les enfants de maternelle :

psychomotricité, éveil sportif, éveil musical, chant (comptines), danse (petit spectacle), bricolage – coloriage, marionnettes (création de décors, de marionnettes, d'un petit spectacle), contes – histoires – lecture, etc

Pour les enfants de primaire :

foot, athlétisme, arts créatifs, mini-basket, jeux de société, gymnastique, manga, danse, capoeira, théâtre, vidéo, reportage TV, arts martiaux, etc

Préparation

Les intervenants sont conviés à une réunion préparatoire.

Le coordinateur et le service extrascolaire sont en relation permanente et se rencontrent régulièrement.

Stages de vacances – Règlement d'ordre intérieur

Introduction

Les stages de vacances sont agréés par l'ONE et donc donnent droit à une déduction fiscale.

Ils se font uniquement en français.

Priorité est accordée aux enfants (des écoles) de Forest.

L'intervention des parents est fixée par un règlement redevance.

Enfants concernés

Les stages de vacances s'adressent à tous les enfants âgés de 3 ans (à condition qu'ils aient terminé l'apprentissage de la propreté) à 13 ans (s'ils sont encore en primaire), sans sélection particulière (sociale, économique, ...) et dans le respect des convictions idéologique, philosophique ou politique de chacun.

Enfants handicapés

Il n'est malheureusement pas possible de recevoir des enfants handicapés.

Accueil et reprise des enfants

Les parents doivent amener leur enfant entre 8 h et 8 h45, les présenter au moniteur qui fait l'accueil, et les reprendre entre 16 h et 17 h 30.

Les activités se font entre 9 et 16 h. Avant et après, l'administration communale organise une garderie.

Inscription, paiement, remboursement

L'inscription se fait :

Pâques pour les stages de Pâques : les 3èmes et 2èmes semaines qui précèdent le congé de

pour les stages d'été : les 4èmes, 3èmes et 2èmes semaines qui précèdent les stages de juillet, la 2ème semaine qui précède les stages d'août.

Elle n'est valide qu'après remise des documents « inscription aux stages de vacances » et « fiche de santé » dûment complétés et paiement effectué.

Le paiement se fait par bancontact sauf si les parents n'ont pas de compte bancaire.

Le paiement peut être remplacé par la remise d'une attestation du CPAS ou d'un organisme de protection de la jeunesse s'engageant à verser la redevance due.

Tout enfant dont l'inscription est caduque reste sous la seule responsabilité de son représentant légal.

Aucun remboursement ne sera effectué, quel que soit le motif de la demande.

Gestion du choix des enfants

Pour les enfants de maternelle, il n'y a pas de choix à opérer.

Les enfants de primaire doivent choisir entre deux activités qui se donnent toute la journée ou une activité qui toute la journée et deux activités qui occupent des demi-journées ou quatre activités qui occupent des demi-journées (toutes activités pour lesquelles il y a des places libres) et à les mentionner sur la fiche d'inscription dans l'ordre décroissant de leur préférence. Ils sont inscrits à la première activité (si toute journée) ou aux deux premières activités (si demi-jours).

Les activités pour lesquelles il n'y a pas la moitié du quota d'enfants inscrits sont annulées. Les enfants concernés par une annulation sont transférés vers une autre activité de leur choix s'il reste des places disponibles ou, s'il échet, invités à en choisir une autre dans les limites des places disponibles.

Reprise tardive

Après 17h30, pour tout quart d'heure entamé, les frais engendrés par un retard seront immédiatement réclamés aux parents sous forme d'un forfait dont le montant est fixé par le règlement redevance et couvrant les prestations et les communications téléphoniques.

L'enfant est exclu des stages tant que les parents ne s'acquittent pas de ce forfait.

A 18h00, le coordinateur des stages, sans nouvelle des parents et après avoir averti le service de garde de la police de la zone midi, conduira l'enfant audit service de police.

Le deuxième retard entraîne une exclusion automatique d'1 jour. La deuxième exclusion est de 3 jours.

Responsabilités

Les enfants sont sous la responsabilité de l'administration uniquement durant les heures officielles d'ouverture et à condition qu'ils soient valablement inscrits.

Les parents qui désirent que leur enfant rentre seul à la maison, doivent avertir le coordinateur par un écrit signé, stipulant les nom et prénom de l'enfant, les dates et heures de sortie.

Dès son départ, l'enfant autorisé à quitter seul les stages, est sous la responsabilité de son représentant légal.

Si une personne autre que celle qui détient l'autorité parentale doit venir chercher un enfant, le représentant légal doit lui fournir une autorisation écrite mentionnant l'identité de la personne mandatée, l'identité de l'enfant, les jours concernés.

Assurances

Les enfants sont assurés contre les accidents corporels par les soins de l'administration communale, dans les limites prévues par le contrat de police (une fois le tarif INAMI).

Le contrat d'assurance prévoit le remboursement du coût des soins, par référence au tarif I.N.A.M.I., pour la part excédant les prestations de la mutualité. En application des dispositions légales, les médecins, cliniques et pharmaciens réclament le paiement de leurs prestations courantes directement aux parents et délivrent les attestations de soins donnés. Sur présentation des notes justificatives et des décomptes de la mutualité, l'assurance rembourse, selon le mode de paiement souhaité, le montant total des frais et cela toujours au prorata du tarif INAMI.

La victime et ses parents ont la liberté du choix du médecin (ou clinique), quel que soit le médecin qui est intervenu pour les premiers soins.

Attestations de présence

L'attestation destinée à la déclaration fiscale est fournie par le service extrascolaire le jour de l'inscription. Les autres attestations (ex : pour la mutuelle) doivent être fournies par les parents pour être complétées le jour de l'inscription.

Aucun (duplicata du) document ne sera établi par après.

Déplacements

Les parents doivent veiller à obtenir un abonnement J (gratuit) près la STIB pour leur enfant âgé de 6 à moins de 12 ans qui doivent effectuer des déplacements et à ce que, chaque jour, leur enfant soit en sa possession.

Les parents qui ne font pas les démarches nécessaires pour obtenir l'abonnement J sont tenus de remettre chaque jour à leur enfant une carte permettant 4 voyages au minimum.

L'administration communale ne vend pas de carte et les enfants qui ne sont pas en ordre ne participent pas à l'activité (aux activités).

Vêtements, matériel

Les vêtements portés par les enfants doivent être marqués à leur nom.

Les objets et vêtements oubliés sont déposés journallement dans la pièce d'accueil du lieu de regroupement

Les objets et vêtements non repris le dernier jour des stages sont offerts à une œuvre caritative.

Des vêtements de rechange sont à prévoir pour les tout jeunes enfants qui viennent de terminer l'apprentissage de la propreté.

Les parents sont tenus d'habiller leurs enfants et de leur fournir les protections qui s'imposent en fonction du climat (casquette, crème de protection solaire, bonnets de laine, moufles,...) et de l'activité organisée (training, chaussures de gym,...). Des vêtements de rechange sont à prévoir, s'il échet, en cas de mauvais temps.

Les enfants qui font du sport doivent avoir deux paires de chaussures : une paire de chaussure pour l'intérieur -à semelles blanches- et une pour l'extérieur.

Objets personnels

Tout objet personnel (jouet, GSM, ...) est proscrit aux stages, sauf un « doudou » pour les enfants qui font une sieste.

Tout objet amené aux stages est confisqué remis aux parents s'ils viennent le réclamer avant la fin du stage. Dans le cas où les parents ne viennent pas le récupérer avant la fin du stage, l'objet sera donné à une œuvre caritative. En cas de perte, vol ou détérioration, l'administration décline toute responsabilité.

Affichage

Le présent règlement est affiché dans chaque bâtiment où se font les stages, sur le site internet de l'administration communale et au service extrascolaire.

Un exemplaire peut être obtenu sur simple demande au susdit service.

Santé et sécurité

Les stages accueillent les enfants en bonne santé.

En cas de maladie d'un enfant, il appartient en premier lieu aux responsables légaux d'apprécier si son état de santé lui permet de fréquenter une structure collective avec les risques qui s'y attachent (fatigue, risque de dégradation de l'état de santé, contagion...).

Un infirmier se trouve à la plaine de vacances et peut intervenir immédiatement en cas de nécessité.

Lorsque l'infirmier ou le coordinateur le juge nécessaire, il prévient le responsable légal à qui il sera demandé de venir chercher l'enfant souffrant. A cet effet, il est obligatoire que les parents soient joignables par téléphone ou portable.

Le coordinateur peut aussi se réserver le droit de refuser un enfant malade.

Si l'enfant prend un traitement médical, les parents sont tenus d'en demander l'administration par écrit et de fournir une attestation du médecin traitement portant nom et prénom de l'enfant ainsi que la posologie du médicament.

Il est interdit aux parents de confier des médicaments à leur enfant.

En cas d'accident, même bénin, survenant aux stages, l'enfant doit immédiatement en faire part à un moniteur. Selon les dommages constatés, une déclaration d'accident sera rédigée et remise au responsable légal qui dispose de 48 heures pour déclarer le sinistre à l'assureur de l'administration communale (contact : le secrétariat communal).

Une trousse de secours est à disposition du (des) moniteur(s).

Si la situation le requiert, le coordinateur ou un moniteur fait appel à un service d'urgences. Les parents sont immédiatement prévenus.

Dès la prise en charge de l'enfant par le service des urgences, la responsabilité du coordinateur n'est plus engagée.

Repas

Les enfants qui doivent prendre leur petit déjeuner sur le lieu de rassemblement doivent être présents avant 8h15.

Aucune collation n'est servie le matin. Aucun arrêt des activités n'est prévu le matin pour une collation.

De l'eau est mise à disposition toute la journée, selon nécessités.

Les repas sont mis au frigo par le personnel. Toutefois, par période de forte chaleur, il est instamment demandé aux parents d'éviter de garnir les tartines d'aliments vite périssables (charcuteries et sauces notamment) et de glisser le lunch dans un sac isothermique.

Règles de vie

Les enfants sont tenus de respecter les membres du personnel, les autres enfants, ses parents, les parents des autres enfants, le matériel, les locaux.

L'enfant qui enfreint les règles est écarté un moment du groupe et il lui est dit de se présenter à l'animateur quand il se sent capable de réintégrer le groupe.

Un comportement incorrect ou indiscipliné *qui perdure* fait l'objet d'une sanction.

Première sanction : un avertissement signifié par écrit par le coordinateur le jour même aux parents lorsqu'ils viennent reprendre leur enfant.

Les parents qui ont autorisé leur enfant à quitter seul les stages sont contactés au numéro de téléphone ou de GSM mentionnés sur la fiche d'inscription et invités à venir chercher le document le jour même ou le lendemain matin.

Deuxième sanction : une exclusion d'1 jour signifiée de la même manière

Troisième sanction : une exclusion de 3 jours signifiée de la même manière

Un manque de respect ou un comportement incorrect des parents peut entraîner l'exclusion de leur enfant.

Quel qu'en soit le motif, les jours d'exclusion, qui ne peuvent être apurés par les jours d'inscription, sont reportés lors de l'inscription suivante.

Dans les cas graves et/ou urgents, le responsable du service extrascolaire peut prononcer l'exclusion définitive par un écrit dûment motivé. Un recours contre cette décision peut être introduit près le collège des Bourgmeister et Echevins dans les 10 jours ouvrables qui suivent la notification.

Droit à l'image

En application de la circulaire N°2493 du 7 octobre 2008, les photos prises lors des stages ne seront pas diffusées si les personnes photographiées marquent leur opposition.

Contacts

Téléphone : voir N° mentionné sur la fiche d'inscription

Un contact rapide peut être pris chaque jour avec les encadrants avant 9h ou après

16h.

Article 12

FINANCES - Comptabilité communale - Exercice 2013 - Quatrième et cinquième douzièmes provisoires.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et 247 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 14 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant que le vote du budget 2013 est assorti d'un délai d'approbation par la tutelle ;

DECIDE :

d'autoriser la disposition d'un quatrième et cinquième douzièmes provisoires pour les mois d'avril et mai 2013;

que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale.

Artikel 12

FINANCIËN - Gemeentelijke boekhouding - Dienstjaar 2013 - Voorlopige vierde en vijfde twaalfden.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en 247 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 14 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat de goedkeuring van de begroting 2013 gepaard gaat met een goedkeuringstermijn van de toezichhoudende overheid;

BESLIST :

Een voorlopige vierde en vijfde twaalfde voor de maanden april en mei 2013 toe te staan;

Dat deze kredieten zullen worden gebruikt overeenkomstig artikel 14 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit.

Article 13

FINANCES - Modification du règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs.

LE CONSEIL,

Vu le règlement taxe sur la délivrance de documents administratifs voté par le conseil communal du 27 avril 2010 ;

Vu les nouveaux prix de fabrication des documents d'identité délivrés aux belges et aux étrangers, fixés par le SPF Intérieur et ce à partir du 1^{er} avril 2013 ;

Vu qu'une augmentation de 3 € est appliquée par carte en procédure normale : belge adulte – kids ID – étranger et en procédure d'urgence ;

Considérant que ces augmentations doivent être répercutées au redevable ;

Vu la directive européenne (projet Mercurius) concernant l'obligation de la délivrance du permis de conduire modèle carte bancaire ;

Vu que la redevance pour le SPF Mobilité et Transport a été fixée à 20 euros, la Commune peut augmenter ce montant avec une taxe communale qu'elle détermine ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er} ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales ;

Vu la situation financière de la commune ;

DECIDE :

De modifier à la date du 01/04/2013 le règlement taxe sur la délivrance de documents administratifs qui s'établira comme suit :

Article 1

Il est établi du 01/04/2013 au 31/12/2018, une taxe sur la délivrance de documents administratifs.

Article 2.

La taxe est due par la personne qui demande le document.

Article 3.

Le montant de la taxe est fixé comme suit :

- 1) sur la délivrance de la carte d'identité électronique et le renouvellement de la vignette adhésive :
 - a) réinitialisation de la carte d'identité électronique 5,00 €

7) sur la délivrance de certificats (résidence, nationalité, dernières volontés, déclarations de mariage, ...), extraits, modèle 8 de la circulaire du 7/10/1992, légalisations, autorisations, etc., de toute nature (sauf des extraits ou copies d'acte d'état civil), soumis ou non au droit de timbre, délivrés d'office ou sur demande pour un exemplaire unique ou pour le premier exemplaire pour chaque exemplaire supplémentaire délivré simultanément	10,00 € 5,00 €
8) ouverture dossiers étrangers	10,00 €
9) délivrance des permis de travail	3,00 €
10) sur les services rendus aux particuliers	
a) ouverture de dossiers de prise en charge	15,00 €
b) photocopie : par pièce	0,50 €
c) frais d'envoi	1,00 €
11) sur la délivrance d'attestation certifiant le fait d'un mariage, d'un décès et/ou justifiant de la présence à la cérémonie de mariage ou aux funérailles	5,00 €
12) - sur les carnets de mariage délivrés autrement que sous le régime "Pro Deo"	35,00 €
13) sur la délivrance de permis de transport funèbre	20,00 €
14) sur la délivrance des autorisations :	
a) dont l'objet revêt un caractère momentané : bals, festivités, photographe ou filmer sur la voie publique ou à l'intérieur des locaux communaux.	15,00 €
b) dont l'objet revêt un caractère permanent :	
1) placement sur la voie publique de containers :	35,00 €
L'autorisation est gratuite si le demandeur fournit la preuve que les travaux de rénovation entrepris à son immeuble sont subsidiés par la Région bruxelloise;	
2) placement sur la voie publique, les trottoirs et accotements d'échelles, d'échaffaudages, grues, monte-charge et autres engins élévateurs:	
- pour une durée égale ou inférieure à 5 jours	17,00 €
- pour une durée supérieure à 5 jours	40,00 €
15) sur la délivrance de certificats d'honorabilité, d'attestations diverses	15,00 €
16) sur la délivrance de certificats 240i (pour débits de boissons) :	
a) sur le territoire de Forest	
- moralité	15,00 €
- hygiène	25,00 €
- hygiène + moralité	40,00 €
b) hors Forest	
- moralité	15,00 €

17) sur la délivrance de permis d'accès au cimetière en voiture	5,00 €
18) sur la délivrance de la carte de vente occasionnelle de biens personnels	10,00 €
19) sur la délivrance d'extraits ou copies d'actes d'état civil	5,00 €
20) sur la délivrance d'un permis de conduire, ainsi que d'un permis provisoire, modèle carte bancaire	25,00€

Article 4.

La taxe est payable au comptant au moment de la demande du document.

Article 5.

Sont exonérés de la taxe :

- a) les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale, en vertu d'une loi, d'un décret, d'un arrêté royal ou d'un règlement quelconque de l'autorité;
- b) les documents délivrés à des personnes indigentes. L'indigence des personnes en cause est éventuellement constatée par un certificat délivré par le bourgmestre du lieu de leur domicile ou établie par toutes pièces probantes. Il incombe à l'indigent de prouver que les documents, pièces, renseignements, etc... délivrés le concernent personnellement;
- c) les autorisations relatives à des manifestations religieuses, philosophiques ou politiques, les autorisations à délivrer aux œuvres de bienfaisance;
- d) les certificats pour l'obtention de tickets à prix réduit sur le réseau de la "Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles";
- e) les documents à délivrer aux autorités judiciaires, administrations publiques et institutions y assimilées ainsi qu'aux établissements d'utilité publique;
- f) les documents requis pour la recherche d'un emploi, en ce compris l'inscription à des examens ou concours ;
- g) les certificats mentionnés à l'article 3 8) demandés par les personnes bénéficiaires du minimex et qui peuvent en faire la preuve ;
- h) les autorisations relatives à des manifestations culturelles demandées par des ASBL ou des comités de quartier ;
- i) les autorisations parentales dans le cadre des voyages scolaires.

Article 6.

La taxe n'est pas applicable à la délivrance de documents qui, en vertu d'une loi, d'un décret, d'un arrêté royal ou d'un règlement de l'autorité, est déjà soumise au paiement d'un droit au profit de la commune.

Artikel 13

FINANCIËN - Wijziging van het belastingreglement op de afgifte van administratieve documenten.

DE RAAD,

Gelet op het belastingsreglement op de afgifte van administratieve documenten gestemd door de gemeenteraad van 27 april 2010 ;

Gelet op de nieuwe anmaakkosten vastgesteld door de FOD Binnenlands Zaken, op de afgifte van de elektronische identiteitskaarten aan Belgen en vreemdelingen en dit vanaf 01 april 2013 ;

Gezien er een prijsstijging van 3 € toegepast wordt per kaart in normale procedure : Belg volwassene – kids ID –vreemdelig en in spoedprocedure ;

Overwegende dat deze prijsstijgingen aan de belastingsplichtigen moeten worden doorerekend ;

Gelet op de Europese richtlijn (Mercurius project) betreffende de verplichting om een rijbewijs in bankkaart model af te leveren ;

Aangezien de retributie voor de FOD Mobiliteit en Transport vastgesteld werd op 20 euro, mag de Gemeente dit bedrag mag verhogen met een door haar bepaalde gemeentebelasting ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117, 1ste lid ;

Gelet op de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen inzake vestiging en invordering van de gemeentebelastingen ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

BESLIST:

Het belastingreglement op de afgifte van administratieve documenten van datum 01/04/2013 te wijzigen op datum van 01/04/2013 en als volgt vast te stellen :

Artikel 1

Er wordt vanaf 01/04/2013 tot 31/12/2018, een belasting gevestigd op de afgifte van administratieve documenten.

Artikel 2.

De belasting is verschuldigd door de persoon die het document aanvraagt.

Artikel 3.

Het bedrag van de belasting wordt als volgt vastgesteld:

- 1) op de afgifte van een elektronische identiteitskaart en de hernieuwing van het zelfklevend vignet:
- | | |
|--|----------|
| a) het opnieuw formatteren van een elektronische identiteitskaart | 5,00 € |
| b) op de afgifte van de elektronische identiteitskaart | 20,00 € |
| c) op de afgifte van de elektronische identiteitskaart in spoedprocedure (48 uur) | 135,00 € |
| d) op de afgifte van de elektronische identiteitskaart in uiterste spoedprocedure (24 uur) | 195,00 € |
- 2) op de hernieuwing van het identiteitsstuk voor kinderen van Belgische of vreemde nationaliteit van minder dan 12 jaar (papier) 5,00 €
- 3) - op de afgifte van het identiteitsbewijs aan kinderen van Belgische of vreemde nationaliteit van minder dan 12 jaar (papier) 5,00 €
 - afgifte van de Kids-ID (elektronisch) 10,00 €
 - spoed procedure 110,00€
 - uiterste spoed procedure 180,00€
- 4) op de afgifte en de hernieuwing van identiteitskaarten voor vreemdelingen:
- | | |
|---|---------|
| - elektronische verblijftitels voor vreemdelingen EU en buiten EU | 20,00€ |
| - inschrijvingsbewijzen | 17,00 € |
| verlenging per maand * | 5,00 € |
| - spoed procedure | 135,00€ |
| - uiterste spoed procedure | 195,00€ |
- * gratis indien toepassing van de artikelen 45, 49, 51, 52, 53, 54, 55 bis en 61 van het Koninklijk Besluit van 08/10/1981.
- 5) op de afgifte van reispassen :
- 1° Normale procedure:
- | | |
|--|---------|
| Duur 5 jaar (minderjarigen van 0 tot 12 jaar) : | gratis |
| Duur 5 jaar (minderjarigen van 12 tot 18 jaar) : | 19,00 € |
| Duur 5 jaar (meer dan 18 jaar) | 43,00 € |
- 2° Spoed en uiterste spoedprocedure:
- | | |
|--|---------|
| Duur 5 jaar (minderjarigen van 0 tot 12 jaar) : | gratis |
| Duur 5 jaar (minderjarigen van 12 tot 18 jaar) : | 19,00 € |
| Duur 5 jaar (meer dan 18 jaar): | 43,00 € |
- 6) op de afgifte en de hernieuwing van de documenten genaamd "bijlagen" uitgereikt aan vreemdelingen op basis van het K.B. van 08/10/1981 : 10,00€
- | | |
|--|--------|
| a) verlenging van bijlagen 3, 35 per maand | 5,00 € |
| b) attest uitgereikt in uitvoering van artikel 19, 3 ^{de} lid van de wet van 15 december 1980, gewijzigd door de wet van 6 mei 1993;
per persoon | gratis |

<ul style="list-style-type: none"> c) attest van « inontvangstname » van een aanvraag tot het bekomen van een verlenging van de termijn vermeld in het bevel om het grondgebied te verlaten dat getroffen werd op grond van de wet van 15 december 1980 per persoon 	gratis
<ul style="list-style-type: none"> 7) op de afgifte van getuigschriften (verblijf, nationaliteit, laatste wilsbeschikkingen, aangifte van het huwelijk), uittreksels, model 8 van de omzendbrief van 07/10/1992, wettigingen, toelatingen, enz., van alle aard (behalve uittreksels of akteafschriften van de burgerlijke stand) al dan niet aan het zegelrecht onderworpen, ambtshalve of op aanvraag afgeleverd <ul style="list-style-type: none"> voor een enig exemplaar of voor het eerste exemplaar voor ieder bijkomend tegelijkertijd afgeleverd exemplaar 	10,00 € 5,00 €
8) opening dossiers voor vreemdelingen :	10,00 €
9) afgifte van werkvergunning	3,00 €
10) op de diensten verstrekt aan particulieren <ul style="list-style-type: none"> a) opening van dossier van tenlasteneming b) fotokopie : per stuk c) verzendingkosten 	15,00 € 0,50 € 1,00 €
11) op de afgifte van een attest aangaande een huwelijk, een sterfgeval en/of het bewijs van de aanwezigheid bij een huwelijksplechtigheid of een begrafenis	5,00 €
12) op de trouwboekjes - uitgezonderd deze uitgereikt onder het "pro Deo" regime	35,00 €
13) op de afgifte van bewijs van lijkenvervoer	20,00 €
14) op de afgifte van toelatingen <ul style="list-style-type: none"> a) waarvan het voorwerp een tijdelijk karakter heeft bals, feestelijkheden, het fotograferen of het filmen op de openbare weg of binnen de gemeentelijke lokalen b) waarvan het voorwerp een doorlopend karakter heeft : <ul style="list-style-type: none"> 1) plaatsing van containers op de openbare weg De toelating is gratis wanneer de aanvrager het bewijs levert dat de renovatiewerken aan het gebouw gesubsidieerd worden door het Brusselse Gewest 2) plaatsing op de openbare weg, de stoepen en bermen, van ladders, steigers, kranen, ladderliften en andere lifttoestellen <ul style="list-style-type: none"> - voor een duur gelijk aan of minder dan 5 dagen - voor een duur die de vijf dagen overschrijdt 	15,00 € 35,00 € 17,00 € 40,00 €
15) op de afgifte van eregetuigschriften, verschillende attesten	15,00 €

16) op de afgifte van bewijzen 240i (voor drankslijterijen)	
a) op het grondgebied van de gemeente Vorst :	
- zedelijk gedrag	15,00 €
- hygiëne	25,00 €
- zedelijk gedrag + hygiëne	40,00 €
b) buiten Vorst :	
- zedelijk gedrag	15,00 €
17) op de afgifte van ingangstoelatingen op het kerkhof met de wagen	5,00 €
18) op de afgifte van de kaart voor occasionele verkopen van persoonlijke goederen	10,00 €
19) op de afgifte van uittreksels of afschriften van aktes van de burgerlijke stand	5,00 €
20) <i>op de afgifte van een rijbewijs, evenals van een voorlopig rijbewijs, bankkaart model :</i>	25,00€

Artikel 4.

De belasting is contant betaalbaar op het ogenblik van de aanvraag van het document.

Artikel 5.

Zijn van de belasting vrijgesteld :

- a) de documenten die kosteloos door het gemeentebestuur moeten afgeleverd worden krachtens een wet, een decreet, een koninklijk besluit of ieder reglement van de overheid;
- b) de documenten afgeleverd aan behoeftigen. De behoefte van de betrokken personen wordt gebeurlijk vastgesteld door een getuigschrift uitgereikt door de burgemeester van hun woonplaats of bepaald door een ander bewijsstuk. De behoeftige moet bewijzen dat de afgeleverde documenten, stukken, inlichtingen, enz. persoonlijk op hem betrekking hebben;
- c) de toelatingen die betrekking hebben op godsdienstige, filosofische of politieke manifestaties, de toelatingen af te leveren aan weldadigheidswerken;
- d) de getuigschriften tot het bekomen van kaarten tegen verminderde prijs op het net der "Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer van Brussel";
- e) de documenten te bezorgen aan de gerechtelijke overheden, openbare besturen en gelijkgestelde inrichtingen alsook aan de instellingen van openbaar nut;
- f) de vereiste documenten voor het zoeken van werk, en hierbij inbegrepen de inschrijving voor examens en wedstrijden.
- g) de getuigschriften vermeld onder artikel 3 8) aangevraagd door bestaansminimumtrekkers en die hiervan een bewijs tonen.
- h) de toelatingen betreffende culturele manifestaties aangevraagd door vzw's of wijkcomités;
- i) ouderlijke toestemming in het kader van schoolreizen

Artikel 6.

De belasting is niet van toepassing op de uitreiking van documenten die krachtens een wet, een decreet, een koninklijk besluit of een reglement van de overheid, reeds aan de betaling van een recht ten bate van de gemeente onderworpen zijn.

Article 14

Finances - Budget ordinaire et budget extraordinaire 2013.

Monsieur Résimont commente le budget :

I. INTRODUCTION

Le Budget 2013 est marqué par la rigueur et l'austérité. Cette rigueur est dictée par la nécessité de limiter le déficit.

En réalité, la commune de Forest est en déficit de manière structurelle. En effet, depuis plus de 30 ans, la commune fonctionne, tant bien que mal, sous le régime de plan d'assainissement en plan de redressement, en plan d'austérité, en plan financier, en plan d'amélioration et en plan de gestion en raison du fait qu'il n'existe pas de véritable marge de manœuvre.

Les Recettes s'élèvent à 80.633.899 € et les dépenses à 86.191.396 €.

Le Budget ordinaire présente donc un déficit de 5.557.497 € à l'exercice propre.

Les exercices antérieurs présentent un boni de 6.350.629 €.

Le résultat des prélèvements est en déficit de 236.332 €.

Le résultat global des exercices cumulés se solde par un boni de 556.799 €.

II. LE BUDGET ORDINAIRE

A. LES RECETTES

- 1) Les recettes de prestations s'élèvent à 4.451.436 €(soit 5,52 % du total des recettes).**

**Les droits de passage des distributeurs d'énergie rapportent 1.826.315 €.
L'intervention des parents est de 324.000 € dans les repas scolaires et de 109.000 € pour les activités extrascolaires.**

Les répercussions du Contrat de Quartier Saint-Denis et la mise en place d'Agence Immobilière Sociale procurent une augmentation de recettes (197.000 €) en provenance des loyers.

2) **Les Recettes de transfert : 74.036.539 € (soit 91,82 % des recettes)**

- Il n'y a pas d'augmentation de l'impôt des personnes physiques, ni du précompte immobilier. Le taux de l'IPP est maintenu à 7% et ramène 10.899.170 € et le précompte immobilier est maintenu à 2.720 centimes et devrait rapporter 20.159.796 €.

Selon les informations issues des budgets communaux 2011 des 19 communes, le taux de l'IPP est légèrement supérieur à la moyenne régionale qui est de 6,64 % alors que le taux du PRI est très légèrement inférieur à celui de la moyenne régionale qui se situe à 2.766.

Les additionnels au précompte immobilier ont diminué d'une façon inquiétante (soit 412.573 par rapport au compte 2011).

Le revenu cadastral imposable au 1^{er} janvier 2011 s'élevait à 40.327.828 tandis qu'au 1^{er} janvier 2012, il ne se chiffrait plus qu'à 35.718.687.

La chute du montant du PRI s'explique, en grande partie, par le fait que la grande marque de construction automobile s'est organisée au plan fiscal afin de supprimer une grosse partie de la taxation sur l'outillage.

La Région a consulté un avocat afin qu'il délivre un avis juridique sur le mécanisme employé et l'Union des Villes et Communes a été saisie.

- Les taxes communales sont en progression de 980.680 € par rapport au budget initial 2012 et de plus de 3 millions par rapport au budget 2012 modifié en raison de la mise en place des horodateurs.
- La quote-part de Forest dans le Fonds des Communes est de 10.716.701 €. Ce montant est en hausse de 2,83 % par rapport au budget 2012 et représente 14,42 % des recettes de transfert.
- La dotation complémentaire, destinée à compenser les effets négatifs du calcul de la dotation générale du Fonds des Communes, qui est réservée à 4 communes est de 973.573 € contre 1.073.130 € accordés en 2012.
- L'aide régionale destinée à compenser la suppression de la taxe sur la force motrice et sur le matériel informatique est de 1.452.068 €.
- La contribution régionale visant à améliorer la situation budgétaire est inscrite, suivant les instructions à 50 % du montant, soit 1.052.716 €.
- La dotation relative à la présence de l'échevine néerlandophone est de 1.466.888 €.
- Un subside régional de 932.142 € prévu pour les augmentations barémique des agents des niveaux C, D, et E.

3) **Les recettes de la dette** : 2.145.924 € (soit 2,66 % des recettes)

- Il s'agit essentiellement des recettes provenant des dividendes des intercommunales (Interga – Interelec – Hydrobru).
- Suite à la liquidation de Holding communal, aucun dividende n'a été inscrit. Le dividende Dexia aurait dû rapporter un intérêt de 13 % (soit 210.000 € pour les actions privilégiées acquises lors de la dernière augmentation de capital pour 1.600.000 €).

Une non perception est enregistrée à concurrence de 850.000 € en ce qui concerne les dividendes historiques Dexia liés au capital de 2.390.000 €.

B. LES DEPENSES

1) **Les dépenses du personnel** : 44.369.355 € (soit 51,48 % des dépenses)

- Les crédits prévus sont calculés sur la base de l'effectif en place au 1^{er} juillet 2012 et prévoient une augmentation de 2 %. Ils prennent en compte le recrutement du gestionnaire des ressources humaines, le personnel affecté au stationnement, le personnel de la nouvelle crèche située dans la maison de l'emploi et un architecte dédié aux investissements relatifs aux bâtiments scolaires.
- Les cotisations pour alimenter le fonds de pension sont conformes à la convention existante. Cependant, la nouvelle législation assurant un financement pérenne des pensions nécessitera en cours d'année un nouvel avenant à la convention avec le Fonds de pension sur la base d'une nouvelle étude actuarielle.
- Les dépenses pour le personnel enseignant représentent 6.135.000 € et sont compensées par une recette équivalente.

2) **Les dépenses de fonctionnement** : 8.020.203 € (soit 9,31 % des dépenses)

Elles sont en accroissement de 39 % par rapport au compte 2011 alors que la circulaire régionale ne permet qu'une augmentation de 2 %. Par rapport au budget 2012, l'augmentation est de 2 %. Cette augmentation est largement couverte par des subsides ou des recettes nouvelles.

Une augmentation de près de 1.000.000 € par rapport au compte 2011 provient de l'exécution des Contrats de Quartier Pont de Luttre et Albert.

La mise en place du permis électronique et du passeport biométrique entraîne des coûts supplémentaires qui seront supportés par les demandeurs.

3) **Les dépenses de transfert : 28.954.422 € (soit 33,59 % des dépenses)**

Deux énormes postes !!!

a) **Le subside au CPAS : 13.650.000 €.**

Ce montant est identique au montant du budget 2012 modifié ; il représente 47,20 % des dépenses de transfert.

Ce subside est en augmentation de 1.653.621 € par rapport au compte 2011. Ce chiffre dépasse de 409.753 € le montant repris au plan.

Au compte 2006, la dotation était de 7.796.000 € ; elle a donc connu un accroissement de presque 6 millions (5.853.400) au cours de ces dernières années.

b) **La dotation à la zone de police : 12.158.031 €**

Ce chiffre correspond au montant prévu au plan.

Il y a une augmentation de 952.840 € par rapport au compte 2011 et une hausse de 247.857 € par rapport au budget modifié en 2012.

En 2006, la dotation était de 9.144.080 € ; elle a donc connu un accroissement de plus de 3 millions au cours de ces dernières années.

Un montant de 296.590 € est inscrit à titre de subside à l'ASBL « Forest – Centre Culturel ». Ce montant est destiné à financer les frais de personnel (226.230 €) et de fonctionnement (70.360 €). A cela, est ajoutée la valeur locative annuelle, soit 172.000 €.

4) **Les dépenses de la dette : 4.847.416 € (soit 5,62 % des dépenses)**

Comme en 2012, il sera nécessaire de recourir aux emprunts de trésorerie. Des intérêts débiteurs à concurrence de 107.000 € ont été prévus.

La charge des emprunts d'investissement est estimée à 4.102.128 €.

Le volume de la dette est en constante augmentation puisqu'au 1^{er} janvier 2013, elle sera de 32.376.587 €.

III. LE BUDGET EXTRAORDINAIRE

L'exercice propre se clôture par un boni de 3.827.886 €.

Les exercices antérieurs présentent un boni de 1.450.035 €.

Le résultat des prélèvements est un mali de 3.827.900 €.

Le résultat des exercices cumulés rapporte un boni de 1.450.021 €.

A. LES RECETTES

1) Les recettes de transfert : 16.898.049 €

Sont constituées des subsides à obtenir :

➤ Subside nouveau Contrat de Quartier « Durable Albert »	9.750.000
➤ Subsides destinés à financer les investissements	14.741.399
➤ Subsides à prélever du fonds Contrat de Quartier Pont de Luttre	- 6.057.043
➤ Subsides à prélever du fonds Contrat de Quartier Durable Albert	- 1.536.307

2) Les recettes d'investissement : 1.671.250 €

Correspondent en fait au produit de la réalisation des biens à désinvestir :

➤ Immeuble, ancienne école rue Pierre Decoster, 155	250.000
➤ Terrains, rue du Feu	120.000
• Neerstalle – Katanga	850.000
▪ Rue des Anciens Etangs	400.000
➤ Terrain Rue Georges Leclercq, 7	51.250

3) Les Recettes de la dette

Représentent le total des emprunts à contracter destinés à financer les investissements à réaliser à concurrence de 10.557.101 €.

B. LES DEPENSES

1) Les dépenses de transfert : 401.055 €

Ce sont les subsides destinés à financer les travaux de bâtiment du « BRASS » : 383.055 € et le fonds de roulement de 18.000 € pour « l'Agence Immobilière Sociale ».

2) Les dépenses d'investissement : 24.897.449 €

Il s'agit de programme d'investissement repris aux annexes qui comporte, entre autres, les gros postes suivants :

- 7.700.000 € : rénovation de l'Hôtel communal
- 2.900.000 € : aménagement des bâtiments scolaires
- 1.270.000 € : travaux de voiries
- 630.000 € : acquisition matériel informatique
- 500.000 € : réalisation d'un nouveau terrain synthétique
- 450.000 € : maintenance des bâtiments
- 380.000 € : rénovation du BRASS
- 275.000 € : équipement des crèches
- 265.000 € : parcs et plantations
- 240.000 € : renouvellement parc automobile service Travaux
- 200.000 € : cimetière

Il convient encore d'ajouter les contrats de quartier :

- Saint-Denis : 230.000 €
- Saint-Antoine : 185.000 €
- Pont de Luttre : 6.900.000 €
- Albert Durable : 1.590.000 €

3) **Les dépenses de la dette : 3.730 €**

Remplacement des titres venant à échéance.

CONCLUSIONS

I. LE CONTEXTE GENERAL

- On vit actuellement dans un climat de détérioration de l'environnement national et international.

On est entré dans une période de stagnation et de recul économique : le taux de croissance est proche de zéro (0,5 % selon les experts de l'OCDE, voir 0 % selon la Banque Nationale).

Le taux de chômage se situe à Bruxelles à plus de 20 % et l'inflation est établie à 2,6 %.

- **Les pertes d'emploi ne font que s'alourdir. Plus de 16.000 emplois ont été perdus au cours des 6 derniers mois (Duferco – Ford Genk - Arcelor Mittal – Caterpillar ; on parle de St Gobin ; les banques ING et Belfius sont des exemples dramatiques).**
- **En outre, la crise qui frappe les ménages, les entreprises et le citoyen, les exigences de l'Europe (voir Chypre) pour régler la crise de la dette, tout cela a un impact et des répercussions sur notre quotidien.**
- **Face à ce tableau sombre de dégradation économique, financière et sociale, il y a quand même quelques éléments positifs pour Forest en 2013 :**
 - **Il n'y a pas d'augmentation de l'impôt des personnes physique ni du précompte immobilier**
 - **Même si le budget présente un déficit conséquent à l'exercice propre, il se trouve quand même en léger boni aux exercices cumulés.**
 - **La population a augmenté, puisqu'au 1^{er} janvier 2013, Forest comptait pratiquement 54.000 habitants (53.962).**

II. PERSPECTIVES

- **Il faudra faire face à un double défi, d'une part le vieillissement de la population et d'autre part l'explosion démographique.**
On sait qu'en Région bruxelloise, entre 2013 et 2020, le nombre d'enfants en âge de fréquenter l'école maternelle devrait augmenter de 8.000 élèves (soit une croissance de 18 %).

Pour l'enseignement primaire, le nombre d'enfants augmenterait de 19.000 (ce qui représente une croissance de 26 %).
- **Pour rencontrer ce défi démographique, des efforts particuliers ont été consacrés aux secteurs de l'enseignement et de la petite enfance :**
 - **La crèche de la Maison de l'Emploi est construite, on attend les subsides de l'ONE.**
 - **Une nouvelle crèche devrait voir le jour fin 2014 courant 2015, dans le cadre de l'opération Divercity.**
 - **L'Ecole Arc-en-Ciel accueillera 2 classes supplémentaires en structure pavillonnaire.**
 - **La rénovation de l'Ecole 9 est en cours.**

Je terminerai sur une note plus pessimiste. A partir de 2014, la trajectoire budgétaire devrait aboutir à un mali aux exercices cumulés !!

Il convient donc, dès à présent, de s'orienter vers une série de mesures à prendre. Mais lesquelles ?

Il faut bien reconnaître que depuis des années, Forest ne cesse de prendre des mesures de redressement. Ainsi, après avoir mis en œuvre un plan de 33 mesures dont 32 ont été réalisées, il faudra recourir à l'imagination et à la collaboration de tous.

On peut cependant déjà se pencher sur les dispositions suivantes :

- ❖ **Restructurer l'administration et réorganiser les services dans le but d'assurer une meilleure productivité et un service à la population amélioré (faire plus avec moins).**
- ❖ **Renouveler l'ensemble des règlements taxes**
- ❖ **Evaluer le plan de stationnement**
- ❖ **Procéder à une chasse aux subsides plus systématique et plus intensive**
- ❖ **Activer la collaboration intercommunale afin de réaliser des économies d'échelle**
- ❖ **Solliciter davantage l'aide régionale**
- ❖ **Ensuite, peut-être, devra-t-on aborder l'épineuse question des recettes fiscales ?**

Pour finir, on se consolera en rappelant que Jules Renard disait : « Se contenter de peu d'argent, c'est aussi avoir du talent ».

Madame Gelas regrette que le budget n'a pas été remis quelques jours plus tôt aux conseillers et qu'une vraie présentation de ce budget n'a pas pu avoir lieu, avec des explications quant aux techniques de réalisation et le rappel de quelques éléments historiques qui permettraient de mieux comprendre les chiffres. Elle trouve que peu d'efforts sont faits et qu'il faut arrêter de dépenser plus qu'on gagne, qu'on est loin de tendre vers l'équilibre. Elle n'est pas du tout rassurée.

Une suspension de séance a lieu entre 21h33 et 21h50.

Madame Pâques dit que le budget reflète le désir de la majorité actuelle d'être rigoureuse quant à la bonne administration des deniers publics et que le FDF restera vigilant quant au respect des objectifs qu'il s'est fixé. Il faudra être très rigoureux et inventif.

Madame Plovie prend la parole : elle dit qu'il faudra travailler tant sur les dépenses que sur les recettes, qu'il s'agit d'un budget de transition et elle insiste sur la présentation du plan triennal avec la note d'orientation politique. ECOLO compte sur le collège pour proposer des solutions socialement justes. Elle veut une publication large de ce budget et accessible à toute la population.

Madame El Yousfi dit que malgré le déficit, le collège a consenti beaucoup d'efforts, surtout dans le domaine des bâtiments pour l'enseignement et autres. Elle rappelle aussi que le rapport de personnel supplémentaire aura une plus-value pour l'administration. Elle dit que le soutien au niveau de l'associatif demeure indispensable. Elle voudrait des négociations avec le centre de formation d'Audi pour qu'Audi participe à l'effort de remise à l'emploi de nos jeunes.

Monsieur le Bourgmestre dit que la possibilité de mettre des explications sur le budget sur le site communal et dans le journal communal sera étudiée.

Monsieur Loewenstein dit que BO secrétariat pourra aussi être utilisé pour le conseil communal, la transmission pourra donc avoir lieu plus vite.

Monsieur Résimont explique la manière dont on élabore le budget et toutes les étapes à franchir. Il explique qu'il faudra prendre beaucoup de mesures pour le budget 2014 et que nous n'avons pas aucune marche de manœuvre. Que ce sera de plus en plus difficile.

Madame Defays se demande pourquoi on a supprimé les subsides aux commerçants. Monsieur le Bourgmestre explique qu'on ne les a pas supprimés. On n'a tout simplement pas inscrit les subsides pour analyser le bien-fondé de l'octroi des subsides d'une manière plus approfondie.

Monsieur Criquelion est étonné de la faible augmentation des traitements des échevins dans le budget 2013, alors qu'il y a un échevin supplémentaire. Monsieur Résimont explique qu'il a renoncé à son traitement d'échevin du fait qu'il est retraité comme fonctionnaire. Il cumule juste la petite partie autorisée. Monsieur Criquelion se demande pourquoi le coût de la surveillance des enfants à charge des parents à augmenté de 30%. Monsieur Résimont dit qu'il faudra vérifier avec le compte 2012, car il croit que le budget 2012 a fait l'objet d'une sous-estimation. On va vérifier. Monsieur Criquelion constate aussi que le coût de l'eau, gaz et électricité diminue. Monsieur Loewenstein pense que c'est grâce à l'agent communal qui est responsable de l'audit énergétique. C'est probablement le fruit de son travail.

Monsieur Englebert rajoute que cet agent a les outils pour suivre les consommations au jour le jour ; que les montants sont ajustés. Monsieur Criquelion trouve aussi que les montants pour les horodateurs sont très élevés. Il demande quel est le rendement que le collège espère obtenir. Monsieur Englebert explique que les chiffres sont basés sur le nombre de voitures immatriculées et sur les cartes à 150 €. Il reviendra lors d'un prochain conseil avec la ventilation.

Monsieur le Bourgmestre explique aux nouveaux conseillers que les questions techniques doivent être posées en commission, ainsi le collège a le temps d'interroger les services pour apporter des réponses correctes.

Monsieur Lederer dit qu'il faut être attentif aux chiffres du plan stationnement, qu'il faut suivre cela de près. Monsieur Rongé rappelle qu'il n'est pas d'accord avec le plan de stationnement, qu'il trouve que les horodateurs ne sont pas nécessaires sur le

territoire de Forest. Il se demande quand le premier Euro va rentrer dans la caisse communale.

Le Budget 2013 est adopté par la majorité (PS, ECOLO et FDF) contre opposition (MR, CDH et Indépendant).

LE CONSEIL ;

Considérant qu'il y a lieu de voter le budget ordinaire et extraordinaire 2013 ;

DECIDE,

D'approuver le budget ordinaire et extraordinaire.

Artikel 14

Financien - Gewone en buitengewone begrotingen 2013.

De heer Résimont licht de begroting toe.

I. INLEIDING

De Begroting 2013 wordt gekenmerkt door soberheid en bezuinigingen. Deze soberheid wordt voorgeschreven door de noodzaak om het tekort te beperken.

In werkelijkheid is de gemeente Vorst op structurele wijze deficitair. Sinds meer dan 30 jaar werkt de gemeente immers zo goed en zo kwaad als het gaat onder het regime van saneringsplan naar herstelplan, naar bezuinigingsplan, naar financieel plan, naar verbeteringsplan en naar beheersplan omwille van het feit dat er geen echte manoeuvreerruimte bestaat.

De Inkomsten bedragen 80.633.899 € en de uitgaven 86.191.396 €.

De gewone begroting vertoont dus een tekort van 5.557.497 € in het lopende dienstjaar.

De vorige dienstjaren vertonen een batig saldo van 6.350.629 €.

Het resultaat van de overboekingen heeft een tekort van 236.332 €.

Het globale resultaat van de gecumuleerde dienstjaren wordt afgesloten met een batig saldo van 556.799 €.

III. DE GEWONE BEGROTING

A. DE ONTVANGSTEN

1) De prestatie-ontvangsten bedragen 4.451.436 € (hetzij 5,52 % van het totaal aan ontvangsten).

De doorgangsrechten van de energieleveranciers brengen 1.826.315 € op.
De tussenkomst van de ouders bedraagt 324.000 € voor de schoolmaaltijden en 109.000 € voor de buitenschoolse activiteiten.

De uitwerking van het Wijkcontract Sint-Denijs en de opstarting van het Sociale Verhuurkantoor zorgen voor een verhoging van de ontvangsten (197.000 €) afkomstig van het huurgeld.

2) De Overdrachtsontvangsten : 74.036.539 € (hetzij 91,82 % van de ontvangsten)

- Er is geen verhoging van de personenbelasting, noch van de onroerende voorheffing. De aanslagvoet van de PB wordt behouden op 7% en brengt 10.899.170 € in het laatje en de onroerende voorheffing wordt behouden op 2.720 centiemen en zou 20.159.796 € moeten opbrengen.

Volgens de informatie afkomstig uit de gemeentebegrotingen 2011 van de 19 gemeenten ligt de aanslagvoet van de PB iets hoger dan het gewestgemiddelde dat 6,64% bedraagt terwijl de aanslagvoet van de OV iets lager ligt dan het gewestgemiddelde dat ligt op 2.766.

De aanvullende belasting op de onroerende voorheffing is op verontrustende wijze gedaald (hetzij 412.573 ten opzichte van de rekening 2011).

Het belastbaar kadastraal inkomen op 1 januari 2011 bedroeg 40.327.828 €, terwijl het op 1 januari 2012 nog slechts 35.718.687 € bedroeg.

De daling van het bedrag van de OV wordt grotendeels verklaard door het feit dat het grote automerk maatregelen genomen heeft op fiscaal gebied teneinde een groot deel van de belastingheffing op het gereedschap te schrappen.

Het Gewest heeft een advocaat geraadpleegd om juridisch advies te krijgen over het gebruikte mechanisme en men heeft zich gewend tot de Vereniging van Steden en Gemeenten.

- De gemeentebelastingen zijn gestegen met 980.680 € ten opzichte van de oorspronkelijke begroting 2012 en met meer dan 3 miljoen ten opzichte van de gewijzigde begroting 2012 omwille van de invoering van de parkeermeters.
- Het aandeel van Vorst in het Gemeentefonds bedraagt 10.716.701 €. Dit bedrag stijgt met 2,83 % ten opzichte van de begroting 2012 en vertegenwoordigt 14,42 % van de overdrachtsontvangsten.
- De bijkomende dotatie ter compensatie van de negatieve effecten van de berekening van de gewestdotatie van het Gemeentefonds, die voorbehouden is voor 4 gemeenten, bedraagt 973.573 € tegen 1.073.130 € toegekend in 2012.
- De gewestdotatie ter compensatie van de afschaffing van de belasting op de drijfkracht en het informaticamateriaal bedraagt 1.452.068 €.

- De gewestelijke bijdrage ter verbetering van de begrotingstoestand is, volgens de voorschriften voor 50% van het bedrag, namelijk 1.052.716 €, ingeschreven.
- De dotatie voor de aanwezigheid van de Nederlandstalige schepen bedraagt 1.466.888€.
- Een gewestelijke subsidie van 932.142 € is voorzien voor de baremaverhogingen van de agenten van niveau C, D, en E.

3) De schuldontvangsten : 2.145.924 € (hetzij 2,66 % van de ontvangsten)

- Het gaat voornamelijk om ontvangsten afkomstig van de dividenden van de intercommunales (Interga – Interelec – Hydrobru).
- Als gevolg van de vereffening van de gemeentelijke Holding werd geen enkel dividend ingeschreven.
Het dividend Dexia had een interest van 13% moeten opbrengen (hetzij 210.000 € voor de bevoorrechte aandelen verworven tijdens de laatste kapitaalsverhoging voor 1.600.000 €).

Een niet-inning ten belope van 850.000 € werd geregistreerd wat betreft de historische dividenden Dexia verbonden aan het kapitaal van 2.390.000 €.

B. DE UITGAVEN

1) De personeelsuitgaven : 44.369.355 € (hetzij 51,48% van de uitgaven)

- a. De voorziene kredieten worden berekend op basis van het bestaande personeelsbestand op 1 juli 2012 en voorzien een verhoging van 2 %.
Ze houden rekening met de aanwerving van de human resources manager, het personeel voor de parkeerdienst, het personeel van het nieuwe kinderdagverblijf gelegen in het tewerkstellingshuis en een architect die zich bezighoudt met de investeringen in de schoolgebouwen.
- b. De bijdragen voor het spijzen van het pensioenfonds zijn conform met de bestaande overeenkomst.
De nieuwe wetgeving die zorgt voor een duurzame financiering van de pensioenen vergt evenwel in de loop van het jaar een nieuw aanhangsel bij de overeenkomst met het Pensioenfonds op basis van een nieuwe actuariële studie.
- c. De uitgaven voor het onderwijzend personeel vertegenwoordigen 6.135.000 € en worden gecompenseerd door een gelijkwaardige ontvangst.

2) De werkingsuitgaven : 8.020.203 € (hetzij 9,31 % van de uitgaven)

Ze zijn met 39 % gestegen ten opzichte van de rekening 2011 terwijl de gewestelijke omzendbrief slechts een verhoging van 2 % toestaat. Ten opzichte van

de begroting 2012 bedraagt de verhoging 2 %. Deze stijging is grotendeels gedekt door subsidies of nieuwe ontvangsten.

Een stijging van bijna 1.000.000 € ten opzichte van de rekening 2011 is afkomstig van de uitvoering van de Wijkcontracten Luttrebrug en Albert.

Het invoeren van het elektronische rijbewijs en van het biometrische paspoort brengt bijkomende kosten met zich mee die zullen worden gedragen door de aanvragers.

3) **De overdrachtsuitgaven** : 28.954.422 € (hetzij 33,59 % van de uitgaven)

Twee enorme posten !!!

a) **De subsidie aan het OCMW** : 13.650.000 €.

Dit bedrag is identiek aan het bedrag van de gewijzigde begroting 2012 ; het vertegenwoordigt 47,20 % van de overdrachtsuitgaven.

Deze subsidie stijgt met 1.653.621 € ten opzichte van de rekening 2011.
Dit cijfer overstijgt met 409.753 € het bedrag vermeld in het plan.

In het jaar 2006 bedroeg de dotatie 7.796.000 € ; ze heeft dus een verhoging gekend van bijna 6 miljoen (5.853.400) in de loop van deze laatste jaren.

b) **De dotatie aan de politiezone** : 12.158.031 €

Dit cijfer komt overeen met het bedrag voorzien in het plan.

Er is een verhoging van 952.840 € in vergelijking met de rekening 2011 en een stijging van 247.857 € ten opzichte van de gewijzigde begroting in 2012.

In 2006 bedroeg de dotatie 9.144.080 € ; ze heeft dus een verhoging gekend van meer dan 3 miljoen in de loop van deze laatste jaren.

Een bedrag van 296.590 € is ingeschreven als subsidie voor de VZW « Forest – Centre Culturel ». Dit bedrag is bestemd om de personeels- (226.230 €) en de werkingskosten (70.360 €) te financieren. Daaraan wordt de jaarlijkse huurwaarde toegevoegd, namelijk 172.000 €.

4) **De schulduitgaven** : 4.847.416 € (hetzij 5,62 % van de uitgaven)

Net als in 2012 moet er weer een beroep gedaan worden op thesaurieleningen.
Er werden debetinteressen ten belope van 107.000 € voorzien.

De lasten van de investeringsleningen worden geraamd op 4.102.128 €.

Het volume van de schuld neemt stelselmatig toe aangezien ze op 1 januari 2013 32.376.587 € zal bedragen.

III. DE BUITENGEWONE BEGROTING

Het eigen dienstjaar sluit af met een batig saldo van 3.827.886 €.

De vorige dienstjaren vertonen een batig saldo van 1.450.035 €.

Het resultaat van de overboekingen is een tekort van 3.827.900 €.

Het resultaat van de gecumuleerde dienstjaren brengt een batig saldo op van 1.450.021 €.

A. DE ONTVANGSTEN

1) **De overdrachtsontvangsten** : 16.898.049 €

Zijn samengesteld uit de te verkrijgen subsidies :

➤ Subsidie nieuw Wijkcontract « Duurzame Albert »	9.750.000
➤ Subsidies bestemd om de investeringen te financieren	14.741.399
➤ Subsidies op te nemen uit het fonds Wijkcontract Luttrebrug	- 6.057.043
➤ Subsidies op te nemen uit het fonds Duurzaam Wijkcontract Albert	- 1.536.307

2) **De investeringsontvangsten** : 1.671.250 €

Komen in feite overeen met de opbrengst van de realisatie van de te desinvesteren goederen :

➤ Gebouw, voormalige school Pierre Decosterstraat, 155	250.000
➤ Terreinen, Vuurstraat	120.000
• Neerstalle – Katanga	850.000
▪ Oude Vijversstraat	400.000
➤ Terrein Georges Leclercqstraat, 7	51.250

3) **De schuldontvangsten**

Vertegenwoordigen het totaal aan te onderschrijven leningen bestemd om de uit te voeren investeringen te financieren ten belope van 10.557.101 €.

B. DE UITGAVEN

1) De overdrachtsuitgaven : 401.055 €

Het zijn de subsidies bestemd om de werken aan het gebouw « BRASS » te financieren : 383.055 € en het werkingsfonds van 18000 € voor « het Sociale Verhuurkantoor ».

2) De investeringsuitgaven : 24.897.449 €

Het betreft het investeringsprogramma opgenomen in de bijlagen dat ondermeer de volgende grote posten omvat :

- 7.700.000 € : renovatie van het Gemeentehuis
- 2.900.000 € : inrichting van de schoolgebouwen
- 1.270.000 € : wegenwerken
- 630.000 € : aankoop van informaticamateriaal
- 500.000 € : aanleg van een nieuw synthetisch terrein
- 450.000 € : onderhoud van de gebouwen
- 380.000 € : renovatie van BRASS
- 275.000 € : uitrusting van de kinderdagverblijven
- 265.000 € : parken en beplantingen
- 240.000 € : hernieuwing wagenpark dienst Werken
- 200.000 € : kerkhof

Hieraan moeten nog de wijkcontracten toegevoegd worden :

- Sint-Denijs : 230.000 €
- Sint-Antonius : 185.000 €
- Luttrebrug : 6.900.000 €
- Duurzame Albert : 1.590.000 €

3) De schulduitgaven : 3.730 €

Vervanging van de effecten die gaan vervallen.

CONCLUSIES

III. DE ALGEMENE CONTEXT

- We leven momenteel in een klimaat van verval van de nationale en internationale context.

We bevinden ons in een periode van malaise en economische achteruitgang : het groeipercentage ligt dicht bij nul (0,5 % volgens de deskundigen van de OESO, en zelfs 0 % volgens de Nationale Bank).

De werkloosheid in Brussel bedraagt meer dan 20 % en de inflatie is vastgesteld op 2,6 %.

- Er gaan alsmaar meer banen verloren. Meer dan 16.000 banen werden geschrapt in de loop van de laatste 6 maanden (Duferco – Ford Genk - Arcelor Mittal – Caterpillar ; men spreekt over St Gobin ; de banken ING en Belfius zijn dramatische voorbeelden).
- Bovendien is er de crisis die klappen uitdeelt aan de gezinnen, de ondernemingen en de burger, de eisen van Europa (zie Cyprus) om de schuldcrisis te betalen, dit alles heeft een impact en gevolgen voor ons dagelijkse leven.
- Tegenover dit sombere tafereel van economische, financiële en sociale achteruitgang zijn er in 2013 toch enkele positieve elementen voor Vorst:
 - Er is geen verhoging van de personenbelasting noch van de onroerende voorheffing.
 - Ook al vertoont de begroting een aanzienlijk tekort op het eigen dienstjaar, toch heeft ze een licht batig saldo op de gecumuleerde dienstjaren.
 - Er is een toename van de bevolking, aangezien Vorst op 1 januari 2013 bijna 54.000 inwoners (53.962) telde.

IV. PERSPECTIEVEN

- We zullen het hoofd moeten bieden aan een dubbele uitdaging, enerzijds de veroudering van de bevolking en anderzijds de demografische explosie.

We weten dat in het Brusselse gewest, tussen 2013 en 2020, het aantal kinderen dat de leeftijd zal hebben om naar de kleuterschool te gaan, zou moeten stijgen met 8.000 leerlingen (hetzij een groei van 18 %).

In het basisonderwijs zou het aantal kinderen stijgen met 19.000 (wat een groei van 26 % betekent).

- **Om deze demografische uitdaging aan te gaan, werden bijzondere inspanningen geleverd in de sector van het onderwijs en van kleine kinderen :**
 - **Het kinderdagverblijf van het Teverkstellingshuis is gebouwd, we wachten op de subsidies van de ONE.**
 - **Een nieuw kinderdagverblijf zou eind 2014 – in de loop van 2015 het daglicht moeten zien, in het kader van de operatie Divercity.**
 - **De school Arc-en-Ciel onthaalt 2 bijkomende klassen in paviljoenen.**
 - **School 9 wordt momenteel gerenoveerd.**

Ik zal afsluiten op een meer pessimistische noot. Vanaf 2014 zou het begrotingstraject moeten eindigen met een tekort op de gecumuleerde dienstjaren !!

We moeten dus onmiddellijk werk maken van een reeks te treffen maatregelen. Maar welke ?

We moeten wel degelijk erkennen dat Vorst sinds jaren onophoudelijk herstelmaatregelen treft. Nadat er een plan met 33 maatregelen opgezet werd, waarvan er 32 uitgevoerd werden, zullen we onze toeloop moeten nemen tot de verbeelding en de samenwerking met iedereen.

We kunnen ons echter reeds buigen over de volgende bepalingen :

- ❖ **Het bestuur herstructureren en de diensten reorganiseren met als doel een betere productiviteit en een verbeterde dienst aan de bevolking te verzekeren (meer doen met minder).**
- ❖ **Alle belastingreglementen hernieuwen**
- ❖ **Het parkeerplan evalueren**
- ❖ **Overgaan tot een meer systematische en intensieve jacht op subsidies**
- ❖ **De intercommunale samenwerking activeren teneinde schaalbesparingen te realiseren**
- ❖ **Meer gewestelijke hulp vragen**
- ❖ **Vervolgens moeten we misschien de netelige kwestie van de belastinginkomsten aansnijden ?**

Om te eindigen, troosten we ons met de woorden van Jules Renard : « Se contenter de peu d'argent, c'est aussi avoir du talent » - Tevreden zijn met weinig geld, is ook een talent.

Mevrouw Gelas betreurt het feit dat de begroting niet enkele dagen vroeger aan de gemeenteraadsleden werd voorgelegd en dat een echte voorstelling van de begroting niet mogelijk was, waarin de realisatietechnieken zouden uitgelegd worden, met enkele historische elementen die zouden toelaten om de cijfers beter te begrijpen. Ze vindt dat er weinig inspanningen geleverd zijn en dat met moet stoppen met meer uit te geven dat datgene wat men verdient, dat we ver van het bereiken van het evenwicht zijn. Ze is helemaal niet gerustgesteld.

De zitting wordt opgeschort van 21u.33 tot 21u.50

Mevrouw Pâques zegt dat deze begroting bewijst dat de meerderheid strikt wil zijn wat betreft het goed beheer van de openbare fondsen. De FDF zal er strikt op toezien dat zijn objectieven worden nageleefd. Men zal strikt en inventief moeten zijn.

Mevrouw Plovie neemt het woord. Ze zegt dat er zowel aan de uitgaven als aan de inkomsten gewerkt moet worden. Het betreft hier een “overgangsbegroting”. Ze dringt aan op het driejarenplan en de politieke oriëntatienota. ECOLO rekent erop dat het college maatregelen zal nemen die sociaal correct zijn en wenst dat deze begroting wijd en op een toegankelijke manier verspreid wordt.

Mevrouw El Yousfi vindt dat ondanks het begrotingstekort, het college veel inspanningen heeft geleverd, en dit vooral op gebied van de schoolgebouwen en andere gebouwen en dat de toename in personeel een meerwaarde zal betekenen voor het bestuur. Ze zegt ook dat het ondersteunen van de associatieve sector onontbeerlijk blijft. Ze wenst dat er overleg wordt gepleegd met Audi opdat zij hun vormingscentrum ten dienst zouden stellen van onze werkloze jongeren.

De heer Burgemeester zegt dat de mogelijkheid onderzocht zal worden om uitleg over de begroting op de gemeentelijke website en in het gemeentelijk informatieblad te zetten.

De heer Loewenstein zegt dat BO secretariaat ook ter beschikking zal staan van de gemeenteraadsleden, de gegevens zullen dan vlugger kunnen worden overgemaakt.

De heer Résimont legt uit hoe een begroting wordt opgesteld en de verschillende stappen die moeten overbrugd worden. Hij zegt dat we voor de begroting 2014 veel maatregelen moeten nemen, dat we geen speling hebben. Het zal steeds moeilijker zal worden. Mevrouw Defays stelt de vraag waarom men de subsidies aan de handelaars heeft afgeschaft. De Burgemeester antwoordt dat ze niet werden afgeschaft, maar dat ze op dit moment nog niet ingeschreven zijn omdat men de gegrondheid van de toekenning beter wil analyseren.

De heer Criquelion is verbaasd over de kleine verhoging in de loonkost van de schepenen ondanks het feit dat er een schepen meer is. De heer Résimont legt uit dat hij als gepensioneerde ambtenaar slecht het kleine gedeelte dat hij mag cumuleren ontvangt.

De heer Criquelion vraagt uitleg over de verhoging van 30 % ten laste van de ouders in het naschoolse toezicht. De heer Résimont zegt dat men zal moeten kijken naar de rekening 2012. Hij denkt dat de begroting 2012 onderschat werd. We gaan nakijken.

De heer Criquelion stelt ook vast dat de kosten van water-gas-en elektriciteitsverbruik naar beneden gaan. De heer Loewenstein legt uit dat het bestuur een persoon heeft aangeworven om een energieaudit uit te voeren. Dit werpt zijn vruchten af. De heer Englebert voegt eraan toe dat deze persoon over de middelen beschikt om dagdagelijks het verbruik op te volgen en dat de cijfers dus worden aangepast.

De heer Criquelion vindt dat de bedragen die voor de parkeermeters ingeschreven werden, hoog zijn. Hij vraagt zich af op welk rendement het college hoopt. De heer Englebert antwoordt dat de cijfers gebaseerd zijn op het aantal ingeschreven voertuigen en op de kaarten à 150 €. Hij zal op een volgende gemeenteraad de ventilatie uitleggen.

De heer Burgemeester legt aan de nieuwe gemeenteraadsleden uit dat het beter is om de technische vragen tijdens de commissies te stellen, alzo hebben de leden van het college de kans om zich in te lichten bij de diensten en kunnen ze correct antwoorden.

De heer Lederer zegt dat men aandachtig moet zijn voor de cijfers van het parkeerplan, dat men dat van dichtbij moet opvolgen.

De heer Rongé herinnert dat hij niet akkoord gaat met het parkeerplan, dat hij van mening is dat er geen parkeermeters nodig zijn op het grondgebied van Vorst. Hij vraagt zich af wanneer de eerste Euro in de gemeentekas zal binnenkomen.

De begroting 2013 wordt goedgekeurd door meerderheid (PS, ECOLO en FDF) tegen oppositie (MR, CDH en Onafhankelijke).

DE RAAD,

Overwegende dat men moet overgaan tot de stemming van de gewone en buitengewone begroting 2013 ;

BESLIST :

De gewone en buitengewone begrotingen zijn door de Raad aanvaard.

Les points concernant les Cultes sont adoptés par les groupes PS, FDF, ECOLO et MR. Ces quatre groupes suivent l'avis de l'administration. Le groupe CDH émet un avis favorable pour tous les points concernant les Fabriques d'Eglise.

De punten betreffende de Erediensten worden goedgekeurd door de groepen PS, FDF, ECOLO en MR. Deze vier groepen volgen het advies van de administratie. De groep CDH geeft een gunstig advies voor alle punten betreffende de kerkfabrieken.

Article 15

FI/ # FINANCES - Communauté Israélite Libérale BETH HILLEL - Compte
2012. #

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte 2012 de la Communauté Israélite Libérale BETH HILLEL, arrêté comme suit par le conseil de la Communauté :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	34.950,00 €	5.984,13 €	40.934,13 €
DEPENSES	32.942,59 €	-	32.942,59 €

EXCEDENT 7.991,54 €

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2012 de la Communauté Israélite Libérale BETH HILLEL.

Artikel 15

FINANCIËN - Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL - Rekening 2012.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18/07/02 en 19/02/04, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken ;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 ;

Gelet op de rekening 2012 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL, als volgt vastgesteld door de Gemeenschapsraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	34.950,00 €	5.984,13 €	40.934,13 €
UITGAVEN	32.942,59 €	-	32.942,59 €

OVERSCHOT: 7.991,54 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2012 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL.

Article 16

FINANCES - Fabrique de l'Eglise Jésus-Travailleur - Compte 2011.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte 2011 de la Fabrique de l'Eglise Jésus-Travailleur, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	9.926,77 €	17.219,94 €	27.146,71 €
DEPENSES	23.275,76 €	-	23.275,76 €

EXCEDENT : 3.870,95 €

Conformément à l'article 14 de la loi du 4 mars 1870, l'examen des documents comptables est effectué par l'administration communale de Saint-Gilles, siège de l'Eglise ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2011 de la fabrique de l'Eglise Jésus-Travailleur.

Artikel 16

FI/ # FINANCIEN - Kerkfabriek van Jezus-Arbeider - Rekening 2011. #
DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18/07/02 en 19/02/04, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken ;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 ;

Gelet op de rekening 2011 van de Kerkfabriek van Jezus-Arbeider, als volgt vastgesteld door de Kerkraad :

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	9.926,77 €	17.219,94 €	27.146,71 €
UITGAVEN	23.275,76 €	-	23.275,76 €

OVERSCHOT : 3.870,95 €

Gelet op artikel 14 van de wet van 4 maart 1870 worden de kasbescheiden door het gemeentebestuur van Sint-Gillis, zetel van de kerk, onderzocht;

BESLIST :

Een gunstig advies uit te brengen aangaande de goedkeuring van de rekening 2011 van de Kerkfabriek van Jezus-Arbeider.

Article 17

FINANCES - Fabrique de l'Eglise Saint-Denis - Budget 2013.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2013 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Denis, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	74.803,05 €	138.554,54 €	213.357,59 €
DEPENSES	61.270,00 €	152.087,59 €	213.357,59 €

BALANCE

L'équilibre budgétaire est obtenu sans intervention communale pour les frais ordinaires du culte ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2013 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Denis.

Artikel 17

FINANCIËN - Kerkfabriek van Sint-Denijs - Begroting 2013.
DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken ;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 ;

Gelet op de begroting 2013 van de Kerkfabriek van Sint-Denijs, als volgt vastgesteld door de Bestuursraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	74.803,05 €	138.554,54 €	213.357,59 €
UITGAVEN	61.270,00 €	152.087,59 €	213.357,59 €

EVENWICHT

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen zonder gemeentelijke tussenkomst voor de gewone kosten van de eredienst;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2013 van de Kerkfabriek van Sint-Denijs.

Article 18

Marchés Publics - Remplacement d'une chaudière rue de Belgrade 78 (2ème étage) - 2013-F-001 - Application de l'article 249 NLC - Admission de la dépense.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services notamment l'article 17 § 2 1^oa) ainsi que ses arrêtés d'application ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 28 février 2013 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché relatif au remplacement d'une chaudière, rue de Belgrade 78 (2^{ème} étage) conformément à l'article 17 § 2 1^oa) de la loi du 24 décembre 1993 ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le Conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins, lors de sa décision du 28 février 2013 ;

DECIDE :

Art 1 : De prendre acte de la décision du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 28 février 2013, décidant :

- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « Remplacement d'une chaudière, Rue de Belgrade 78 (2^{ème} étage) – 2013-F-001 », conformément à l'article 17 §2 1^o a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics ;
- de faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible ;
- de désigner la société Sanistock, Rue Van Schoorstraat 86 à 1030 Bruxelles pour la réalisation de ce marché ;
- d'inscrire la dépense de 800,00 € à l'article 922/724-60 du service extraordinaire du budget 2013 ;
- de financer la dépense par un emprunt ;

Art 2 : D'admettre la dépense de 800,00 € TVAC relative au présent marché, de l'inscrire à l'article 922/724-60 du service extraordinaire du budget 2013 et de la financer par un emprunt.

Artikel 18

Overheidsopdrachten - Vervanging van een verwarmingsketel Belgradostraat 78 (2de verdieping) - 2013-F-001 - Toepassing van artikel 249 van de NGW - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid artikel 17 §2 1° a) evenals haar toepassingsbesluiten ;

Gelet op artikel 249 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 28 februari 2013 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « Vervanging van een verwarmingsketel, Belgradostraat 78 (2de verdieping) – 2013-F-001 », conform artikel 17 § 2 1° a) van de wet van 24 december 1993 ;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door een lening ;

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het college van burgemeester en schepenen in zijn beslissing van 28 februari 2013;

BESLIST :

Art 1 : Akte te nemen van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 28 februari 2013, waarin beslist werd om ;

- te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « Vervanging van een verwarmingsketel, Belgradostraat 78 (2de verdieping) – 2013-F-001 », conform artikel 17 § 2 1° a) van de wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten ;
- artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorspelbare noodzaak ;
- de firma Sanistock, Van Schoorstraat 86, 1030 Brussel aan te duiden voor de uitvoering van deze opdracht ;
- de uitgave van 800,00 € incl. BTW in te schrijven op artikel 922/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2013 ;
- de uitgave te financieren door een lening ;

Art 2 : In te stemmen met de uitgave van 800,00 € incl. BTW met betrekking tot de huidige opdracht, ze in te schrijven op artikel 922/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2013 en ze door een lening te financieren.

Article 19

Marchés Publics - Extension de l'Ecole Communale Arc-en-ciel: fourniture et placement de 2 classes préfabriquées - 2012-F-036 - Modification du mode de financement - Décision de principe - Information.

Monsieur Loewenstein précise que les classes seront opérationnelles à la rentrée des classes en septembre.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1^oa) ainsi que ses arrêtés d'application ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège du 12 juillet 2012 prise en vertu de l'article 234 al. 3 de la NLC approuvant le choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « Extension de l'Ecole communale Arc-en-ciel : fourniture et placement de 2 classes préfabriquées - 2012-F-036 », d'un montant estimé de 66.550,00 €, 21% de TVA comprise et de financer la dépense par un subside estimé à 70% du montant global des travaux et le solde par un emprunt ;

Vu la décision du Collège du 23 août 2012 de revoir sa décision du 12 juillet 2012 quant au montant de l'estimation fixé à 78.650,00 €, 21% TVAC et de financer la dépense par un subside (70% du montant global des travaux) et le solde par un emprunt ;

Vu la décision du Collège du 22 novembre 2012 de porter le montant estimé du marché à 81.000,00 €, 21% TVAC, et d'attribuer le marché à la société Pavillons Degotte, sise Parc Industriel des Hauts-Sarts à 4040 Herstal, pour le montant d'offre négocié de 66.690,00 € HTVA ou de 80.694,90 €, 21% TVAC ;

Vu la notification à l'adjudicataire le 6 décembre 2012 ;

Considérant que, dans le cadre de l'appel à projets lancé aux communes par la Région de Bruxelles-Capitale, un dossier de candidature a été introduit, en date du 3 octobre 2011, auprès de l'Administration des pouvoirs locaux, en vue de son intervention comme pouvoir subsidiant pour la réalisation d'une construction préfabriquée sur le site de l'école Arc-en-ciel, sis 40 avenue du Globe ;

Considérant l'incertitude existante quant à l'octroi de ces subsides (estimés à 70% du montant global des travaux mais plafonnés à 279.510,00 €), vu les modifications profondes apportées à l'ampleur du projet initial et les réserves exprimées à ce sujet par la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'urgence des travaux et la nécessité de réaliser, dans les meilleurs délais, des classes supplémentaires en raison de l'expansion démographique ;

Considérant que le crédit permettant la dépense de 80.694,90 €, 21% TVAC, est disponible à l'article 7201/725-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2012 ;

Vu la décision du Conseil communal du 6 décembre 2011 de solliciter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (F.R.B.R.T.C.) un prêt d'investissement pour un montant de 848.141,00 € et d'approuver le texte de la convention ;

Vu la décision du Collège 15 mars 2012 arrêtant la liste des investissements inscrits au budget initial 2012 qui seront financés par le prêt de 848.141,00 €, c'est-à-dire les investissements repris à la fonction 7201 avec une durée d'amortissement supérieure ou égale à 20 ans ;

Vu la décision du Collège 31 janvier 2013 de poursuivre le projet relatif à la fourniture et au placement de 2 classes préfabriquées et de financer la dépense par l'emprunt de 848.141,00 € octroyé par le F.R.B.R.T.C. à la commune de Forest ;

Considérant que conformément à l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, le conseil communal doit être informé des décisions prises par le collège des bourgmestre et échevins, en matière du choix du mode de passation et de fixation des conditions des marchés publics, traités par procédure négociée sans publicité en application de l'art. 17, par. 2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993 ;

DECIDE:

Art 1 : De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 31 janvier 2013 de poursuivre le projet relatif à la fourniture et au placement de 2 classes préfabriquées et de financer la dépense par l'emprunt de 848.141,00 € octroyé par le F.R.B.R.T.C. à la commune de Forest ;

Artikel 19

Overheidsopdrachten - Uitbreiding van de gemeenteschool Arc-en-ciel: levering en plaatsing van 2 prefabklassen - 2012-F-036 - Wijziging van de financieringswijze - Principe-akkoord - Kennisgeving.

De heer Loewenstein preciseert dat de klassen operationeel zullen zijn bij het begin van het nieuwe schooljaar in september.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1^oa) evenals haar toepassingsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3^{de} lid van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 12 juli 2012 genomen krachtens artikel 234, 3de lid van de NGW tot goedkeuring van de keuze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « Uitbreiding van de gemeenteschool Arc-en-ciel: levering en plaatsing van 2 prefabklassen - 2012-F-036 », voor een bedrag geraamd op 66.550,00 €, 21% BTW inbegrepen, en de uitgave te financieren door een subsidie geraamd op 70% van het globale bedrag van de werken en het saldo door een lening ;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 23 augustus 2012 om zijn beslissing van 12 juli 2012 te herzien wat betreft het bedrag van de raming vastgesteld op 78.650,00 €, 21% BTW inbegrepen, en de uitgave te financieren door een subsidie (70% van het totaalbedrag van de werken) en het saldo door een lening ;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 22 november 2012 om het bedrag van de raming van de opdracht te brengen op 81.000,00 €, 21% BTW inbegrepen, en de opdracht toe te kennen aan de firma Pavillons Degotte, gelegen Parc Industriel des Hauts-Sarts te 4040 Herstal, voor het onderhandelde offertebedrag van 66.690,00 € excl. BTW of van 80.694,90 €, 21% BTW inbegrepen ;

Gelet op de betekening aan de opdrachtnemer op 6 december 2012 ;

Overwegende dat, in het kader van de projectoproep gelanceerd aan de gemeenten door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op datum van 3 oktober 2011, een kandidatuursdossier werd ingediend bij het Bestuur der plaatselijke besturen, met het oog op zijn tussenkomst als subsidiërende overheid voor de uitvoering van een prefabgebouw op de site van de school Arc-en-ciel, gelegen Globelaan 40 ;

Overwegende de huidige onzekerheid wat betreft de toekenning van deze subsidies (geraamd op 70% van het globale bedrag van de werken maar geplafonneerd op 279.510,00 €), gezien de diepgaande wijzigingen aangebracht aan de omvang van het oorspronkelijke project en het voorbehoud dat hierover uitgedrukt werd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de hoogdringendheid van de uit te voeren werken en de noodzaak om binnen de best mogelijke termijnen bijkomende klassen te bouwen gezien de bevolkingsgroei ;

Overwegende dat het krediet voor de uitgave van 80.694,90 €, 21% BTW inbegrepen, beschikbaar is op artikel 7201/725-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012 ;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 6 december 2011 om aan het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijk Thesaurieën (B.G.H.G.T.) een investeringslening te vragen voor een bedrag van 848.141,00 € en de tekst van de overeenkomst goed te keuren ;

Gelet op de beslissing van het College van 15 maart 2012 tot vaststelling van de lijst van investeringen ingeschreven in de oorspronkelijke begroting 2012 die gefinancierd zullen worden door de lening van 848.141,00 €, namelijk de investeringen vermeld in de functie 7201 met een aflossingsduur van meer dan of gelijk aan 20 jaar ;

Gelet op de beslissing van het College van 31 januari 2013 om het project voort te zetten betreffende de levering en plaatsing van 2 prefabklassen en de uitgave te financieren door een lening van 848.141,00 € toegekend door het B.G.H.G.T aan de gemeente Vorst ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234, 3^{de} lid van de nieuwe gemeentewet, de Gemeenteraad op de hoogte gebracht moet worden van de beslissingen die door het college van burgemeester en schepenen worden genomen inzake de keuze van de gunningswijze en de vastlegging van de lastvoorwaarden van de overheidsopdrachten die behandeld worden via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 17 § 2.1^oa) van de wet van 24 december 1993;

BESLIST:

Art. 1 : Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 31 januari 2013 om het project voort te zetten betreffende de levering en plaatsing van 2 prefabklassen en de uitgave te financieren door een lening van 848.141,00 € toegekend door het B.G.H.G.T aan de gemeente Vorst.

Article 20

Instruction publique - asbl MARGE - Approbation des comptes 2011-2012.

Madame Gelas dit que son groupe s'abstient étant donné le fait que les conseillers n'ont pas eu le temps de consulter les comptes.

LE CONSEIL,

Vu la convention entre la Commune de Forest et l'asbl M.A.R.G.E., entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010 (C.C. 24/11/2009) ;

Vu l'article 3 de la dite convention qui stipule en son article 5 : « *la Commune attribue à l'asbl, sous réserve de l'approbation de son budget annuel par le Conseil communal, un subside annuel de fonctionnement en numéraire de septante-cinq mille euros (75.000,00-€) indexé chaque année de 2%* » ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'approbation des comptes de l'asbl ;

Vu le rapport du réviseur d'entreprise « B.S.T. sprl » du 4 février 2013, joint au dossier ;

Considérant qu'il ressort du rapport que « la comptabilité est tenue et les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique » ;

Considérant que les comptes de l'asbl tels qu'arrêtés au 31 août 2012 se présentent comme suit :

Dépenses : 57.512,68 €
Recettes : 78.939,09 €

Considérant que 24.079,23 € de dépenses supplémentaires ont été engagées pour l'exercice 2012 mais n'étaient pas encore payées à la date de clôture des comptes ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation des comptes de 2011-2012 de l'asbl MARGE, tels que joints au dossier.

Artikel 20

Openbaar onderwijs - vzw M.A.R.G.E. - Goedkeuring van de rekening 2011-2012.

Mevrouw Gelas zegt dat, aangezien de gemeenteraadsleden niet de tijd hebben gehad om de rekeningen na te kijken, de groep MR zich onthoudt.

DE RAAD,

Gelet op de overeenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw M.A.R.G.E., in werking getreden op 1 januari 2010 (G.R. 24/11/2009) ;

Gelet op artikel 3 van bovenvermelde overeenkomst die in artikel 5 vermeldt *“de Gemeente kent aan de VZW, onder voorbehoud van de goedkeuring van zijn jaarlijkse begroting van de Gemeenteraad, een jaarlijkse werkingsubsidie toe van vijfenzeventig duizend euro (75.000,-€) die ieder jaar met 2% wordt geïndexeerd”* ;

Overwegende dat het aangewezen is om de rekeningen van de vzw goed te keuren ;

Gelet op het verslag van de bedrijfsrevisor “B.S.T. bvba” van 4 februari 2013, toegevoegd aan het dossier ;

Overwegende dat uit het verslag blijkt dat *“de boekhouding gevoerd en de jaarrekeningen opgemaakt worden overeenkomstig de wettelijke en de reglementaire bepalingen van toepassing in België”* ;

Overwegende dat de rekeningen van de vzw zoals vastgesteld op 31 augustus 2012 zich als volgt voordoen :

Uitgaven : 57.512,68 €

Inkomsten : 78.939,09 €

Overwegende dat 24.079,23 € aan bijkomende uitgaven werden aangegaan in het dienstjaar 2012 maar nog niet betaald waren op de afsluitingsdatum van de rekeningen ;

BESLIST :

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekeningen 2011-2012 van de vzw M.A.R.G.E., zoals toegevoegd aan het dossier.

Article 21

Population - Permis de conduire modèle carte bancaire - Achat de matériel - Marché - Mode de passation - Application de l'article 249 al.1 de la NLC - Prise d'acte.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service (particulièrement l'article 17 § 2 – 1^of) ainsi que ses arrêtés d'applications ;

Vu l'article 249 al.1 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 17 janvier 2013 faisant choix de la procédure négociée en vertu de l'article 17§2 1^of) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service pour le marché relatif au "Permis de conduire modèle de carte - Achat de matériel, installation et maintenance";

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Considérant que conformément à l'article 249 al.1 de la nouvelle loi communale, le conseil communal admet la dépense pourvue par le collège des bourgmestre et échevins, lors de sa décision du 17 janvier 2013 ;

DECIDE,

de prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 17 janvier 2013, décidant :

- de choisir la procédure négociée en vertu de l'article 17§2 1^of) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service pour le marché ayant pour objet "Permis de conduire modèle de carte -Achat de matériel, installation et maintenance";
- de faire application de l'article 249 al.1 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible ;
- de désigner la firme ADEHIS s.a. sise rue de Néverlée 12 à 5020 Namur, seul fournisseur exclusif du logiciel Saphir et compatible avec la nouvelle application Mercurius et selon son offre de prix du 20.12.2012 ;

- d'inscrire la dépense relative à l'acquisition et au placement du matériel, estimée à 2000 € HTVA à l'article 104/742/53 du service extraordinaire du budget 2013 ;
- d'inscrire la dépense relative à la maintenance, soit estimée à 320 € / an, pour les 3 kits (soit 1600€ HTVA/5 ans) à l'article 104/123/13 du service ordinaire du budget 2013;
- de financer la dépense par un emprunt ;

Artikel 21

Bevolking - Rijbewijs in bankkaartmodel - Aankoop van materiaal - Opdracht - wijze van gunning - Toepassing van artikel 249, 1^{ste} lid, van de NGW - Akteneming.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (inzonderheid artikel 17 § 2 – 1^of) evenals haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op artikel 249, 1^{ste} lid, van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 17 januari 2013 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17§2 1^of) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten voor de opdracht betreffende "Rijbewijs in bankkaartmodel –Aankoop van materiaal, installatie en onderhoud”;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door een lening ;

Overwegende dat in overeenstemming met artikel 249, 1^{ste} lid, van de nieuwe gemeentewet, de gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het college van burgemeester en schepenen in zitting van 17 januari 2013;

BESLIST,

Akte te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 17 januari 2013, waarin besliste werd om

- Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17§2 1^of) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en voor de opdracht met als voorwerp "Rijbewijs in bankkaart model -Aankoop van materiaal, installatie en onderhoud";
 - Artikel 249, 1^{ste} lid, van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorspelbare noodzaak;
 - De firma ADEHIS n.v. ,gelegen rue de Néverlée 12 te 5020 Namen, enige exclusieve leverancier van de software Saphir en compatibel met de nieuwe toepassing Mercurius aan te duiden en volgens zijn prijs offerte van 20.12.2012 ;
 - De uitgave met betrekking tot de aankoop en plaatsing van het materiaal, geraamd op 2000 € excl. BTW in te schrijven op artkel 104/742/53 van de buitengewone dienst van de begroting 2013 ;
 - De uitgave met betrekking tot het onderhoud, geraamd op 320 € / jaar, voor de 3 kits (hetzij 1600€ excl. BTW/5 jaar) in te schrijven op artikel 104/123/13 van de gewone dienst van de begroting 2013;
 - De uitgave te financieren door een lening ;

Une motion concernant le gaspillage alimentaire est adoptée à l'unanimité. Cette motion est le fruit d'un consensus entre tous les groupes politiques.

Monsieur le Bourgmestre dit que c'est un bel exemple de collaboration constructif entre majorité et opposition.

Motion relative à la limitation du gaspillage alimentaire et au soutien aux associations actives dans l'aide alimentaire

Déposée par Nadia EL YOUSFI (Cheffe Groupe PS), Evelyne HUYTEBROECK (Cheffe Groupe Ecolo), Christophe NOCENT (Chef Groupe FDF), Catherine van Zeeland (Cheffe Groupe CDH) et Isabelle GELAS (Cheffe Groupe MR)

Considérant que la crise économique qui affecte une grande partie de la population belge et bruxelloise est particulièrement dévastatrice parmi les catégories sociales les plus précaires. De nombreuses personnes doivent recourir aux aides des banques alimentaires ou d'associations caritatives. Mais les moyens de celles-ci, souvent constitués de dons en nature, ne suffisent plus à satisfaire la demande sociale croissante; Considérant que toutes les grandes surfaces de distribution se retrouvent régulièrement face à des produits encore parfaitement consommables mais qu'ils ne peuvent plus ou ne désirent plus commercialiser (produits frais ou semi-frais avec date de durabilité trop rapprochée, invendus, emballages abîmés...);

Considérant qu'il existe localement des associations caritatives, notamment certaines qui sont affiliées par convention à la «Banque alimentaire Bruxelles-Brabant asbl», organisées de façon à pouvoir redistribuer rapidement ces invendus consommables auprès des plus démunis, dans le respect des normes actuelles en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire;

Considérant que plusieurs communes en Belgique encouragent déjà les grands distributeurs à céder leurs invendus alimentaires, dans le respect des normes d'hygiène et de sécurité établies;

Considérant que réduire les gaspillages des produits alimentaires est moralement justifié et socialement utile;

Considérant que l'incitation des surfaces de distribution alimentaire à céder leurs invendus alimentaires plutôt que de les détruire est une mesure relevant de l'intérêt général;

Considérant que ces moyens nouveaux attribués à la solidarité envers les démunis ne fragilisent aucunement la position commerciale des sociétés distributrices concernées; Considérant que privilégier un cycle court en termes de récupération d'invendus alimentaires s'impose afin de pouvoir éviter des frais de transports inutiles;

Considérant qu'il est essentiel de mettre en place des mesures pour soutenir l'aide alimentaire et réduire le gaspillage alimentaire, avec pour objectifs :

- De permettre à celles et ceux qui en ont besoin de bénéficier des invendus alimentaires encore consommables;

- De réduire la pression environnementale liée à la production de ressources alimentaires non consommées;

Considérant que pour que les Autorités publiques puissent prendre de telles mesures, il importe qu'elles disposent d'informations relatives à la manière dont sont traités les invendus alimentaires et aux besoins des banques alimentaires, associations caritatives actives dans le secteur du don alimentaire et entreprises d'économie sociale qui reconditionnent les produits;

Le Conseil communal :

Demande aux services communaux de réaliser une enquête sur le territoire communal :

- Permettant d'identifier ce qu'il advient des invendus alimentaires des grandes et moyennes surfaces de distribution ainsi que des entreprises agro-alimentaires situées sur le territoire communal;
- Si possible, visant à indiquer la composition des invendus alimentaires : types d'aliments et quantités concernées ainsi que la qualité de ces aliments;
- Permettant d'identifier des initiatives existant sur le territoire communal en matière de redistribution;
- Permettant d'identifier les besoins des banques alimentaires, des associations caritatives pratiquant le don alimentaire et des entreprises d'économie sociale qui reconditionnent les besoins alimentaires, tant en ce qui concerne la fourniture de denrées alimentaires que la logistique (transport et stockage des denrées);

Demande au Collège des Bourgmestre et Echevins de distribuer à toutes les personnes, commerces, organisations concernés, écoles... la brochure sur les invendus alimentaires. Brochure qui résulte d'une collaboration entre Comeos, Fevia et les banques alimentaires, laquelle donne un aperçu des aliments concernés, des obligations des producteurs et commerçants quant à la traçabilité des denrées alimentaires, de la façon d'organiser une telle collaboration dans la pratique;

Demande au Collège des Bourgmestre et Echevins de procéder à une réflexion sur la création d'un label forestois pour les commerces qui auront réellement optimisé leurs invendus encore consommables par une redistribution à au moins une association caritative, si possible sur Forest, affiliée notamment à la Fédération belge des banques alimentaires.

Charge le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente motion.

Een motie in verband met de onverkochte voedingswaren wordt eenparig goedgekeurd. Deze motie is het resultaat van een consensus tussen alle politieke groepen.

De heer Burgemeester zegt dat dit een mooi voorbeeld is van constructieve samenwerking tussen meerderheid en oppositie.

Motie betreffende de beperking van voedselverspilling en betreffende de steun aan de verenigingen actief in de voedselhulp

Ingediend door Nadia EL YOUSFI (Chef Groep PS), Evelyne HUYTEBROECK (Chef Groep Ecolo), Christophe NOCENT (Chef Groep FDF), Catherine van Zeeland (Chef Groep CDH) en Isabelle GELAS (Chef Groep MR)

Overwegende dat de economische crisis, die een groot deel van de Belgische en Brusselse bevolking treft, bijzonder verwoestend is in de meest kwetsbare sociale categorieën. Vele mensen moeten een beroep doen op de hulp van voedselbanken of van liefdadigheidsorganisaties. Maar hun middelen, vaak gevormd door giften in natura, zijn niet meer toereikend om te voldoen aan de stijgende sociale vraag;

Overwegende dat alle grote supermarkten regelmatig blijven zitten met nog perfect eetbare producten maar die ze niet langer kunnen of wensen te verkopen (verse of halfverse producten met te nabije houdbaarheidsdatum, onverkochte producten, beschadigde verpakkingen...);

Overwegende dat er plaatselijk liefdadigheidsorganisaties bestaan, ondermeer sommige die via overeenkomsten aangesloten zijn bij de «Voedselbank Brussel-Brabant vzw», die zo georganiseerd zijn dat ze deze eetbare onverkochte producten snel kunnen verdelen onder de meest behoeftigen, in naleving van de huidige normen inzake hygiëne en voedselveiligheid;

Overwegende dat meerdere gemeenten in België de grote verdelers reeds aanmoedigen om hun onverkocht voedsel af te staan, in naleving van de opgestelde normen inzake hygiëne en veiligheid;

Overwegende dat het beperken van de voedselverspilling moreel verantwoord en sociaal nuttig is;

Overwegende dat de aansporing van de grote supermarkten om hun onverkocht voedsel af te staan in plaats van het te vernietigen, een maatregel is die valt onder het algemene belang;

Overwegende dat deze nieuwe middelen toegekend aan de solidariteit tegenover de minstbedeelden in geen geval de commerciële positie van de betrokken distributiebedrijven in gevaar brengen;

Overwegende dat voorrang geven aan een korte cyclus inzake recuperatie van onverkocht voedsel nodig is teneinde onnuttige vervoerskosten te kunnen vermijden;

Overwegende dat het essentieel is om maatregelen uit te werken om de voedselhulp te ondersteunen en om de voedselverspilling te beperken, met als doelstellingen :

- Diegenen die er nood aan hebben, in staat stellen om gebruik te maken van nog eetbaar onverkocht voedsel;

- De druk op het leefmilieu door de productie van niet geconsumeerd voedsel te verminderen;

Overwegende dat, opdat de Overheid zulke maatregelen kan treffen, het belangrijk is dat ze over informatie beschikt betreffende de wijze waarop het onverkochte voedsel behandeld wordt en betreffende de behoeften van de voedselbanken, liefdadigheidsorganisaties actief in de sector van voedselgiften en ondernemingen uit de sociale economie die de producten herverpakken;

De Gemeenteraad :

Vraagt aan de gemeentediensten om een onderzoek te voeren op het gemeentelijke grondgebied :

- **Om te weten te komen wat er gebeurt met het onverkochte voedsel van de grote en middelgrote supermarkten alsook van de voedingsbedrijven gelegen op het gemeentelijke grondgebied;**
- **Indien mogelijk, om de samenstelling van het onverkochte voedsel te bepalen : type voedingswaren en betrokken hoeveelheden alsook de kwaliteit van deze voedingswaren;**
- **Om de bestaande initiatieven inzake herverdeling op het gemeentelijke grondgebied te leren kennen;**
- **Om de behoeften van de voedselbanken, van de liefdadigheidsorganisaties die voedsel verdelen en van de ondernemingen uit de sociale economie die de voedingswaren herverpakken, zowel wat betreft de levering van voedingsmiddelen als de logistiek (vervoer en opslag van voedingsmiddelen) vast te stellen;**

Vraagt aan het College van Burgemeester en Schepenen om de brochure over onverkocht voedsel onder alle mensen, handelszaken, betrokken verenigingen, scholen... te verspreiden. Brochure die het resultaat is van een samenwerking tussen Comeos, Fevia en de voedselbanken ; ze geeft een overzicht van de betrokken voedingsmiddelen, van de verplichtingen van de producenten en handelaars wat betreft de traceerbaarheid van de voedingsmiddelen, van de wijze waarop zo'n samenwerking in de praktijk georganiseerd wordt;

Vraagt aan het College van Burgemeester en Schepenen om na te denken over de oprichting van een Vorsts label voor de handelszaken die hun nog eetbare onverkochte producten echt geoptimaliseerd hebben door een herverdeling aan minstens één liefdadigheidsorganisatie, indien mogelijk uit Vorst, die ondermeer aangesloten is bij de Belgische Federatie van de voedselbanken.

Belast het College van Burgemeester en Schepenen met de uitvoering van huidige motie.

La séance publique est levée à 23h10.

De openbare zitting wordt geheven om 23u10.

HUIS – CLOS

Le Secrétaire f.f.,
(s) B. MOENS

Le Président,
(s) M-J. GHYSSELS.

Par le Collège :
Le Secrétaire f.f.,

Le Bourgmestre,